



UNIVERSITÉ PARIS II  
PANTHÉON-ASSAS

**BANQUE DES MEMOIRES**

**Master Sécurité et Défense**  
**Dirigé par le Professeur Olivier GOHIN**  
**2017**

***La Corée du Nord : enjeu de la sécurité  
internationale***

**Marie-Catherine HOUPLIER**

**Sous la direction du Professeur Nicolas HAUPAIS**

**UNIVERSITE PANTHEON-ASSAS – PARIS II**  
**Droit – Economie – Sciences Sociales**

Année universitaire 2016-17

**Master 2 Sécurité et défense**

**LA COREE DU NORD :  
ENJEU DE LA SECURITE  
INTERNATIONALE**

**Sous l'ère Kim Jong-un**

Mémoire préparé sous la direction  
du Professeur Nicolas HAUPAIS

présenté et soutenu publiquement  
pour l'obtention du Master 2 Sécurité et Défense - finalité professionnelle

par

**Marie-Catherine HOURLIER**

**JURY :**

**Président :** Professeur Nicolas HAUPAIS, *Université d'Orléans*  
**Assesseur :** Contrôleur Général des Armées Arnauld CHEREIL de la RIVIÈRE

**LA COREE DU NORD :  
ENJEU DE LA SECURITE  
INTERNATIONALE**

**Sous l'ère Kim Jong-un**

J'adresse mes plus sincères remerciements à ma mère ainsi qu'à Sylvie Collard pour leur aide à la relecture de ce travail.

Je tiens également à remercier Monsieur le Professeur Haupais pour les conseils et orientations qu'il m'a apportés ces derniers mois.

Enfin, j'aimerais particulièrement saluer mes camarades et amis de la 12<sup>ème</sup> promotion du Master 2 Sécurité et Défense pour le vif intérêt qu'ils ont portés à mon sujet d'étude mais aussi le soutien de longue haleine que nous avons su mutuellement nous procurer tout au long de cette année.

*L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans le mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

## TABLE DES ABRÉVIATIONS

---

AP : Associated Press

APC : Armée Populaire de Corée

ASEAN : Association of South East Asian Nations

CIA : Central Intelligence Agency

COC: Capacités Offensives Cyber

DMZ : Zone démilitarisée / Demilitarized zone

ICBM : Intercontinental Ballistic Missile

JSA : Joint Security Area

KAMD: Korea Air and Missile Defense

KCNA : Korean Central News Agency

KEDO: Korea Energetic Development Organization

KOMID : Korea Mining Development Trading Corporation

NLL : North Limit Line

OMD : Organisation Mondiale des Douanes

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PTC : Parti du Travail de Corée

RDC : République de Corée

RGB : Reconnaissance General Bureau

RPDC : République Populaire Démocratique de Corée

SLBM : Sea Launched Ballistic Missile

START : Traité de Réduction des Armes Stratégiques

THAAD : Terminal High Altitude Area Defense

TNP : Traité de Non-Prolifération

UE : Union Européenne

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

ZES : Zone Economique Spéciale

## SOMMAIRE

---

### INTRODUCTION GÉNÉRALE

### TITRE 1 : UNE AFFIRMATION SUR LA SCENE INTERNATIONALE MELANT DIPLOMATIE COERCITIVE ET RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LES PARTENAIRES HISTORIQUES

**Chapitre 1 :** La confrontation avec les ennemis traditionnels, source d'un regain de tension dans la région.

**Chapitre 2 :** Le renforcement des liens avec les partenaires historiques du pays

### TITRE 2 : LA CONTINUITÉ MILITAIRE COMME MOYEN DE DÉFENSE ET DE SURVIE DU RÉGIME

**Chapitre 1 :** La persistance de la menace

**Chapitre 2 :** La difficile réponse internationale

### CONCLUSION GÉNÉRALE

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

---

La République Démocratique Populaire de Corée (RPDC), communément appelée Corée du Nord, est l'un des Etats les plus fermés du monde, et pourtant, il ne cesse d'apparaître régulièrement dans l'actualité comme une menace à la stabilité de l'Asie du nord-est. En effet, la péninsule coréenne fait aujourd'hui figure de dernier vestige ou « glacier<sup>12</sup> » de la Guerre Froide avec sa séparation en deux, de part et d'autre du 38<sup>ème</sup> parallèle.

Les origines de cette étude remontent au semestre d'échange universitaire passé à Incheon en Corée du Sud à l'automne 2014. La vie dans cette ville accolée à la capitale et abritant à la fois l'aéroport et le port de la onzième puissance économique mondiale est marquée par la menace représentée par la sœur du Nord dont la frontière se situe à moins de 50 km. Il est particulièrement important de garder à l'esprit le fait que le conflit intercoréen, connu pour s'être terminé en 1953, n'a jamais formellement pris fin en l'absence de signature d'un traité de paix entre les différentes parties impliquées. Ainsi, les Coréens, du Nord comme du Sud, ont au fil des années appris à composer dans ce contexte d'opposition plus ou moins marqué oscillant entre rapprochement et vives tensions. Les universitaires rencontrés en Corée du Sud se montrent généralement assez réticents face à des étudiants coréens souhaitant traiter ce type de sujet. En effet, la guerre a profondément imprégné les familles des deux camps ce qui amène les professeurs à craindre un manque d'objectivité dans les propos tenus si bien qu'ils ne préfèrent pas prendre le risque de diriger de telles recherches avant l'échelon doctoral.

Depuis l'accession au pouvoir de Kim Jung-un<sup>3</sup> en 2011, succédant à son père Kim Jong-il, le pays n'a cessé d'apparaître dans les médias internationaux. Ces informations, recoupées avec celles de l'agence de presse officielle du régime *Korean Central News Agency* (KCNA), permettent un aperçu du processus de transition politique et des changements progressifs amorcés par le nouveau leader. Avant de procéder à notre étude, il apparaît essentiel pour le déroulement de celle-ci de rappeler les principaux faits de l'Histoire de la péninsule coréenne (Section 1) en mettant en exergue les aspects militaires et politiques (Section 2).

---

<sup>1</sup> James A. BAKER, "America in Asia: Emerging Architecture for a Pacific Community". *Foreign Affairs*, Issue 92, 1991, p3.

<sup>3</sup> Les lois de transcription des prénoms coréens sont celles de Corée du Sud. Par ailleurs, les noms propres suivent l'ordre coréen : nom de famille puis prénom (très souvent composé).

## SECTION 1 : Une confrontation historique

Les évènements actuels qui touchent la péninsule coréenne prennent racines dans l'absence de réel règlement du conflit de 1950 puis la Guerre Froide (§1) mais aussi dans les fluctuations de la position de la RPDC sur la scène internationale (§2).

### §1- Une division héritée de la Guerre Froide

La fin de la Seconde Guerre Mondiale approchant, les vainqueurs réunis à la conférence de Yalta décidèrent de diviser la péninsule en deux zones d'occupations au 38<sup>ème</sup> parallèle, les soviétiques contrôlant le nord et les américains le sud. Afin d'assurer une certaine stabilité administrative, les Etats-Unis mettent un gouvernement militaire en place dès septembre 1945 conservant en fonction une partie des fonctionnaires coréens comme japonais exerçant sous l'occupation. Devant les difficultés d'entente entre les deux Etats tuteurs, la jeune Organisation des Nations Unies (ONU) est appelée à organiser la tenue d'élections dans la péninsule. L'URSS a voté contre cette résolution et refuse en conséquence que le scrutin se déroule sur le territoire dont elle a la charge. Le 15 août 1948, Syungman Rhee devient le premier président de la République de Corée (RDC) En réaction, des élections législatives ont lieu au nord permettant l'avènement de la République Démocratique Populaire de Corée le 9 septembre avec à sa tête le Premier ministre Kim Il-sung.

Les deux pays nouvellement créés entament alors des pourparlers ayant pour objectif la réunification. C'est ce même objectif qui fut utilisé par le régime du Nord afin de justifier la percée au Sud de son armée, élément déclencheur de la guerre intercoréenne en 1950. L'intervention du contingent des Nations Unies mené par le Général MacArthur permit le retrait des troupes du Nord bien au-delà de la frontière et à proximité du voisin chinois ce qui précipita sa participation au conflit. Voyant la Mandchourie menacée d'invasion par des troupes dirigées par les Etats-Unis<sup>4</sup>, Mao mobilise 1,7 millions de « volontaires » afin d'aider les troupes nord-coréennes à repousser l'ennemi. Grâce au soutien chinois, le nord parvint à franchir le 38<sup>ème</sup> parallèle et à occuper Séoul pendant 3 mois<sup>5</sup> avant le retour au *statu quo ante bellum* des deux opposants.

---

<sup>4</sup> MacArthur avait même émis le souhait au président Truman de procéder à un bombardement nucléaire sur la Mandchourie afin de prévenir toute alliance Sino-Soviétique. Cette prise de position lui valut une mise en retraite et un départ du théâtre coréen.

<sup>5</sup> De janvier à mars 1951.



Avec l'ombre de l'URSS planant sur le conflit, les gouvernements impliqués dans la coalition onusienne avec en première ligne les Etats-Unis et la République de Corée choisirent de ne pas tenter d'autres offensives sur la partie nord de la péninsule. L'armistice fut signé le 27 juillet 1953 à Panmunjom entre l'ONU<sup>6</sup> d'une part et la Chine et la Corée du Nord d'autre part.

Son aspect le plus significatif est la mise en place d'une zone démilitarisée (DMZ)<sup>7</sup> de 4 km de largeur et de 248 km de longueur dont 10 se trouvent en mer Jaune. Chaque camp a le droit de faire stationner des troupes dans sa partie de la DMZ ce qui rend cette frontière intercoréenne la plus militarisée du monde même si aucun chiffre officiel n'est communiqué sur le sujet, une très grande partie des deux armées se fait face ici.

Un point de contact direct a néanmoins été instauré entre les deux rivaux par le texte. Il s'agit de la *Joint Security Area* (JSA) située non loin de Panmunjom et contrôlée par l'ONU. On y trouve de nombreux baraquements servant aux négociations internationales ou intercoréennes mais aussi la *Military Armistice Commission* chargée de s'assurer que les termes de l'armistice de 1953 soient respectés par les différents partis. Le bilan du conflit est lourd, on estime qu'il y a eu plus de trois millions de morts chez les civils<sup>8</sup> pour un million de militaires. Les pertes matérielles sont également très importantes, Séoul est détruite à 70% et la majorité de la péninsule est à reconstruire. Du point de vue politique Panmunjom marque bel et bien la séparation du nord et du sud qui s'éloignent l'une de l'autre, préférant respectivement traiter avec la Chine et les Etats-Unis.

Au sortir de la guerre, les deux pays se tournent mutuellement le dos pour se reconstruire. C'est le nord qui s'en sort le mieux avec une industrialisation rapide et efficace, les chiffres officiels indiquent un taux de croissance annuel supérieur à 10%. L'idéologie du *Juche* cadre la société, d'inspiration marxiste-léniniste elle présente une nouvelle vision de l'homme et de l'état dans lequel les masses populaires seraient souveraines. L'accomplissement final du *Juche* est « *la réunification pacifique dans la grande union nationale*<sup>9</sup> »

---

<sup>6</sup> La République de Corée a refusé d'y participer.

<sup>7</sup> DMZ est l'acronyme de Demilitarized Zone.

<sup>8</sup> Les chiffres varient entre 3 et 5 millions. Le bilan civil est lourd du fait des bombardements massifs et notamment de l'utilisation du napalm par les américains.

<sup>9</sup> Selon le site officiel de la RPDC *Naenara*.

Au sud, la situation économique est catastrophique et le pays dépend de l'aide financière allouée par les autorités américaines. Cette aide est gérée par le régime sud-coréen qui la distribue aux personnes proches du pouvoir. La population vit dans la pauvreté alors que le gouvernement de Syngman Rhee est gangréné par la corruption.

## §2- Une existence internationale entre isolement et dialogue

Les premiers contacts entre les deux Corées furent lancés dès 1970 par le président sud-coréen Park Chung Hee<sup>10</sup>. Ce dernier reconnut le pouvoir de Kim Il-Sung et proposa la création d'une structure pour la réunification basée sur la coopération et le dialogue. Cette avancée fut de courte durée. En effet, Park utilise l'instabilité internationale à son avantage et déclare l'Etat d'urgence lui permettant d'étendre ses pouvoirs. Il organise en parallèle une chasse aux sorcières contre les potentielles couches socialistes terrées dans la société et agissant pour le compte de Pyongyang. Ces éléments témoignent de l'éducation militaire reçue par Park et de sa fascination pour le pouvoir des empereurs japonais auquel ses prérogatives s'apparentent désormais.

Après la mort de Kim Il-sung en 1994 juste après la deuxième crise nucléaire impliquant le pays<sup>11</sup>, son fils et successeur Kim Jong-il continuera sur la lancée du développement du programme nucléaire bien que d'importants efforts de coopération et d'échanges avec le Sud aient été réalisés à la fin du millénaire. Ceux-ci correspondent avec l'arrivée au pouvoir du libéral Kim Dae-jung à Séoul qui entreprit la « politique du rayon de soleil », ou plus communément la main tendue, qui lui valut le prix Nobel de la paix en 2000. Cette politique était caractérisée par 3 grands axes : politique, culturel et économique et inspiré par la construction européenne. On peut considérer que l'aboutissement symbolique de cette initiative fut la présence d'une équipe de Corée unifiée au Jeux Olympiques d'été de Sydney en 2000. Par ailleurs, les propositions de relance du commerce intercoréen furent plutôt bien accueillies au Nord qui venait de vivre des années particulièrement éprouvantes pour cause de famine et de catastrophes naturelles dévastatrices.

---

<sup>10</sup> Celui-ci est le père de l'ex présidente Park destituée en 2017 pour avoir été manipulée par sa confidente, elle-même influencée par les *chaebols*.

<sup>11</sup> La première a eu lieu entre 1987 et 1992 et a débuté à cause du refus par le régime de signer l'accord de garanties sur la sécurité nucléaire avec l'AIEA.

Cette période s'acheva avec la reprise des essais nucléaires du Nord pendant que Washington et l'administration Bush la plaçaient dans leur « Axe du mal ». Cet élément déclencheur de la future invasion de l'Irak fut interprété par Pyongyang comme un avertissement. Kim Jong-il observe l'évolution du conflit et craint que son sort soit similaire à celui de Saddam Hussein. Il entreprend alors une redynamisation de la filière nucléaire, légèrement mise de côté lors de la politique du rayon de soleil. Dans le même temps au Sud, les conservateurs gagnent les élections et s'emploient à rétablir une position ferme face aux nouvelles provocations de Pyongyang.

La question de la succession de Kim Jong-il se pose dès 2008 lorsque celui-ci est victime d'un accident cardiovasculaire cérébral en août, il disparaît alors de la scène publique. Un neurochirurgien français est dépêché sur place.

Pour des raisons de stabilité du régime, la solution dynastique a été préférée à l'ouverture d'une compétition potentielle entre hauts cadres du parti pouvant mener à des tensions et une possible intervention chinoise.

Le choix de Kim Jung-un s'est fait par élimination, le premier fils de Kim Jong-il avec sa première femme Song Hye Rim a attiré la honte sur le régime en entrant en territoire japonais avec de faux papiers dans l'espoir de visiter Disneyland avec sa famille, exilé à Macao il fut assassiné le 13 février dernier à l'aéroport de Kuala Lumpur. La deuxième femme du leader Ko Young Hui voyait donc un de ses fils comme futur successeur de son père, le frère aîné Jong Chul ne fut pas considéré comme assez fort pour endosser le rôle qui revint au final à son jeune frère Kim Jong Un qui avait par ailleurs l'avantage d'avoir hérité des traits physiques de son grand père, fondateur de la patrie, Kim Il Sung<sup>12</sup>. A la mort de Kim Il-sung en 1994, beaucoup d'observateurs prédisaient la fin du régime tant le fondateur du pays incarnait à lui seul sa survie. Ces prévisions s'expliquent par le décalage de personnalité existant entre le défunt et son fils Kim Jong-il, ce dernier n'ayant pas le même charisme que son père. On lui prédisait ainsi une très courte expérience du pouvoir avant de succomber aux luttes internes des hauts cadres du Parti du Travail de Corée (PTC)<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> Philippe PONS, *La Corée du Nord : état guérilla en mutation*, Collection La Suite des temps, Paris, Gallimard, 2016, p.558.

<sup>13</sup> Seong-Chang CHEONG, « La succession du pouvoir en Corée du Nord et ses implications sur la politique extérieure du pays » *Hérodote*, 2011, p.64.

Or il est parvenu à manœuvrer avec le Parti et même avec les élites de manière très habile, mieux que ne l'aurait fait le président éternel selon les dires de Hwang Jang-yop<sup>14</sup>, réfugié en Corée du Sud depuis 1997 et ancien secrétaire du comité central du Parti.

*« Mais la plupart des experts sud-coréens et occidentaux ne connaissent pas, au milieu des années 1990, l'habileté politique de Kim Jong-il. Cette méconnaissance a été l'un des éléments essentiels qui ont conduit la plupart des spécialistes de la Corée du Nord à sous-estimer la capacité de survie du régime nord-coréen<sup>15</sup>. »*

## **SECTION 2: Kim Jong-un, véritable héritier de la dynastie des Kim**

La question de la succession de Kim Jong-il soulève les mêmes problématiques que celle de son père : Le régime va-t-il s'effondrer ? Le successeur désigné, Kim Jung-un, saura-t-il malgré son jeune âge convaincre le Parti ? On parlait même avant sa mort d'une possible éviction de Kim Jung-un au profit de son oncle Jang Song-taek haut placé dans l'appareil étatique ou d'un retour du premier fils du grand leader Kim Jong-nam. Or le jeune Jung-un parvient dès son arrivée à la tête du pays d'affirmer son pouvoir en revendiquant l'héritage de son grand-père (§1) avant d'éliminer toute opposition par des purges (§2).

---

<sup>14</sup> Il fut l'un des instigateurs principaux de l'idéologie du Juche, président de l'assemblée populaire de 1972 à 1983 et jusqu'à maintenant l'homme politique nord-coréen le plus haut placé à avoir fait défection.

<sup>15</sup> *Ibid.* p.65.

### §1- « L'héritier du pays de Kim Il Sung »

Son parcours avant cela, est celui d'un enfant privilégié du régime, on pense qu'il est né le 9 janvier 1983<sup>16</sup> dans la province du Pyongan Nord, a d'abord reçu des cours particuliers avant d'être envoyé en Suisse pendant 5 ans comme son frère aîné et demi-frère avant lui. Il rejoindra ensuite l'Université militaire Kim Il-sung jusqu'en 2006 où il était destiné à apprendre les connaissances nécessaires à la perpétuation de la doctrine du *Son-gun*, c'est-à-dire la primauté pour l'Etat des affaires militaires. Petit à petit, il s'affiche avec Kim Jong-il lors des visites et apparitions officielles sans pour autant s'installer dans l'organigramme du PTC.

C'est son père qui annoncera aux cadres du Parti le choix de Kim Jung-un comme héritier le 8 janvier 2009<sup>17</sup>.

Dès lors le futur leader prépare l'avenir en se formant une garde rapprochée parmi les espoirs et les expérimentés du Parti

Le moment décisif fut la 3<sup>e</sup> conférence du PTC, fin septembre 2010, qui propulsa véritablement le jeune Jung-un sur le devant de la scène. Désormais général 4 étoiles, il apparaîtra aux côtés de son père à chaque visite officielle. C'est la première fois que cette assemblée se réunissait en 40 ans<sup>18</sup>. Bien que préférant s'appuyer sur l'armée pour s'installer au pouvoir Kim Jung Un se doit aussi de composer avec le parti qui lui apportera la légitimité nécessaire à son arrivée au pouvoir.

Kim Jong-il décède le 17 décembre 2011, l'annonce officielle est faite le 19 et durant les deux jours écoulés aucune information sur le sujet n'a fuité. Les instances du parti reconnaissent alors officiellement Kim Jung-un comme "*grand successeur de la révolution*" et "*d'éminent dirigeant de l'armée du peuple*". "*Sous la direction de notre camarade Kim Jung-un nous devons muer nôtre tristesse en force et en courage*".

Une période de deuil national fut prononcée jusqu'au 29 décembre, les obsèques ayant lieu le 28. Aucune délégation étrangère n'a été invitée et on assiste comme pour Kim Il-sung à des scènes de lamentations collectives.

---

<sup>16</sup> Aucune confirmation n'a jamais été obtenue sur sa date de naissance. Ce sont les dires du cuisinier Japonais de Kim Jong-il, Fusimito Kenji qui indiquent cette date.

<sup>17</sup> *Ibid.* p.67

<sup>18</sup> Philippe PONS, *Op.cit.* p.561.

Le cortège funéraire fut escorté dans Pyongyang par Kim Jong-un à l'avant de la voiture avec son oncle Jang Song Thaek ainsi que certains membres du bureau politique. Les spécialistes de la RPDC notèrent de légères différences entre les obsèques de Kim Jong-il et celles de son père. En effet, bien que la mise en scène soit identique, les nord-coréens les plus âgés admettent assez facilement que le défunt n'avait pas la prestance de son père et que les crises rencontrées sous son règne ne peuvent lui faire tenir rang égal avec le fondateur de la nation<sup>19</sup> Alors que Kim Jong-il avait attendu 3 ans de deuil national avant de se voir attribuer les fonctions de son père, son fils, lui, n'eut qu'à attendre 4 mois pour recevoir l'investiture complète. Il est nommé maréchal le 18 juillet. Une fois les pleins pouvoirs en main, il devint le plus jeune dirigeant du monde.

Kim Jung Un est donc "l'héritier du pays de Kim Il Sung" selon la formule populaire à l'époque. On notera l'importance du terme héritier qui marque la continuité et non le remplacement. Les commémorations du centième anniversaire de la naissance du père de la nation le 15 avril 2012 marquèrent cette continuité de la lignée avec le dévoilement de la statue en bronze de Kim Jong-il à côté de celle de son père sur l'esplanade Mansu au centre de Pyongyang<sup>20</sup>.

Autre fait remarquable: le début de cette nouvelle ère fut couvert par des journalistes occidentaux spécialement conviés pour l'événement : AFP, l'Express et Le Monde pour la France mais aussi la BBC et CNN<sup>21</sup>.

La cérémonie d'investiture fut précédée de grands travaux d'aménagement et d'embellissement de la capitale. À partir des années 2010, le centre-ville s'est transformé en accueillant de nouveaux centres commerciaux proposant des produits variés essentiellement chinois, par ailleurs les ventes de téléphones portables se multiplient pour atteindre le nombre de 2400 000 en 2014<sup>22</sup>.

Le nouveau leader du pays recentre les priorités du pouvoir sur le peuple comme il l'indiqua dans son discours du nouvel an 2013. Il effectue également un travail sur son image personnelle pour affirmer sa ressemblance avec son grand père et celle renvoyée à l'étranger notamment par la rencontre de la communauté diplomatique de Pyongyang.

---

<sup>19</sup> *Ibid.* p.566.

<sup>20</sup> *Ibid.* p.574.

<sup>21</sup> *Ibid.* p.575.

<sup>22</sup> *Ibid.* p.578.

Malgré cette apparence agréable, Kim Jung-un se devait dès ses premières années au pouvoir d'asseoir sa légitimité au sein de l'appareil étatique.

## **§2- Une légitimité confortée par des purges au sein du parti**

Les experts ont considéré qu'il pouvait le faire de deux manières : suivre la voie tracée par ses prédécesseurs et se laisser influencer par le clan familial ou au contraire installer son propre cercle rapproché à l'instar des anciens du régime envoyés loin de la capitale.

Il opta pour cette dernière option avec notamment l'exécution de son oncle Jang Song Thaek ainsi que de ses proches pour trahison alors qu'il avait notamment assuré la transition entre Kim Jong-il et Kim Jong-un au sein de l'armée.

Cette élimination fut l'un des éléments majeurs de politique intérieure du début de règne pour le jeune leader. En effet, contrairement aux pratiques passées de limoger les têtes d'affiches du parti gênantes de manière discrète celle-ci se fit en toute transparence sous l'œil des caméras de la télévision nationale le 8 décembre 2013.

Il est notamment accusé d'avoir gangréné les hautes sphères de l'Etat et du parti en y installant des personnes incompetentes, d'avoir volé le régime en sous évaluant le prix des minerais exportés ou encore d'avoir tenté d'orchestrer un putsch.

Pour assurer la bienveillance des générations futures, toutes les images officielles le représentant furent détruites, il est effacé de l'histoire du régime.

La bande Jang ne représentait pas une véritable menace politique mais plutôt un réseau parallèle composé de liens économiques liés à l'exploitation des ressources minières mais aussi de la finance<sup>23</sup>, de par sa fonction de directeur du département de l'administration du comité central, il a au fil des années et notamment après la mort de Kim Jong-il cumulé une partie des postes les plus importants au sein de l'appareil étatique et établi des liens conséquents avec la Chine en tant qu'instigateur des zones économiques spéciales de Rason et de Hwanggumpyong / Wihwa<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> Il aurait été lié à Pak Nam Gi, l'ancien directeur des finances du parti.

<sup>24</sup> *Ibid.* p591.

Selon le *New York Times* citant les services sud-coréens, l'incident qui déclencha la colère de Kim Jong-un envers son oncle se produisit loin des élites de Pyongyang dans une entreprise spécialisée dans le crabe. Cette dernière a toujours été historiquement administrée par les autorités militaires mais est passée sous le contrôle du département de l'administration<sup>25</sup> privant alors les militaires des revenus associés aux activités de pêche au crabe.

Le jeune dirigeant, une fois au pouvoir a voulu le retour de l'armée à la place qui était la sienne et envoya 150 soldats reprendre la direction de l'entreprise, le numéro deux du département de l'administration s'y opposa car il n'avait pas eu d'ordres de Jang Song Thaek ce qui se termina en échange de coups de feu tuant 2 militaires. Ceci représenta aux yeux du « soleil du 21<sup>ème</sup> siècle » une résistance à son pouvoir. Son oncle fut alors assigné à résidence avant son arrestation formelle puis son exécution.<sup>26</sup> Kim Jung-un purgea tout le réseau parallèle de Jang en multipliant arrestations, exécutions et peines de travail forcé.

Les services de renseignement sud-coréens suivent de près ces évictions car elles permettent d'obtenir un aperçu de la situation interne de son dangereux voisin.

Ainsi, en 2015 des personnages comme le ministre en charge de la forêt, le vice-président de la Commission Nationale au plan ou encore le ministre de la Défense furent arrêtés et envoyés en camp de travail alors que certains d'entre eux auraient été exécutés. Les motifs invoqués pour justifier leur éviction furent variés : critique envers le choix artistique de Kim Jung-un pour un bâtiment, sieste lors d'un évènement officiel, critique de la politique forestière décidée<sup>27</sup>.

Il a progressivement modelé le processus décisionnel du pays à sa façon de gouverner, fini les prises de décisions seul comme autocrate mais plutôt la mise en place du développement économique et du renforcement de l'armée par un processus plus inclusif des membres du parti qui pouvaient donner leur avis sur les projets présentés.

---

<sup>25</sup> dirigé à l'époque par Jang Song Thaek.

<sup>26</sup> Sang-hun CHOE, David E. SANGER, « Korea Execution Is Tied to Clash Over Businesses », *The New York Times*, 23 Décembre 2013. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.nytimes.com/2013/12/24/world/asia/north-korea-purge.html> Consulté le 20 Novembre 2016.

<sup>27</sup> Tetsuo MUROOKA, Hiroyasu AKUTSU, « The Korean peninsula: North Korea's advanced nuclear and missile capabilities and South Korea's response », *East Asian Strategic Review*, The National Institute for Defense Studies Japan, 2016.p.86.



Ainsi, des réunions hebdomadaires furent instaurées avec la commission militaire centrale, le comité central et les ministres, un système collégial qui le rapproche une fois de plus du système qu'affectionnait son grand père<sup>28</sup>.

Au regard de ces éléments, Kim Jong-un apparaît comme un jeune dictateur affirmé sur la scène intérieure du pays. Il doit néanmoins prouver sa capacité à exister sur la scène internationale.

C'est pourquoi nous allons concentrer notre étude sur la façon dont cette extériorisation du pouvoir de Kim Jong-un a permis à la RPDC de se replacer au cœur des enjeux stratégiques du XXIème siècle et mettre en péril la sécurité internationale.

Pour y parvenir le jeune leader a tout d'abord fait appel à la diplomatie coercitive sur ses ennemis traditionnels avant de renouer avec les partenaires historiques du régime (Titre I), il s'est ensuite appuyé en complément sur la poursuite des programmes nucléaire et balistique à la grande inquiétude de la communauté internationale (Titre II).

---

<sup>28</sup> Philippe PONS, *Op.cit.*p.584

**TITRE I :**

**UNE AFFIRMATION SUR LA SCÈNE  
INTERNATIONALE MELANT DIPLOMATIE  
COERCITIVE ET RENFORCEMENT DES LIENS  
AVEC LES PARTENAIRES HISTORIQUES**

---

La sécurité de l'Asie du Nord-Est est aujourd'hui, plus que jamais, liée à la politique extérieure menée par Pyongyang. L'accession au pouvoir de Kim Jong-un a montré au monde la menace que représentait la RPDC pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. En effet, en sa qualité de plus jeune leader que le pays n'ait jamais connu, les attentes se trouvaient être plus grandes à son égard qu'elles ne l'avaient été pour son père en 1994.

C'est la raison pour laquelle Kim Jong-un a d'une certaine manière également utilisé les influences de sa politique de « double poussée » dans sa gestion des affaires étrangères du pays. Ainsi, on peut considérer que la confrontation avec les ennemis traditionnels caractérise le volet militaire (Chapitre 1) et que le rapprochement avec les partenaires historiques du régime s'imposait de lui-même pour le domaine économique (Chapitre 2).

Il faut cependant garder à l'esprit que ces agissements extérieurs ne sont pas exempts d'une certaine pratique personnelle de la diplomatie de la part du dirigeant du pays le plus fermé du monde.

## **CHAPITRE 1 : La confrontation avec les ennemis traditionnels, source d'un regain de tension dans la région.**

---

A son arrivée à la tête de la RPDC, Kim Jung-un a conscience des doutes que les élites comme la population peuvent avoir à son sujet notamment en raison de son jeune âge. Après être parvenu à consolider son pouvoir par d'importantes purges<sup>29</sup> il a entrepris d'asseoir sa stature nationale comme internationale en faisant appel au « nationalisme victimaire<sup>30</sup> » ciblant particulièrement les Etats-Unis et leur allié sud-coréen (Section 1). Ce regain d'agressivité inquiète Washington et Séoul qui agissent en conséquence avec un renforcement de leur coopération et des moyens défensifs déployés dans la région (Section 2).

### **SECTION 1 : Une politique étrangère entre diplomatie coercitive et « nationalisme victimaire ».**

La politique étrangère de Kim Jong-un a été influencée par ses séjours à l'étranger mais surtout par son père, grâce à qui il a pris ses premières décisions avant même d'être au pouvoir (§1) et de définir sa propre orientation dans le domaine (§2) qu'il adaptera à l'élection de Donald Trump (§3).

#### **§1- Des débuts sous l'égide de son père.**

L'analyse des décisions prises à la fin du règne de Kim Jong-il montre la progressive influence de Kim Jung-un dans les affaires internationales de son pays. Ses expériences à l'étranger lui donnent, vis-à-vis des dirigeants haut placés du régime, une légitimité dans ce domaine.

Cependant, la politique extérieure nord-coréenne a toujours historiquement évolué au gré des décisions prises à Séoul et Washington à son sujet. Ainsi, l'accident vasculaire cérébral de Kim Jong-il a conduit à l'élaboration d'un rapport spécial conjoint entre les deux alliés baptisé « plan d'opération 5029 » détaillant une absorption du Nord par le Sud en cas d'effondrement du régime.

---

<sup>29</sup> Le jeune leader ne cesse de multiplier les évictions au sommet de l'Etat passant de 3 en 2012 à 60 en 2015<sup>29</sup> pour un total estimé à 340 personnes dont 140 hauts placés.

<sup>30</sup> Cette expression provient de l'historien Lim Jie-Hyun de l'Université Hanyang , l'unité nationale (tanil minjok) est ainsi utilisée par les deux camps pour justifier la réunification car ce sont des acteurs extérieurs qui ont décidés pour le peuple coréen de la séparation de la péninsule.

L'existence de ce plan est parvenue à Pyongyang qui l'a immédiatement qualifié de provocation.

Le Nord a alors décidé d'une riposte sur le plan touristique et militaire : limitation de circulation pour les ressortissants du Sud à la frontière, annulation des excursions prévues au Mont Kumgang et dans la ville de Kaesong et le 5 avril 2009 le lancement d'une fusée porteuse d'un satellite. Le 2<sup>ème</sup> essai nucléaire souterrain du 25 mai parachève les représailles.

Un revirement s'est néanmoins produit en août de la même année, avec la visite de l'ancien président américain Bill Clinton dans la capitale nord-coréenne venu chercher deux de ses compatriotes journalistes emprisonnées pour franchissement illégal de la frontière avec la Chine. Le fait le plus étonnant et sûrement le plus symbolique est l'envoi de hauts cadres du parti, notamment Kim Yang-Gon et Kim Ki-nam, secrétaire du comité central du Parti aux funérailles de l'ancien président du Sud Kim Dae-jung, prix Nobel de la paix et instigateur de la politique de rapprochement entre les deux pays dite « du rayon de soleil ». Parmi les accomplissements qu'elle permet, on peut retenir l'intensification des réunions de familles séparées et la présentation d'une seule et unique équipe de Corée aux Jeux Olympiques de Sydney en 2000. Pyongyang a par ailleurs exprimé, dans une lettre adressée au président du Conseil de Sécurité de l'ONU, que sa position n'allait pas à l'encontre de la dénucléarisation de la péninsule<sup>31</sup>

Ces efforts n'ont pas été très positivement accueillis en Corée du Sud car elle soupçonnait ici, une volonté sous-jacente de servir ses intérêts en récupérant les devises du tourisme sud-coréen. De plus, un incident naval<sup>32</sup> entre les 2 pays non loin de l'île de Daechong<sup>33</sup> et instigué par Pyongyang ne joue pas en la faveur d'une amélioration des relations intercoréennes. Cet épisode, volontaire ou non, marque le début d'un regain de tensions et de provocations autour de la frontière maritime en mer Jaune, communément appelée la *North Limit Line* (NLL).

La NLL a été le sujet de controverses dès sa création en 1953, l'armistice ne définissant pas le statut des îles de la mer jaune et des zones de pêche des deux pays.

---

<sup>31</sup> Seong-Chang CHEONG, « La succession au pouvoir en Corée du Nord et ses implication sur la politique extérieure du pays » *Hérodote*, 2011, p.69.

<sup>32</sup> En novembre 2009, un patrouilleur nord-coréen franchit la frontière maritime et ouvra le feu sur un patrouilleur du sud qui riposta entraînant le repli du navire assaillant. Pas de victimes côté sud mais 8 morts présumés chez leurs adversaires.

<sup>33</sup> Cette île se situe proche de la North Limit Line , frontière maritime entre les deux Corée , coté sud-coréen.

La NLL n'a pas été dessinée par les Coréens mais par le commandant en chef des forces armées des Nations Unies en prenant en compte les limites de territoire maritime<sup>34</sup> et a officiellement proclamé les 5 îles sur le territoire du Sud. Les deux pays ont respecté la démarcation maritime sans incidents jusqu'au milieu des années 1990 où ils ont commencé à la remettre en question lors de rencontres conjointes. Un accord a même été signé stipulant que les deux parties définiraient ensemble la nouvelle frontière maritime. Cela n'est jamais arrivé.

En 26 mars 2010, à la suite de la découverte un peu plus tôt d'un autre plan sud-coréen « Puheung<sup>35</sup> » d'absorption du nord en cas d'effondrement du régime, Pyongyang exprima sa colère en torpillant une corvette de la marine sud-coréenne, le *Cheonan* tuant 46 marins. En novembre de la même année, alors que les forces américaines réalisaient leurs exercices conjoints annuels avec leurs homologues du Sud, l'artillerie du Nord envoya plus de 170 obus sur l'île de Yeonpyeong proche de la NLL terrorisant les civils et entraînant la mort de 4 personnes. En conséquence, la communauté internationale et même la Russie ont condamné cet acte laissant la Chine comme seule "non ennemie" du nord sans pour autant être son alliée. Ce durcissement de la réponse militaire a été interprété par les spécialistes comme le faisant de Kim Jung-un alors que la santé de son père déclinait progressivement. En effet, le jeune héritier était, dès 2010, vice-président de la commission militaire centrale du PTC, une position éminemment importante dans l'appareil étatique nord-coréen.

---

<sup>34</sup> Il s'agissait de 3 milles nautiques à l'époque.

<sup>35</sup> *Puheung* signifie reconstruction en coréen.

## §2- La mise en place de sa propre politique

Après la mort de son père, Kim Jung-un réintroduisit la doctrine du *songun*, « l'armée d'abord », en une version plus renforcée tout en poursuivant le traditionnel<sup>36</sup> chantage à l'aide humanitaire dans le cadre des pourparlers à six.

Des analystes américains remarquèrent que la première année de règne du jeune leader avait été anormalement riche en menaces, fréquentes et intenses, envers l'Occident et plus particulièrement les Etats-Unis et la RDC. Cette attitude a posé des interrogations aux observateurs extérieurs qui pour certains se demandaient si :

*« Junior Kim fully understands the ritualistic rules of the Inter-Korean « threat down »; whether he might be more accepting risks than his father, and whether he's more likely to make miscalculations that could drive a hair-trigger situation over the edge. »*<sup>37</sup>

L'inexpérience de Kim Jung-un a mené ces mêmes observateurs à se demander si sa tante et son oncle Jang Song Thaek n'étaient pas derrière ces décisions. Le caractère opaque du régime et de son fonctionnement interne laissent planer le doute sur les coulisses du pouvoir en place à Pyongyang.

Paradoxalement, ce sont les rapports officiels américains qui apportent le plus d'informations sur la stratégie internationale du régime. Ainsi, le rapport 2015 du Département de la Défense remarquait que les grands objectifs nationaux de sécurité pour la RPDC étaient : la reconnaissance internationale de son statut d'Etat nucléaire, le maintien d'une capacité de dissuasion viable, le renforcement du *songun* dans les affaires intérieures comme extérieures pour aboutir à la réunification coréenne sous contrôle du régime dans un délai indéterminé.<sup>38</sup>

Depuis de nombreuses années, bien avant Kim Jung-un, les dirigeants nord-coréens instrumentalisent la réunification avec le Sud comme élément de justification et de légitimation de leurs choix politiques auprès de la population qui consent à d'importants sacrifices. Sur ce point, le jeune leader ne fait pas exception.

---

<sup>36</sup> C'est une position classique des négociateurs nord-coréens des pourparlers à six : aide humanitaire contre arrêt des provocations militaires du régime.

<sup>37</sup> Scott A. SNYDER, "Why North Korea regime is scary", CNN, 29 mars 2013.

<sup>38</sup> Anthony H. CORDESMAN, Charles AYERS, *The Military Balance in the Koreas and Northeast Asia*, Center for Strategic & International Studies, 2016, p.17.

L'analyse américaine montre aussi que l'armée nord-coréenne, forte de 1,2 millions d'hommes et entité forte du pays, soutient l'utilisation de la diplomatie coercitive comme cadre stratégique de la politique étrangère du pays. C'est pourquoi Pyongyang a recours à des provocations que l'on pourrait qualifier de mesurées<sup>39</sup> afin d'obtenir un avantage psychologique qui se transformera par la suite en aide humanitaire ou concessions économiques. Les programmes nucléaire et balistique s'inscrivent dans cette dynamique en assurant une dissuasion crédible et essentielle à la survie du régime<sup>40</sup>.

Depuis 2012, Kim Jong-un a entamé une démarche d'ouverture diplomatique dans le but d'encourager les investissements, et, par effet de ricochet, l'économie nord-coréenne en général. Celle-ci se manifeste principalement dans le domaine culturel avec le lancement de tournées internationales pour la compagnie d'opéra « Mer de sang » qui vint notamment se produire en France. Ainsi, plusieurs entités culturelles de RPDC nouèrent des partenariats avec l'orchestre de radio France et se rapprochèrent des médias du réseau *Associated Press* (AP). Ce dernier co-organisa avec l'agence de presse officielle du régime, KCNA, une exposition photographique d'un mois consacrée à la vie en RPDC à New-York. Par ailleurs, *Associated Press* fut autorisé à ouvrir un bureau à Pyongyang, une première pour un média occidental et encore plus pour un américain<sup>41</sup>.

Cette ouverture inhabituelle de la part du régime peut être interprétée comme une tentative d'établir un premier contact vers Washington. Celui-ci est significatif car le régime avait d'autres choix de partenaires plus évidents parmi les pays avec lesquels il entretenait des relations diplomatiques, on peut penser notamment au Royaume-Uni et à la BBC. Le lien américain était important pour Kim Jong-un car il permet, d'une part, d'offrir une plus grande visibilité au pays à l'occasion du 100<sup>ème</sup> anniversaire du « président éternel » Kim Il Sung, mais aussi, d'autre part, de donner une vision internationale au pays. L'inauguration se fit en présence des diplomates nord-coréens en poste à l'ONU et de dirigeants de l'AP, les officiels américains avaient été priés par les autorités de ne pas s'y rendre.

---

<sup>39</sup> Même si celles-ci sont des attaques armées, elles restent de petite échelle au vu des capacités de frappes nord-coréennes.

<sup>40</sup> *Ibid, Ibid.*

<sup>41</sup> Adam CATHCART, Steven DENNEY, « North Korea's cultural diplomacy in the early Kim Jong-un era », *North Korean Review*, Volume 9, numéro 2, Automne 2013, pp.29-42



Les médias locaux présentèrent l'exposition comme une occasion de découvrir un des pays les plus fermés du monde sous un autre jour et ainsi changer le regard du grand public ce qui était l'un des objectifs du régime<sup>42</sup>.

Cependant, cet épisode de diplomatie culturelle fut de courte durée et stoppé par le lancement d'un missile balistique intercontinental *Taepodong-2*, ce qui poussa Pyongyang à se replier sur la traditionnelle diplomatie coercitive. Cette dernière a particulièrement fonctionné avec Kim Jong-il puisqu'il est toujours parvenu à obtenir de l'aide humanitaire lors des différentes négociations qu'il a pu mener. Kim Jong-un, à la différence de son père, se trouve être beaucoup plus radical et impatient. Si la diplomatie coercitive ne porte pas ses fruits à court terme, il n'hésitera pas à employer tous les moyens dont il dispose pour se maintenir au pouvoir.

### **§3- Nouveau président américain, nouvelle stratégie.**

Un autre élément à prendre en compte est le changement d'administration aux Etats-Unis. En effet, l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche a mis fin à l'ère de « patience stratégique » de son prédécesseur et bouleversé la politique étrangère nord-coréenne.

Le nouveau président a clairement affiché sa volonté de « résoudre le problème nord-coréen » car la RPDC représenterait à ses yeux « la plus grande menace »<sup>43</sup>.

Ces déclarations deux jours avant la fête nationale<sup>44</sup> sonnent comme un avertissement direct pour Pyongyang qui sait qu'un bras de fer est en train de s'enclencher avec Washington. Kim Jong-un, conscient de l'attention du monde entier sur la réponse qu'il apporterait se contente de commenter qu'« un grand et important évènement »<sup>45</sup> allait se produire sous peu. Le régime profite de la présence de journalistes étrangers pour l'occasion afin d'obtenir des devises étrangères, tant convoitées, mais de plus en plus difficiles à obtenir à cause des sanctions internationales.

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p.35.

<sup>43</sup> Harold THIBAUT, « Donald Trump découvre la menace nord-coréenne et la géopolitique de l'Asie », le Monde, 13 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/13/donald-trump-decouvre-le-probleme-nord-coreen\\_5110970\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/13/donald-trump-decouvre-le-probleme-nord-coreen_5110970_3210.html) Consulté le 20 Avril 2017.

<sup>44</sup> Il est très habituel que les dirigeants nord-coréens réalisent des tirs balistiques ou essais nucléaires le 15 avril en l'honneur de la fête nationale commémorant la naissance de Kim Il Sung.

<sup>45</sup> John SUDWORTH, « Fanfare in Pyongyang over new business development », *BBC News*, 14 Avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.bbc.com/news/av/world-asia-39586872/kim-jong-un-opens-new-street> Consulté le 20 Avril 2017.

Le journaliste Singapourien Jeremy Koh explique que les correspondants étrangers suivant les cérémonies du 15 avril furent réveillés le 14 à 4 heures du matin pour assister à l'évènement tant attendu et dont les plus audacieux pensaient qu'il s'agirait d'un tir ou d'un essai. Il était, en réalité, question de l'inauguration d'une nouvelle rue dans le quartier moderne de Romyong à Pyongyang<sup>46</sup>.

La stratégie nord-coréenne dans cet évènement montre à quel point Kim Jong-un ne prend pas de décisions sans d'intenses réflexions et analyses coûts/bénéfices. En effet, ici, il utilise de manière habile l'attention que lui porte le monde par le biais des médias présents pour montrer, à la fois, une facette apaisée et fréquentable de son pays, et sa capacité à poursuivre son développement économique en offrant des infrastructures contemporaines à ses habitants malgré les sanctions qui pèse sur lui. En agissant ainsi, le jeune leader déjoue les pronostics d'une riposte de nature militaire et appuie ses précédents propos où il déclarait que l'Occident et en particulier les Etats-Unis ; véhiculaient une image agressive de la RPDC alors que le peuple nord-coréen n'aspirait qu'à la paix et la prospérité.

Par ailleurs, le second message qu'il adresse par l'image est à destination des Nations Unies, dont les dernières sanctions plus restrictives ne sont pas parvenues à endiguer la volonté et la détermination du régime. Dans les rares échanges qu'ont pu avoir les journalistes avec la population, celle-ci affirmait que la RPDC était prête à toutes les confrontations et qu'elle n'avait en aucun cas peur d'un conflit<sup>47</sup>.

Le tour de force qu'ont réalisé ici les dirigeants, réside dans le fait que le récit délivré au monde entier le fut par des professionnels du journalisme travaillant pour des médias reconnus dans des pays où la liberté de la presse est protégée et dont la crédibilité ne sera pas remise en cause.

Deux mois avant ces évènements, c'était le brutal assassinat de Kim Jong-nam, demi-frère de Kim Jong-un, qui a montré que le régime savait faire usage de la porosité entre politique intérieure et extérieure. En effet, le 13 février dernier Kim Jong-nam était assassiné à l'aéroport de Kuala Lumpur en Malaisie alors qu'il s'apprêtait à regagner Macao où il résidait.

---

<sup>46</sup> Jeremy KOH, « A wake-up call at 4am in Pyongyang », *Channel News Asia*, 14 Avril 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.channelnewsasia.com/news/asiapacific/a-wake-up-call-at-4am-in-pyongyang-8719612> Consulté le 20 Avril 2017.

<sup>47</sup> *Ibid. Ibid.*

La piste nord-coréenne est immédiatement privilégiée par les enquêteurs en raison de l'exil forcé que connaissait Jong-nam depuis son arrestation au Japon avec de faux papiers alors qu'il souhaitait visiter Disneyland avec sa famille. Cette trahison affichée aux valeurs anticapitalistes de la RPDC a condamné celui qui créa le premier centre informatique de Pyongyang en 1990 à l'éloignement définitif. De plus, le demi-frère du jeune leader n'hésitait pas à exprimer publiquement sa désapprobation de la politique menée par Pyongyang et faisait partie des dissidents les plus connus. La manière dont a été conduit l'assassinat, en plein jour, par des personnes de tierces nationalités<sup>48</sup>, et surtout avec du VX, agent innervant qui est la version la plus mortelle du sarin<sup>49</sup> est un message clair aux dissidents et à la communauté internationale.

En effet, ce double avertissement est en priorité adressé à ceux qui, comme Kim Jong-nam remettent en cause ouvertement le régime depuis un pays étranger, et il est clair que l'apparente sécurité dont ils pourraient jouir en dehors de RPDC n'est qu'illusoire<sup>50</sup>. Ensuite, l'utilisation du VX démontre d'une part que le régime en possède<sup>51</sup> et que d'autre part il est enclin à l'utiliser quand il l'estime nécessaire. Considéré comme une arme de destruction massive, le VX est en quelque sorte une démonstration d'un nouveau genre des capacités nord-coréennes. Par ailleurs, il est également intéressant de se pencher sur la réaction sud-coréenne à cet assassinat et en particulier à l'interprétation qui en a été faite. Ce sont les services de renseignement sud-coréens qui ont affirmé en premier que le commanditaire de l'attaque était bien Kim Jong-un lui-même<sup>52</sup> ce qui choqua profondément la RDC où la tradition confucianiste très présente, place la famille au centre de l'existence.

De plus, le mépris exprimé par Jung-un envers les personnes innocentes qui furent impliquées dans le commando au contact direct de l'agent toxique fit réagir de nombreuses associations de défense des droits de l'Homme et démontra, une fois de plus, l'absence de limites dont fait preuve Pyongyang.

---

<sup>48</sup> Les deux femmes ayant aspergé Kim Jong-nam étaient Vietnamiennes et Indonésienne.

<sup>49</sup> Le VX s'avère être 100 fois plus toxique que le gaz sarin.

<sup>50</sup> A la suite de cet assassinat, le fils de Kim Jong nam, étudiant aux Pays-Bas, fut placé sous protection policière.

<sup>51</sup> Les experts soupçonnent qu'il proviendrait du régime syrien avec qui la RPDC a toujours entretenu des liens particuliers.

<sup>52</sup> Joshua BERLINGER, « Murder of North Korea's Kim Jong nam : Timeline of intrigue », *CNN*, 3 Mars 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://edition.cnn.com/2017/02/20/asia/kim-jong-nam-death-timeline/> Consulté le 21 Avril 2017.

En somme, cet évènement rappelle que les armes de destruction massive du régime restent une menace non seulement pour la région mais aussi pour le monde et qu'elles peuvent désormais être employées de manière offensive et non plus uniquement pour la survie du pays.

Une diplomatie coercitive efficace dépend des coûts de non-obéissance qui peuvent être imposés à l'Etat visé et inversement les bénéfices qu'il peut avoir à suivre la volonté de l'instigateur, ceux-ci devant bien sûr être plus désirables que les conséquences d'une non-obéissance afin que l'Etat concerné privilégie la coopération. L'Etat qui s'adonne à la diplomatie coercitive, s'il veut réussir, doit la bâtir sur trois piliers : la proportionnalité, la réciprocité et la coercition crédible<sup>53</sup>. Si l'on se place du point de vue nord-coréen, tous ces critères sont remplis par l'action extérieure de Kim Jong-un face aux Etats-Unis: les tirs de missiles balistiques, les essais nucléaires ou encore l'utilisation d'armes de destruction massives. Ceux-ci sont proportionnels, crédibles et répondent bien aux provocations américaines dont la plus grande reste la présence massive de ses troupes en RDC. Néanmoins, pour les occidentaux, le paramètre de la proportionnalité peut paraître non rempli car ses démonstrations militaires sont dépeintes comme excessives.

Les relations entre les Etats-Unis et la RPDC depuis le début des années 1990 témoignent de différentes tactiques de diplomatie coercitive mises en place par les administrations et dirigeants successifs aussi bien à Pyongyang qu'à Washington. On remarque cependant que les provocations plus appuyées de Kim Jong-un ont eu pour effet de provoquer des réponses plus ou moins inattendues de la part des américains et par ricochet de leurs alliés sud-coréens.

---

<sup>53</sup> Bruce JENTLESON, « Coercive diplomacy : scope and limits in the contemporary world », *The Stanley Foundation, Policy Analysis Brief*, Décembre 2006. Disponible à l'adresse suivante : <http://stanleyfoundation.org/publications/pab/pab06CoerDip.pdf> Consulté le 21 Avril 2017.

## **SECTION 2 : Des ripostes américaines et sud-coréenne favorables au régime**

Une opposition telle que connaissent la RPDC et les Etats-Unis suppose que les deux parties aient une stratégie afin de prendre le dessus sur l'adversaire, de préférence au moindre coût humain et matériel. Nous avons brièvement évoqué certaines réactions du nouveau président Trump aux agissements de Kim Jong-un, cependant, il est intéressant d'analyser la rupture qu'il a effectué avec la ligne de son prédécesseur dans ses déclarations de candidat (§1) avant d'imposer son style de président (§2) et comment celui-ci s'inscrit dans le schéma sécuritaire régional en particulier avec Séoul (§3).

### **§1- La rupture de la « patience stratégique » de Barack Obama par le candidat Trump**

A son arrivée à la Maison Blanche en 2009, le démocrate Barack Obama souhaite avoir une approche plus apaisée et rationnelle du conflit coréen que le président sortant George W. Bush. C'est pourquoi il instaure une nouvelle manière d'agir, basée sur des principes de consultations avec ses alliés sur le sujet et avant toute prise de décision, le rétablissement d'un certain niveau de dialogue<sup>54</sup> et l'affirmation de la nécessité de poursuivre sur la voie de la dénucléarisation avec en fer de lance les Pourparlers à Six<sup>55</sup>.

Malgré des engagements de campagne, qui voulaient replacer la diplomatie au centre de la relation avec Pyongyang, c'est le spectre du nucléaire qui l'a emporté une fois au pouvoir, avec le besoin de rassembler les pays prenant part aux Pourparlers à Six autour du Traité de Non-Prolifération. Le problème qui se présenta fut que Washington ne s'attendait pas au retour des provocations si tôt dans le mandat.

En effet, le naufrage de la corvette sud-coréenne *Cheonan* en mars 2010 poussa l'administration Obama à une réaction. L'équipe internationale d'enquête concluant à une attaque venant de RPDC, la mise en place du dialogue se trouvait désormais compromise.

---

<sup>54</sup> Dans ce but il nommera Stephen Bosworth comme envoyé spécial

<sup>55</sup> Et ce, même s'ils résultent d'une idée de son prédécesseur George W. Bush.

La priorité, alors, pour Obama, est de montrer son soutien à l'allié sud-coréen face à cette attaque en militant activement en faveur de nouvelles sanctions au Conseil de sécurité des Nations Unies, mais également en menant des exercices anti sous-marins conjoints avec Séoul<sup>56</sup>.

L'incident eut aussi une incidence dans le report du transfert du commandement opérationnel de l'*US Army* à l'armée sud-coréenne d'avril 2012 à décembre 2015.

La tension est quelque peu retombée avant le sommet du G20 à Séoul où le président sud-coréen Lee acceptait de revenir à la table des négociations, même en l'absence d'excuses de la part de Pyongyang. L'idée fut vite abandonnée après l'attaque par l'artillerie nord-coréenne de l'île de Yeonpyeong une semaine après le sommet. De plus, Obama refusa l'appel de la Chine pour une rencontre à six suivant ces événements, préférant un travail trilatéral avec Séoul et Tokyo.

Cette position s'inscrit dans un changement de stratégie de la part de Washington qui considère désormais que Pyongyang a toutes les cartes en main pour décider ou non de la reprise de négociations. C'est pourquoi les Etats-Unis se replièrent sur la poursuite des pressions diplomatique et économiques sur la RPDC dans le but que celle-ci reprenne d'elle-même la voie du dialogue. Des rencontres entre négociateurs sud-coréens, américains et nord-coréens eurent néanmoins lieu à la fin de l'année 2011, alors que Kim Jong-il était sur le point de décéder. Ces discussions aboutirent à la conclusion d'un accord dit «du 29 février » dont l'administration américaine minimisa la portée en annonçant qu'il ne servait qu'à préparer une possible reprise des Pourparlers à Six<sup>57</sup>.

Il faut prendre en compte le fait que la politique nord-coréenne du président Obama s'est heurtée malgré elle à l'affirmation sur la scène intérieure que devait effectuer Kim Jong-un vis-à-vis des hauts cadres du parti. En effet, ses capacités à gouverner étant questionnées, le jeune leader était dans l'obligation politique de montrer qu'il possédait les compétences nécessaires à poursuivre le travail entamé par son grand-père et son père avant lui. Pour cela, la confrontation avec l'ennemi historique américain était inévitable.

---

<sup>56</sup> Scott A. SNYDER, « Korean peninsula policy of the Obama administration : focus on security issues », *Deterrence and dialogue : the Korean peninsula after the Cheonan Incident*, The National Institute for Defense Studies, international synopsis on Security affairs 2010, Tokyo, pp.65-66.

<sup>57</sup> Bruce KLINGER, « Obama's evolving North Korean policy », *Samsung Economic Research Institute*, SERI Quarterly, Séoul, Juillet 2012.

Cela explique pourquoi l'accord du 29 février 2012 devint rapidement caduc par le lancement d'un satellite quelques semaines plus tard en violation des résolutions 1718 et 1874 des Nations Unies<sup>58</sup>.

Les critiques furent vives au Congrès et l'administration Obama se trouva à court d'arguments pour défendre sa position. Dès lors, il n'était plus question de négocier quoi que ce soit avec Pyongyang<sup>59</sup> tant qu'elle ne se serait pas engagée sur la voie de la dénucléarisation et les sanctions, à la fois, onusiennes et américaines, étaient selon lui, la meilleure manière de l'y contraindre.

La campagne électorale américaine de 2016 fut caractérisée par le plus grand nombre jamais observé de tirs et essais sur une même année, comme si Kim Jong-un souhaitait rappeler l'existence de la menace nord-coréenne aux candidats. L'élection inattendue de Donald Trump a posé la question de la posture que le nouveau président adopterait sur le dossier coréen.

Lors de la campagne, alors qu'il était encore candidat, Trump et sa doctrine du « *America first* » annonçaient une volonté de rupture en matière de politique étrangère traduite par la fin de l'investissement financier et militaire américain dans le monde. En ce qui concerne l'Asie, le message pour la RDC et le Japon est clair : ils devront payer s'ils veulent que les Etats-Unis continuent à assurer leur défense<sup>60</sup>. Cette déclaration déclencha la colère des sud-coréens, plus menacés que jamais par les tirs et essais à répétition de la RPDC, mais aussi affaiblis politiquement par le scandale de corruption et d'abus de pouvoir qui gronde alors pour la présidente Park Geun-hye<sup>61</sup>.

Pyongyang ne commenta pas cette annonce mais il est évident qu'elle lui est favorable puisqu'un désengagement américain chez la voisine du Sud représenterait le premier pas de la reconnaissance de la RPDC comme Etat nucléaire et un potentiel allègement des sanctions économiques contre elle.

---

<sup>58</sup> *Ibid. Ibid.*

<sup>59</sup> Cela ne signifie pas que le contact est rompu pour autant.

<sup>60</sup> Maggie HABERMAN, David E. SANGER, « Donald Trump Expounds on his Foreign Policy Views », *The New York Times*, 26 Mars 2016. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html?\\_r=0](https://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html?_r=0) Consulté le 22 Avril 2017.

<sup>61</sup> L'ancienne présidente est accusée d'avoir été manipulée par sa confidente Choi Soon-sil, elle-même liée avec les *chaebols*.

Peu après son investiture, le nouveau président Trump reçut via le Sénat des conseils de la part des experts américains de la péninsule coréenne. Ces derniers prévinrent le président que ces paroles de candidat ont très probablement donné l'impression à Kim Jong-un que les Etats-Unis ne s'opposeraient plus à lui dans la poursuite de ses ambitions nucléaires et balistiques.

Il est également notifié que les intérêts américains et nord-coréens avaient désormais très peu de chances de se recouper.

Cela signifie alors que la nouvelle administration pourra difficilement agir sans consulter et prendre en compte les avis sud-coréens et japonais ses alliés mais aussi de la Chine pièce maitresse de l'échiquier nord-coréen. De plus, il est conseillé au président de nommer, comme ses prédécesseurs, un envoyé spécial chargé de la RPDC auprès de lui afin d'assurer l'interface entre les deux pays et surtout exposer clairement les points de vue et demandes américaines au régime<sup>62</sup>.

## **§2- La politique nord-coréenne du président Trump ou la (non) diplomatie du *Tweet***

Nul ne sait si les recommandations des experts furent lues par le président mais il est certain que ce dernier n'a pas changé ses habitudes à son arrivée à la Maison Blanche. En effet, pour la première fois dans l'Histoire un président américain utilise un réseau social, *Twitter*, pour commenter des dossiers ou tout simplement exposer son avis et ce, en 140 caractères. Ainsi, dès le 2 janvier 2017 il postait pour la première fois au sujet de la RPDC :

« *North Korea just stated that it is in the final stages of developing a nuclear weapon capable of reaching parts of the U.S. It won't happen!*<sup>63</sup> »

Ce ton a rappelé à certains, celui de George W. Bush au sujet de l'Irak de Saddam Hussein alors que la RPDC faisait elle aussi partie de son « axe du mal ». A la suite de ce *tweet*, il s'en prend également à la Chine, qui, selon lui, n'utilise pas toutes ses capacités pour contraindre Pyongyang à la dénucléarisation.

---

<sup>62</sup> Scott A. SNYDER, « Confronting the North Korean threat: reassessing policy options », *Council on Foreign Relations*, 31 janvier 2017. Disponible à l'adresse suivante: [https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/013117\\_Snyder\\_Testimony.pdf](https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/013117_Snyder_Testimony.pdf) Consulté le 22 Avril 2017.

<sup>63</sup> Maya KOSOFF, « Trump taunts North Korea, Twitter chaos ensues », *Vanity Fair*, 3 Janvier 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.vanityfair.com/news/2017/01/trump-taunts-north-korea-twitter-chaos-ensues> Consulté le 23 Avril 2017.



Désormais connu pour exprimer des opinions qu'il pourra difficilement mettre en pratique, le régime n'a pas daigné répondre à cette affirmation du président élu américain.

Il n'a cependant pas abandonné le dossier et a, au contraire, décidé de s'en saisir rapidement et de manière radicale. Sa position est exposée clairement par le Secrétaire d'Etat Rex Tillerson lors de sa tournée en Asie en mars 2017.

Ainsi, le 17 mars, en déplacement à Séoul, il proclama officiellement la fin de la « patience stratégique » de l'ère Obama et qu'il était temps d'agir. Bien que les détails de ce plan d'action ne soient pas dévoilés, il est expliqué que la réalisation de frappes préemptives faisait partie des options possibles<sup>64</sup>.

Ce message s'adresse en premier lieu à Pyongyang qui devra désormais sagement mesurer ses provocations si elle ne veut pas subir le feu américain mais aussi à Beijing, qui, en condamnant l'installation du Terminal High Altitude Air Defense (THAAD) en RDC se positionne à revers des Etats-Unis. En effet, comme nous l'analyserons plus tard dans cette étude, la Chine se situe au croisement des deux adversaires et souhaite avant tout que soit garantie la stabilité de la RPDC. Depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, elle se place en médiatrice et fait la promotion de la reprise du dialogue entre les deux pays.

Cependant, la reprise des négociations n'est plus à l'ordre du jour pour Washington qui a choisi de durcir le ton après des années d'échec sur le dossier nord-coréen. Cela se traduit par une manière très personnelle de modifier le plan d'action de la diplomatie coercitive américaine. Comme nous l'évoquions précédemment, Pyongyang y fait également appel et pour être efficace la diplomatie coercitive doit s'articuler autour des principes de proportionnalité, réciprocité et crédibilité de coercition. Pour le président américain, ses prédécesseurs se sont montrés laxistes<sup>65</sup> dans la mise en place de ces différents principes et cela s'est montré bénéfique pour le régime des Kim qui a poursuivi le développement de ces programmes balistique et nucléaire.

---

<sup>64</sup> James GRIFFITHS, Paula HANCOCKS, « Tillerson on North Korea : military action is an option », *CNN*, 17 mars 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://edition.cnn.com/2017/03/17/politics/tillerson-south-korea-dmz/> Consulté le 23 Avril 2017.

<sup>65</sup> Ils sont cependant parvenus à convaincre la Libye et l'Iran de cette façon.

C'est pourquoi le même jour que la déclaration de son Secrétaire d'Etat, il publia le *tweet* suivant sans équivoque :

« *North Korea is behaving very badly. They have been "playing" the United States for years. China has done little to help!*<sup>66</sup> »

En agissant ainsi, le président Trump donne de plus en plus de crédibilité à Kim Jong-un, à la fois sur sa scène intérieure, en justifiant le niveau de la menace et la nécessité de l'effort national derrière l'armée mais aussi à l'international vis-à-vis de ses soutiens russes et chinois.

On assiste alors à une escalade des provocations jamais vue depuis la guerre de Corée : les Etats-Unis ont d'abord annoncé l'envoi du porte-avions Carl Vinson accompagné de son escadron aérien, un croiseur lanceur de missiles et 2 destroyers lanceurs de missiles sur la zone de la péninsule coréenne<sup>67</sup>. Cette mobilisation maritime intervient deux jours après le bombardement américain sur la base syrienne de Shayrat à 30 km de Homs par 59 missiles *Tomahawk* lancés depuis des navires situés en mer Méditerranée, cela n'est pas un hasard. La zone moyenne-orientale a souvent servi aux divers présidents américains à faire passer des messages à Pyongyang<sup>68</sup>, Donald Trump ne fait pas exception sur ce point.

Il va même encore plus loin le 13 avril en larguant la « mère de toutes les bombes » sur l'Afghanistan, 2 jours avant la fête nationale en l'honneur de la naissance de Kim Il Sung où, comme nous l'avons expliqué précédemment, le régime a pour habitude d'effectuer des démonstrations de force.

La principale caractéristique de cette bombe est sa capacité à détruire les réseaux souterrains, nombreux en RPDC et pour la majorité connus des autorités militaires américaines et sud-coréennes. De nombreux médias, en particuliers japonais et coréens, ont interprété le bombardement comme un essai grandeur nature avant une probable attaque en territoire nord-coréen<sup>69</sup>.

---

<sup>66</sup> Charlotte ALTER, « President Trump is blaming North Korea for behaving very badly », *TIME Magazine*, 17 Mars 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://time.com/4705140/donald-trump-twitter-north-korea/> Consulté le 23 Avril 2017.

<sup>67</sup> Le Monde, Reuters et AFP ; « Un porte-avions américain et sa flotte font route vers la péninsule coréenne », *LeMonde.fr*, 9 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/09/un-porte-avions-americain-et-sa-flotte-font-route-vers-la-peninsule-coreenne\\_5108334\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/09/un-porte-avions-americain-et-sa-flotte-font-route-vers-la-peninsule-coreenne_5108334_3210.html) Consulté le 23 Avril 2017.

<sup>68</sup> L'exemple le plus significatif est George W. Bush et l'invasion de l'Irak en 2003 en raison de sa potentielle possession d'armes de destruction massive.

<sup>69</sup> Ysana TAKINO, « MOAB, un message clair de Trump à la Corée du Nord », *Courrier International*, 15 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.courrierinternational.com/article/vu-du-japon-moab-un-message-clair-de-trump-la-coree-du-nord> Consulté le 23 Avril.

Par la suite, les échecs des deux tirs nord-coréens volontaires ou non ont légèrement fait baisser les tensions et Kim Jong-un se trouve dans une position où il doit décider quelle stratégie le maintiendra au pouvoir : l'effet compensateur de l'arme nucléaire sera-t-il suffisant pour éviter une attaque américaine ?

En dehors de ce face à face RPDC – Etats-Unis, les décisions de ces deux acteurs ont des conséquences sur les voisins et alliés que sont le Japon et la RDC. Nous nous concentrerons ici sur la RDC car sa situation est particulière de par l'important partenariat militaire unissant Séoul à Washington avec 34 000 américains déployés en RDC.

### **§3- Un contexte tendu nécessitant une amélioration des capacités de détection sud-coréennes**

L'ère de la présidente Park représente pour l'armée sud-coréenne une période charnière, en dehors de la menace constante de la RPDC, où le nombre d'hommes est en progressive diminution due au vieillissement de la population<sup>70</sup> et où les nouvelles technologies s'immiscent de plus en plus dans le travail quotidien des troupes.

Petit à petit, le pays cherche à se doter d'une capacité de réponse au voisin du nord par lui-même, sans devoir systématiquement passer par l'allié américain. Afin de contribuer à l'effort de dissuasion, les autorités tendent à de plus en plus professionnaliser les troupes et tirent profit de l'industrie technologique pour améliorer armes et équipement. Un des progrès les plus notables se trouve au sein de la marine nationale qui ne se contente plus désormais de simples fonctions de garde-côtes mais est dotée depuis 2015 de sous-marins capables d'atteindre des cibles se situant en surface<sup>71</sup>. Un autre modèle est par ailleurs en construction le KSS-III et sera censé être capable d'embarquer et de lancer des missiles balistiques vers la terre ferme. Cette modernisation de la flotte s'inscrit dans une dynamique de remplacement de la flotte actuelle de sous-marins de classe *Chang Bogo*.

---

<sup>70</sup> Tous les hommes se doivent d'effectuer une période de service militaire obligatoire de 2 ans et obtiennent par la suite le statut de réserviste qui comprend des entraînements annuels au sein de leurs régiments.

<sup>71</sup> Il s'agit des sous-marins de la classe Son Wonil pouvant lancer des missiles de croisière Cheonryong.

L'armée de l'air n'est pas en reste car elle représente un avantage certain face à Pyongyang dont l'équipement obsolète<sup>72</sup> rend sa force aérienne très limitée. En effet, les deux dernières années ont vu la volonté d'une augmentation capacitaire se traduisant par le lancement d'un programme de développement d'avions furtifs (KF-X) mélangeant différentes technologies<sup>73</sup> et la mise en place d'un centre d'opérations spatiales en partenariat avec l'*US Air Force* afin d'appuyer un peu plus le système dissuasif et de contrôler le passage des satellites au-dessus du pays<sup>74</sup>.

L'arrivée au pouvoir de Kim Jung-un et ses essais balistiques renforcés a permis une coopération encore plus étroite entre les américains et le sud.

Ainsi en octobre 2014, les deux pays lancèrent l'application du « Concept Opérationnel 4D » : Détecter, Déranger, Détruire et Défendre contre les missiles nord-coréens<sup>75</sup>.

En avril 2015, la fusion de deux instances de coopération militaire américano-coréennes, le comité de dissuasion élargie et politique et le comité de capacités anti-missile, pour former le comité stratégique de dissuasion démontre un désir d'intégration face à la menace nucléaire du nord.

Par ailleurs, le système *Korea Air and Missile Defense* (KAMD) et la *kill chain*<sup>76</sup> sont considérés comme dépendant du commandement coréen. Ce choix s'inscrit dans un processus de transfert progressif des capacités de dissuasion de l'armée américaine à l'armée sud-coréenne pour parvenir à long terme à un leadership coréen sur le centre de contrôle opérationnel. Ce dernier, toujours sous l'égide de Washington, devait revenir à Séoul en 2012 mais l'arrivée au pouvoir des conservateurs couplée avec la recrudescence des essais nord-coréens marquant les débuts de l'ère Kim Jung Un ont conduit au report du transfert au milieu des années 2020. Le livre blanc coréen de 2014 indique à ce sujet qu'une fois le transfert effectué, le commandant des forces sera coréen assisté par un général américain au poste de commandant en chef adjoint. Le développement et la mise en place de capacités coréennes propres s'inscrivent dans cette dynamique et font l'objet d'un échéancier.

---

<sup>72</sup> Les avions militaires nord-coréens datent de l'époque soviétique.

<sup>73</sup> L'aspect principal des avions furtifs devait venir de la technologie américaine du radar à antenne active produit par le groupe Lockheed mais le gouvernement américain a refusé le transfert en septembre 2015. Le projet continue donc avec des entreprises principalement européennes.

<sup>74</sup> Tetsuo MUROOKA, Hiroyasu AKUTSU, « The Korean peninsula: North Korea's advanced nuclear and missile capabilities and South Korea's response », *East Asian Strategic Review*, The National Institute for Defense Studies Japan, 2016. p.102

<sup>75</sup> *Ibid. Ibid.*

<sup>76</sup> La *kill chain* est un système conçu pour détruire n'importe quel missile (nucléaire ou non) ou artillerie de longue portée, dès que le lancement est détecté, et ce, au-dessus du territoire nord-coréen.

Ainsi, 4 drones de surveillance RQ-4 Global Hawk sont prévus pour 2019 accompagnés de 5 satellites de surveillance opérationnels entre 2021 et 2023 afin d'observer les sites de lancement de missiles du régime. D'autres programmes prévoient notamment la mise en place de missiles de longue portée sol-air avec une capacité d'interception à une distance de 50 à 60 km du sol en 2023<sup>77</sup>.

La récente élection de Moon Jae-in à la présidence de la RDC marque la fin au pouvoir du parti conservateur, traditionnellement favorable à l'adoption d'une ligne dure envers Pyongyang. Le nouveau président souhaitant une reprise du dialogue avec le régime de Kim Jong-un ne devrait pas bousculer les projets en place dans le domaine de la défense puisqu'il doit rassurer son partenaire américain de l'engagement de son pays dans ses propres capacités militaires.

Pour la RPDC, le président élu promoteur du dialogue offre une possibilité de désescalade des tensions, il est néanmoins certain que ses soutiens chinois et russes auront également un rôle à jouer dans les relations avec Washington et Séoul.

---

<sup>77</sup> *Ibid.*, p.103.

## **CHAPITRE 2 : Le renforcement des liens avec les partenaires historiques du pays**

---

En cette période de tensions élevées, la RPDC sait qu'elle aura besoin de soutiens pour briser, à la fois, son isolement diplomatique et économique. Dans ce but, elle a su s'appuyer sur la relation historique qu'elle partage avec la Chine (Section 1) mais aussi étoffer le lien russe afin de limiter la dépendance vis-à-vis de Beijing (Section 2).

### **SECTION 1 : La permanence du lien chinois**

« *Le peuple coréen conservera comme un trésor son amitié avec le peuple chinois et fera tout son possible pour renforcer et développer cette amitié* ». Cette phrase de Kim Il-Sung, Premier ministre et secrétaire général du Parti du travail de Corée du Nord prononcée en 1958 exprime le lien particulier qu'entretenait déjà la RPDC avec sa voisine chinoise. Néanmoins, les relations historiques entre les deux pays n'ont pas toujours été cordiales (§1) mais aujourd'hui plus que jamais la RPDC représente un enjeu stratégique particulièrement important pour Beijing (§2).

#### **§1- Une histoire entremêlée et tumultueuse**

La culture coréenne est issue d'une branche de la civilisation chinoise millénaire. Les liens entre les deux pays furent étroits au fil des siècles notamment par le biais de la religion confucéenne. Par la suite ces liens seront représentés pour la RPDC par l'idéologie communiste qui a animé la guérilla menée par Kim Il Sung dès les débuts de la guerre de Corée.

En effet, des relations diplomatiques ne tardèrent à se former juste après la création des deux Etats communistes.

Ces relations étroites se sont concrétisées militairement par le soutien des "volontaires chinois" envoyés par Mao lors de la guerre de Corée. Sans cette aide il est facile d'imaginer la difficulté qu'aurait eue Kim Il Sung à envahir le sud puis contenir les forces onusiennes au-delà du 38e parallèle.

Les forces nord coréennes furent même placées sous le commandement d'un maréchal Chinois, Peng Dehuai, ce qui fut interprété comme une humiliation par Pyongyang.

A la fin du conflit, la Chine aida sa voisine en lui fournissant le soutien dont elle avait besoin sous forme d'aide économique, d'annulation de sa dette et en présence militaire, ce qui contribua à la relève assez rapide du pays et d'une meilleure manière que sa voisine du sud.

Les années 1960 signifièrent pour le Nord de faire un choix entre la Chine et l'URSS.

Ne préférant aucun des deux, Kim Il Sung se concentra sur l'indépendance nationale après avoir signé des traités de défense avec les deux grands en juin et juillet 1961. C'est donc naturellement que les factions pro chinoise et pro soviétique du parti furent évincées, suivies par la suppression du roman national de l'implication chinoise dans la guerre d'indépendance<sup>78</sup>.

La révolution culturelle marqua une période troublée pour les relations avec la Chine en particulier à cause des attaques des gardes rouge sur Kim il Sung<sup>79</sup>.

Néanmoins, les affaires reprurent grâce à de nouveaux traités conclus dans les années 1970 en particulier du point de vue des échanges, avec le traité d'assistance économique et technique. Les rapprochements Chine – Etats-Unis - Japon ainsi que l'implication militaire chinoise au Vietnam firent naître quelques inquiétudes du côté du régime sur les ambitions hégémoniques du voisin. Par ailleurs la disparition progressive des leaders historiques mena à un affaiblissement du lien et ce malgré la solidarité idéologique<sup>80</sup>. Ainsi, l'aide militaire de Beijing fut suspendue à la mort du président éternel.

Ces événements coïncident avec le rapprochement sino sud-coréen de la fin des années 80, tout d'abord par le sport avec notamment les Jeux Olympiques de Séoul en 1988 et les jeux asiatiques de 1986. Les Chinois y voient avant tout d'importants intérêts économiques face au régime qui devient progressivement à la marge de la communauté internationale de par ses attentats multiples. En effet, Pyongyang apparait comme principal suspect<sup>81</sup> de l'attentat de Rangoon en 1983 qui causa la mort de 17 citoyens sud-coréens dont 4 membres de cabinets ministériels alors en visite officielle en Birmanie. Aussi, en 1987, deux agents nord-coréens parviennent à faire exploser un Boeing 707 de la compagnie *Korean Air* faisant la liaison Bagdad – Séoul via Abu Dhabi au-dessus de la mer d'Andaman tuant 115 personnes.

---

<sup>78</sup> Philippe PONS, *Op.cit.* p.534.

<sup>79</sup> *Ibid.* p.535.

<sup>80</sup> *Ibid.* p.536.

<sup>81</sup> Le régime a toujours nié son implication dans cet évènement.

Les deux commanditaires arrêtés à Bahreïn<sup>82</sup> tentèrent de se suicider avec une capsule de cyanure mais l'un échoua et finit par avouer les ordres reçus de Kim Jong-il afin de déstabiliser le gouvernement de Séoul avant les Jeux Olympiques et les élections législatives de 1988.

Ainsi dès 1990 cette tendance se confirma par la fin du veto chinois à l'accession de la République de Corée à l'ONU. Les autorités de Beijing prévinrent cependant les nord-coréens de leurs intentions afin qu'ils se portent candidat à l'accession avant le voisin du sud<sup>83</sup>. Les deux pays devinrent membres de l'organisation en 1991.

Par la suite, la Chine établit des relations diplomatiques avec Séoul en 1992 provoquant un sentiment de trahison en RPDC.

De plus, les tests de missiles balistiques ont anéanti les espoirs de reconnaissance de la Corée du Nord par les Etats-Unis et le Japon.

La Chine fut alors considérée comme le seul pays pouvant traiter avec la Corée du Nord et contenir sa lubie nucléaire. Cela s'est traduit par des abstentions au Conseil de Sécurité quand il traitait de la RPDC notamment quand il fut question de condamner sa sortie du TNP. L'accord cadre de 1994 Etats-Unis - RPDC au sujet du gel des activités nucléaires a été bien vu par la Chine qui a de son côté fourni une aide alimentaire conséquente lors de la grande famine. Cette famine et l'afflux de migrants dans les régions frontalières qu'elle a entraînés a montré à la Chine que le dynamisme économique et la stabilité de ces régions étaient intimement liés à la situation intérieure de la Corée du Nord.

---

<sup>82</sup> Les deux agents sont descendus de l'avion à Abu Dhabi en laissant leur bagage explosif en cabine.

<sup>83</sup> *Ibid.* p.537.



## §2- La RPDC position stratégique: enjeu de sécurité nationale et économique pour Beijing

« La chine est le seul pays au monde à entretenir des relations étroites avec les deux Corées dans un contexte de péninsule coréenne divisée, une spécificité qui rend parfois la politique chinoise envers chacun de ces deux Etats ambivalente<sup>84</sup>

Cette position est le fruit de la volonté stratégique de la Chine de garantir la stabilité à ses frontières. En effet, la RPDC constitue à la fois un Etat tampon face aux Etats-Unis (A), un territoire riche et favorable aux investissements (B) et dont la déstabilisation pourrait engendrer une importante crise migratoire à ses frontières (C).

### A) Un Etat tampon crucial face aux Etats-Unis

La péninsule, de par sa situation géographique, a toujours<sup>85</sup> constitué pour les Chinois un carrefour essentiel qu'ils se devaient de contrôler et défendre. Elle est ainsi intervenue militairement notamment en 1894 et en 1950, ces deux événements ayant des répercussions lourdes sur le pays. En effet, l'intervention de 1894 lancera le conflit sino-japonais où Tokyo fit preuve de sa supériorité militaire et celle de 1950, censée éviter une pénétration de sa frontière par les forces onusiennes, lui a coûté son entrée dans l'organisation car considérée comme un Etat agressif<sup>86</sup>.

Maintenir le régime de Pyongyang, c'est maintenir de la distance géographique avec les Etats-Unis<sup>87</sup> mais cela permet aussi de concentrer l'intérêt stratégique des américains sur un autre pays que le leur, car les Chinois ont le sentiment que la Corée du Nord sert de prétexte afin d'essayer de contenir l'influence régionale chinoise. Cela peut expliquer pourquoi Washington a reporté de transférer le contrôle militaire opérationnel en temps de guerre à Séoul en 2015<sup>88</sup>.

---

<sup>84</sup> Sébastien COLIN, « Péninsule et incertitudes coréennes : quels enjeux géopolitiques pour la Chine » *Hérodote*, 2011, p.75.

<sup>85</sup> Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, l'Empire Ming avait apporté son soutien au royaume de Corée pour repousser les incursions japonaises sur son territoire.

<sup>86</sup> Auparavant c'était le gouvernement de Taiwan qui était considéré comme représentant légitime de la Chine.

<sup>87</sup> Et ainsi pouvoir concentrer une partie de ses troupes face à Taiwan.

<sup>88</sup> Philippe PONS, *Op.cit.* p.542.

Enfin, pour Beijing, le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé en 1961 permet de justifier la mise en place du veto en cas de résolution sous chapitre VII au sein du conseil de sécurité. Cela signifie également que la Chine aura une carte à jouer en cas de guerre déclenchée par sa voisine coréenne, ce qui est en faveur de Pyongyang.

La position à adopter est ambiguë pour la Chine car il n'y a pas vraiment de consensus au sein du parti sur l'attitude à adopter face au voisin nord-coréen. Certains, portés sur la tradition, rappellent sans cesse les liens existants entre les deux pays, unis dans le communisme face aux américains et les autres, ouverts sur l'international, qui voient la RPDC comme un poids et recommandent la mise en place d'une nouvelle stratégie<sup>89</sup>

La péninsule reste néanmoins un espace important pour la Chine car intimement lié à sa sécurité. Même si elle joue sur plusieurs plans: coopération économique avec le Sud, continuité des échanges commerciaux et des liens tissés avec le Nord tout en le poussant à l'apaisement sur son programme nucléaire, cette position sert l'intérêt des Kim qui parviennent à garder le pouvoir. La question des influences japonaise et américaine sur la péninsule n'est pas à exclure dans l'explication des attitudes chinoises.

Depuis l'arrivée de Xi Jinping, la Corée du Nord est le plus gros point de discordance avec Séoul dont le partenariat commercial est très important. La Chine craint l'instabilité plus que le nucléaire pour la RPDC.

Cela ne l'empêche pas cependant d'exprimer son mécontentement face à l'installation d'un THAAD au Sud qui renforce le sentiment d'insécurité au nord. Ainsi, en réaction au déploiement du dispositif, le gouvernement chinois a décidé de riposter en décrétant une réduction drastique du nombre de voyages touristiques vers la Corée du Sud<sup>90</sup> mais aussi en optant pour une position plus stricte envers les produits importés depuis la RDC en particulier ceux de la chaîne Lotte.<sup>91</sup> En coulisses, à Pyongyang, on se satisfait de voir la manifestation de la convergence des intérêts des deux Etats en opposition à Séoul.

---

<sup>89</sup> International Crisis Group, « Fire on the city gate: Why China keeps North Korea close », *Asia Report* n°254, 9/1/2013, p.3.

<sup>90</sup> Cette décision représente un très important manque à gagner pour l'économie coréenne car les touristes chinois sont les plus nombreux à visiter le pays chaque année. Les estimations tablent sur une baisse de 70% du volume de touristes chinois d'ici la fin de l'année.

<sup>91</sup> Seema MODY, « China lashes out as South Korea puts an American anti-missile system in place », *CNBC*, 17 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.cnbc.com/2017/03/17/thaad-anti-missile-system-makes-china-lash-out-at-south-korea.html> consulté le 27 mars 2017.

La Chine craint également qu'en cas de chute du régime des Kim, que la réunification se fasse sous forme d'absorption par le Sud, allié militaire des Etats-Unis et que des troupes américaines soient amenées à stationner à sa frontière. Ces inquiétudes s'inscrivent dans un contexte où les Etats-Unis de Barack Obama ont effectué un pivot vers l'Asie en se recentrant dans la région, ce que l'administration de son successeur, Donald Trump a récemment remis en cause<sup>92</sup>.

D'autre part la création d'un état coréen unifié pourrait réveiller les disputes territoriales autour de la frontière chinoise. Avec notamment la région autonome du Yanbian en Chine où une partie des habitants bien qu'officiellement chinois sont coréens de culture et parlent la langue. Une réunification pourrait également compromettre l'accès privilégié de Beijing aux ressources naturelles rares présentes en RPDC<sup>93</sup>

### ***B) Une équation nord-coréenne à double tranchant : investissements économiques contre stabilité du régime***

La multiplication des acteurs économiques chinois faisant commerce avec la RPDC pèse désormais dans la balance lorsqu'il s'agit de traiter avec Pyongyang. Les échanges entre les provinces du Nord-Est et la RPDC ont redynamisé ces régions chinoises éloignées des grands centres économiques et financiers.

En parallèle, un lien de dépendance s'est progressivement créé au point qu'en 2010 80 % des investisseurs étrangers étaient chinois. Cette situation inquiète les observateurs extérieurs et plus particulièrement les occidentaux qui voient d'un mauvais œil cette relation économique qui affaiblit les sanctions internationales et rompt l'isolement du régime. Ce dernier, de son côté, a conscience de ce lien chinois et c'est la raison pour laquelle Kim Jung-un entend progressivement limiter ce phénomène.

En effet, le régime peine à réguler l'économie car celle-ci, dépendante de la Chine, est majoritairement basée sur les réseaux officieux où les transactions sont effectuées en liquide, majoritairement en Yuan et dépourvues de démarches administratives. Impossible donc pour l'Etat de prélever l'impôt sur ces échanges<sup>94</sup>.

---

<sup>92</sup> Ankit PANDA, «Straight From the US State Department: The 'Pivot' to Asia Is Over », The Diplomat, 14 mars 2017. Disponible à l'adresse suivante :<http://thediplomat.com/2017/03/straight-from-the-us-state-department-the-pivot-to-asia-is-over/> consulté le 27 mars 2017.

<sup>93</sup> Philippe PONS. *Op.cit.* p.543.

<sup>94</sup> *Ibid.*p.601.

Au-delà de l'aspect financier, les réseaux officieux ont une conséquence beaucoup plus préoccupante pour le pouvoir que la rentrée d'argent: l'affaiblissement idéologique. En effet, la population prend peu à peu conscience que l'Etat nourricier vanté par le passé n'existe pas, ce sentiment renforcé par les divers épisodes de famine qui ont vu la mort de millions de nord-coréens.

Bien que peu affichée du à l'important système répressif, la remise en cause du fonctionnement du régime est présente et attisée par ceux ayant des liens étroits avec la Chine voisine<sup>95</sup>

Cette dernière étant le partenaire vital de la Pyongyang, elle prépare la possible ouverture du pays depuis les années 2000, notamment par l'installation de zones économiques spéciales où elle tient une place de premier rang. Il est difficile de chiffrer les échanges commerciaux entre les deux pays, en 2013 80% des exportations nord coréennes étaient vers la Chine<sup>96</sup> et il s'agissait principalement de minerais, fer, charbon et cuivre, moins chers pour les acheteurs chinois que ceux venant du Pacifique. Ainsi en 2011, un accord de mise en valeur conjointe des minerais fut conclu. On remarque également les investissements progressifs chinois dans ces industries notamment au niveau des zones transfrontalières.

On peut alors imaginer, dans ce contexte, que l'omniprésence de produits chinois sur le marché nord-coréen soit mal vue par le Sud, auparavant premier partenaire économique avant l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Mais depuis la fin de la politique du « rayon de soleil » et les provocations nord-coréennes qui ont suivi, la question des échanges avec la RPDC est un sujet sensible au sein de la classe politique sud-coréenne. De plus, la récente destitution de la présidente conservatrice Park Geun-hye recentre les préoccupations sur les affaires intérieures bien que d'autres essais soient attendus de la part de Pyongyang.

La RPDC sait que sa stabilité profite au développement des provinces chinoises du nord-est et a donné un accès à la mer du Japon grâce à la ZES de Rajin-Sobong située à 60km de la frontière et dont la gouvernance est conjointe.

---

<sup>95</sup> *Ibid.*,p.602.

<sup>96</sup> *Ibid.*,p.544.

L'argent chinois a permis le développement rapide de la ville qui s'est vue installer l'électricité venant de la Chine et les débuts du tourisme favorisés par le nouveau pont sur le Tumen agrémenté de nouveaux postes frontière. La Russie voisine participe également en ralliant par voie ferrée Rajin et sa ville de Khasan<sup>97</sup>.

Face à un tel succès, la Chine entend multiplier ces initiatives sur la côte orientale du pays en obtenant des baux d'exploitation sur plusieurs autres ports.

Sur l'autre façade de nouvelles ZES prennent forme, notamment à l'embouchure du fleuve Yalu sur les îles Hwanggumpyong et de Wihwa. Celles-ci seront reliées à la Chine par un nouveau pont et une aire de triage de 380 ha pour gérer les flux de marchandises<sup>98</sup>

Depuis ses premiers essais nucléaires la RPDC est parvenue à lier son destin avec la Chine sous forme d'une interdépendance servant les intérêts des deux parties : aide économique contre stabilité du régime.

Cependant, le troisième essai nucléaire nord-coréen de 2013 a vu la Chine travailler de concert avec les américains sur l'écriture des dernières résolutions du Conseil de sécurité concernant Pyongyang. Il s'agit des résolutions 2094, 2270 et 2321 dans lesquelles l'article 41 de la charte des Nations Unies est rappelé. Celui-ci permet la mise en place de mesures d'interruption ou de restriction des transports, des communications mais aussi économiques sans jamais inclure l'emploi de la force armée<sup>99</sup>.

Ainsi est précisé, par exemple, au paragraphe 32 de la résolution 2321 :

*« Tous les États doivent interdire tout appui financier public et privé apporté à partir de leur territoire ou par des personnes ou des entités relevant de leur juridiction aux échanges commerciaux avec la RPDC (notamment en consentant des crédits, des garanties ou une assurance à l'exportation à leurs ressortissants ou entités participant à de tels échanges), sauf si le Comité l'a approuvé au préalable et au cas par cas. »<sup>100</sup>*

---

<sup>97</sup> Ibid.p.546.

<sup>98</sup> Ibid.p.547.

<sup>99</sup> Fei SU, Lora SAALMA, "China's economic engagement with North Korea" in *China's engagement of North Korea: challenges and opportunities for Europe*, Stockholm International Peace Research Institute, février 2017, p.21.

<sup>100</sup> Résolution 2321 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 30 novembre 2016. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2321](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2321) (2016) Consulté le 27 mars 2017.

La recrudescence de sanctions de ce type rétrécit les possibilités de commerce entre la Corée du Nord et le voisin chinois dont la situation économique et sociale de ses régions frontalières est, au fil du temps, devenue de plus en plus liée aux échanges et à la stabilité du régime de Kim Jung-un. C'est la raison pour laquelle les autorités locales de ces provinces sont en faveur de l'intensification des affaires sino-coréennes. Les sanctions étant plus contraignantes pour les grands fonds d'investissement, ce sont les plus petites entreprises frontalières qui continuent de commercer avec le régime via des réseaux privés et durables.

De nombreux experts chinois considèrent l'intégration économique comme étant la solution aux provocations à répétition de la part de Pyongyang. Ainsi, ils voient les réformes en cours menées par le jeune leader comme un signe encourageant de changements à venir. Cette position pose cependant question pour les adeptes de fermeté à l'égard du Nord qui y voient une volonté de sabotage de la part de Beijing<sup>101</sup>.

En effet, le gouvernement chinois sait qu'en dehors d'une possible présence américaine à sa frontière en cas d'effondrement du régime, la question des réfugiés pourrait venir déstabiliser ses provinces du nord est si l'afflux se trouvait être trop important.

### ***C) La question des réfugiés comme variable à prendre en compte***

Cela fait presque 20 ans que des nord-coréens traversent la frontière chinoise<sup>102</sup> pour fuir à la fois l'oppression et les pénuries. Une fois en Chine, ils ne jouissent d'aucune protection ou statut juridique et sont pour la majorité exploités, mariés de force ou même vendus par des réseaux bien organisés qui jouent sur la peur d'un renvoi au pays pour se faire obéir.

Le récent<sup>103</sup> documentaire du cinéaste sud-coréen Jero Yun intitulé « Madame B. Histoire d'une nord-coréenne » symbolise la progressive mise en lumière du sort des réfugiés nord-coréens en Chine. Il est très difficile d'estimer leur nombre en raison de leur clandestinité et de leur volatilité parfois très loin des provinces du Nord-Est.

On remarque cependant que le développement économique des zones transfrontalières aux abords des fleuves Yalu et Tumen a contribué à l'amélioration des conditions de subsistance des populations et ainsi à freiner les départs vers la Chine.

---

<sup>101</sup> Fei SU, Lora SAALMA, *Op.cit.* p.22.

<sup>102</sup> Carte de la frontière sino – nord-coréenne disponible en annexe I.

<sup>103</sup> Il sortit au cinéma le 22 février 2017.

Ils étaient approximativement 200 000 illégaux<sup>104</sup> à se trouver en territoire chinois en 2013<sup>105</sup>.

Il faut cependant rester prudent dans l'analyse des chiffres officiels concernant les nord-coréens présents sur le territoire car l'amélioration des conditions de vie n'est pas la seule variable responsable de la diminution des passages. Il faut aussi prendre en compte les directives données par Beijing à ses gardes-frontières lesquels ont effectué au fil des années des contrôles plus stricts et des campagnes de traque dès les années 2002 à la suite d'épisodes récurrents où des nord-coréens traversaient la frontière et se rendaient dans les ambassades occidentales à Beijing pour y demander l'asile.

Cependant la Chine ne reconnaissant pas l'asile politique, de nombreux réfugiés se rabattent sur ses voisins proches comme la Russie ou la Mongolie mais aussi lointains en Asie du Sud Est particulièrement le Cambodge, la Thaïlande et le Laos à partir desquels la majorité décide de rejoindre la Corée du Sud. Séoul a en effet décrété une politique d'accueil envers ceux qui, malgré tout, font partie du même peuple qu'eux. C'est pourquoi en 1997 fut décidé que les nord-coréens arrivant dans le pays seraient juridiquement considérés comme des citoyens à part entière. Ceux-ci sont accompagnés dans leur adaptation à ce nouveau mode de vie par des associations et ONG très actives sur le terrain comme *Liberty In North Korea*<sup>106</sup>.

Il n'est néanmoins pas rare que la Chine soit la destination finale des réfugiés. Les provinces à forte minorité coréenne comme la préfecture autonome du Yanbian peuvent constituer une terre d'accueil propice aux nord-coréens. En effet, cette zone est le témoignage des différents flux migratoires coréens vers l'Empire du milieu de ces derniers siècles. On estimait à 816 000 le nombre de coréens y résidant en 2005 soit 37% de la population totale. Cependant, la minorité se trouve désormais face au défi de sa pérennité tant le déclin démographique est important chez ses membres. Ce phénomène peut s'expliquer par le retard de développement de la préfecture face aux grandes métropoles qui attirent par leur dynamisme.

Dans ce contexte, la question du maintien de cette préfecture se pose pour l'autorité centrale. En effet, afin de conserver le statut de préfecture autonome, la population minoritaire doit représenter plus de 30 % de la population totale.

---

<sup>104</sup> Nous faisons la différence ici entre le nombre de d'illégaux et les résidents permanents.

<sup>105</sup> Min Noh JUNG, "China Extends North Korean Border Fences to Bolster Security", *Radio Free Asia*, 05/08/2013: <http://www.rfa.org/english/news/korea/fences-08052013162858.html> consulté le 27 mars 2017.

<sup>106</sup> Sébastien COLIN, *Op.cit.*p.88.

Cette règle a été instaurée par la loi sur l'autonomie régionale de 1982, et depuis la lutte pour la sauvegarde du statut s'est traduite par des incitations de la part du gouvernement local pour favoriser les naissances avec une exemption de la politique de l'enfant unique et des dotations financières.

La question des liens entre cette minorité et la péninsule reste très changeants avec l'apparition de la nouvelle génération assez critique envers le Nord et se sentant éloignée de la société du Sud. Petit à petit, l'identité coréenne de cette population s'efface au profit d'une sinité plus marquée chez les jeunes<sup>107</sup>.

Tous ces éléments concourent à faire de la Chine un acteur incontournable quand il s'agit de traiter avec Pyongyang. C'est la raison pour laquelle la majorité des observateurs internationaux croient que cette emprise économique sur le régime est le meilleur moyen de faire pression sur Kim Jung-un afin qu'il cesse toute provocation. Ce dernier bien conscient de cette situation, a entamé une démarche de rapprochement avec son autre grand voisin la Russie.

---

<sup>107</sup> *Ibid.* p.91.



## **SECTION 2 : Le renforcement de la relation avec la Russie**

Contrairement à la relation sino - nord-coréenne, celle de Pyongyang avec la Russie est beaucoup moins présente dans les littératures politique et économique, et pourtant, le lien entre les deux Etats a depuis le début des années 2000 connu un renforcement significatif favorable aux intérêts propres des deux Etats (§1). De plus, la conjonction de l'arrivée de Kim Jong-un au pouvoir et du lancement d'une nouvelle politique étrangère à Moscou a permis le début d'une plus grande coopération (§2).

### **§1- La reprise d'une relation mutuellement bénéfique**

Il est clair que l'adage Moscou-Pyongyang n'a pas toujours été en très bons termes mais est assez ancien.

En effet, la proximité de l'extrême orient russe avec la péninsule en a fait un point d'intérêt particulier pour le pouvoir central moscovite. Ainsi, dès 1904, l'empire de Russie entra en guerre contre l'empire du Japon en partie à cause de la question du contrôle du territoire coréen.

Par la suite, la fin de la Seconde Guerre Mondiale marqua l'incontestable implication soviétique dans les affaires de la péninsule avec la séparation de part et d'autre du 38ème parallèle suivie de la tutelle qui lui est confiée sur la partie nord.

C'est Staline qui reconnut la RPDC comme le seul Etat coréen légitime et souverain face à la RDC qu'il accuse d'être un instrument aux mains de l'administration américaine.

A la chute de l'URSS, les deux pays s'éloignèrent notamment à cause de la fin du partenariat spécial en matière d'énergie et de composantes d'engrais. Les nord-coréens n'avaient plus droit à des prix avantageux ce qui porta un coup dur à leur économie et conduisit à la grande famine<sup>108</sup>. De plus, Moscou s'empressa officiellement de reconnaître la RDC et de créer des partenariats commerciaux avec elle, délaissant le régime des Kim déjà isolé sur la scène internationale. Ces événements déclenchèrent la colère et la consternation de Pyongyang, qui, en riposte, continua d'entretenir des relations avec l'opposition communiste au pouvoir de Boris Eltsine.

---

<sup>108</sup> Philippe PONS, *Op.cit.* p.550.

L'intérêt pour les autorités russes à cette époque était de s'aligner sur les positions occidentales et japonaises concernant la péninsule afin de palier à son retard technologique avec l'aide de Séoul. En outre, les experts de l'époque aux côtés du président étaient persuadés de la fin prochaine du régime nord-coréen, en particulier en raison de l'âge avancé de Kim Il Sung, et soutenaient la vision d'une réunification coréenne par absorption selon les termes du Sud<sup>109</sup>.

La crise nucléaire 1993-1994 vit la Russie dans une position de retrait sur le dossier, elle alla même jusqu'à soutenir les Etats-Unis dans la condamnation des provocations. Par ailleurs, Moscou signala au régime la fin du traité liant l'URSS et la RPDC et par conséquent la clause de défense mutuelle qui y était attachée. Les autorités ne sont pas contre la négociation d'un nouveau texte mais préviennent qu'elles refuseraient toute allusion à la défense.

Cependant, petit à petit, elle comprit que les questions touchant à la péninsule se jouaient à quatre : entre les Etats-Unis, la Chine, la RDC et de la RPDC.

La Russie à l'écart se devait de revenir dans l'équation stratégique coréenne. Dans le même temps, l'euphorie des nouveaux partenariats avec Séoul est retombée, la RDC ne souhaitant pas particulièrement faire des efforts pour poursuivre la coopération maintenant que Moscou avait coupé les ponts avec Pyongyang.

L'arrivée au poste de ministre des affaires étrangères d'Evgeny Primakov, moins pro-occidental que son prédécesseur, correspond à la volonté des autorités russes de rétablir la communication et les échanges avec la RPDC afin de pouvoir par la suite retrouver le rang qui lui est dû dans les affaires coréennes.

Afin de ne pas faire figure de vassal de la Chine, la RPDC a entrepris dès le début du millénaire un rapprochement avec la Russie. C'est avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000 que celui-ci se concrétisa. Ainsi, un traité d'amitié, de relations de bon voisinage et de coopération fut conclu dès février 2000 et des visites à Moscou et Pyongyang des deux dirigeants furent organisées en 2000 et 2001<sup>110</sup>. La redynamisation politique apportée par le jeune président russe couplée aux prédictions incorrectes d'effondrement du régime ont permis de balancer les déceptions de Moscou face au désintéressement sud-coréen.

---

<sup>109</sup> Vasily MIKHEEV, "Russian Policy towards the Korean Peninsula after Yeltsin's Reelection as President," *The Journal of East Asian Affairs* 11, no.2 été/automne 1997, pp. 348-77.

<sup>110</sup> Plus précisément en juillet 2000 pour Poutine à Pyongyang et en août 2001 pour Kim Jong-il à Moscou.

La stratégie pour retrouver la grandeur et la place de la Russie sur la scène internationale était de resserrer les liens avec la RPDC, tout en restant en contact avec Séoul, afin de devenir un acteur légitime dans la gestion des questions et des crises concernant la péninsule<sup>111</sup>.

Le pari fut réussi dès l'année 2003 avec la participation de la Russie aux premiers pourparlers à six aux côtés des Etats-Unis, de la Chine, du Japon et des deux Corées. Cette participation résulterait d'une demande expresse de Pyongyang.

Ainsi, Moscou comme Beijing entretient des liens avec les deux Etats coréens, condamnant les tests nucléaires et balistiques avec le Conseil de sécurité tout en plaidant pour le respect des intérêts sécuritaires légitimes de la RPDC, refusant ainsi les sanctions trop lourdes voulues par Washington et Tokyo<sup>112113</sup>.

Il est clair que la position russe est devenue de plus en plus similaire à celle de la Chine au sujet de la RPDC. En effet, le développement d'une coopération économique approfondie se présente comme un adage payant pour Moscou et Pyongyang. La première peut alors assurer la dynamisation de sa frontière orientale, en retard face au flanc européen du pays, et, la seconde, s'assure le soutien d'un partenaire économique alternatif réduisant quelque peu sa dépendance aux produits chinois.

Bien que les échanges commerciaux soient loin d'atteindre le niveau de ceux avec la Chine, la Russie exporte du pétrole et de l'électricité vers la RPDC et investit également dans ses infrastructures ferroviaires, en particulier le projet de jonction du transsibérien avec le transcoréen<sup>114</sup>. De plus, un groupe de travail pour le développement économique fut instauré en 2005 entre la région de Sakhalin et la Corée du Nord.

Dans le même temps, profitant de la politique dite « du rayon de soleil » au Sud, Poutine proposa la mise en place de partenariats industriels réunissant les deux Corées et la Russie notamment dans le domaine énergétique.

---

<sup>111</sup> Artyom LUKIN, « Russia's role in the North Korea Conundrum: Part of the Problem or Part of the Solution? » *Foreign Policy Research Institute*, 2016, p.2.

<sup>112</sup> Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir des conservateurs au Sud en 2008 que la RDC se rangea côté américain. Auparavant, les libéraux Kim Dae-jung et Roh Moo-hyun artisans de la « politique du rayon soleil » envers la RPDC s'alignaient avec Moscou et Beijing en faveur du dialogue plutôt que des sanctions.

<sup>113</sup> *Ibid.* p.3.

<sup>114</sup> Le frein majeur à la réalisation de ce projet est l'interdiction d'emprunter les voies ferrées situées dans la DMZ. Le transcoréen est donc à l'arrêt.

Alors si les infrastructures de transport sont présentes, les livraisons de gaz et de pétrole depuis la Russie se feraient plus facilement et surtout plus rapidement vers la RPDC et la RDC<sup>115</sup>.

Au fil du temps, les russes souhaitent, certes, maintenir des relations cordiales avec le Nord mais ne voulaient pas, au début des années 2010, que celles-ci aillent à l'encontre de leurs relations avec Washington. Ainsi, le 30 mars 2010 le président Medvedev fit passer un décret accentuant les sanctions prises par le Conseil de sécurité à l'encontre de Pyongyang et de ses essais nucléaires et balistiques. Cette condamnation s'inscrit dans une dynamique de rapprochement avec les Etats-Unis à l'aube des négociations sur le nouveau traité START, sujet de grande importance pour Moscou<sup>116</sup>.

## **§2- Nouvelle politique étrangère et nouveau leader: une conjonction en faveur d'une plus grande coopération.**

C'est la crise ukrainienne de 2013 qui changea profondément la politique étrangère russe notamment dans son rapport aux Etats-Unis et par ricochet son implication dans le dossier nord-coréen. De plus, l'arrivée récente au pouvoir de Kim Jong-un marque le départ d'un renouveau dans les relations économiques et politiques russo – nord-coréennes.

Celui-ci s'est traduit dès 2014 par de nombreuses visites officielles nord-coréennes en Russie, faisant du pays la première destination étrangère des dirigeants du régime<sup>117</sup>.

Réciproquement de nombreux représentants russes se rendirent en RPDC. De plus, la Russie annula 90% de la dette nord-coréenne à son égard ce qui représente environ 10,9 milliards de dollars. Cet accord signé le 5 mai 2014 par le président Poutine convient que les 10% restant devront être remboursés, petit à petit, à un rythme de deux tranches par an sur une période de 20 années sans intérêts sur un compte russe ouvert spécialement dans la banque nord-coréenne de commerce extérieur.

---

<sup>115</sup> Claude HELPER, *Corée du Nord : Dénucléarisation et Succession de Kim Jong-il*, L'Harmattan, Paris, 2011, p.156.

<sup>116</sup> *Ibid.* p.150.

<sup>117</sup> On notera parmi les participants aux différents voyages : Lee Soo-young ministre des affaires étrangères, Lee Ren-nam ministre du commerce extérieur ou encore Kim Yong-nam président de l'assemblée populaire suprême de la RPDC.

Cela constitue un signe d'amitié fort de la part de Moscou qui tend la main tout en s'installant progressivement dans le paysage nord-coréen, l'accord créant de nouveaux fonds conjoints pour le développement, notamment dans les domaines sanitaire et éducatif<sup>118</sup>.

Une maladresse perturba légèrement la dynamique de coopération, Kim Jung-un invité à célébrer à Moscou, aux côtés de Vladimir Poutine, la grande fête de la victoire sur l'Allemagne nazie le 9 mai 2015, ne s'y rendit pas. Le président russe se montra irrité de cette décision tardive de la part de Kim. Certains ont expliqué ce refus par le fait que ce déplacement aurait représenté un premier voyage officiel hors des frontières pour le jeune leader et que cela aurait pu entacher les relations avec la Chine<sup>119</sup>.

Malgré cette décision, les deux pays franchirent un nouveau cap dès novembre en signant un accord de « prévention des activités militaires dangereuses » rétablissant à un moindre niveau la coopération entre les deux armées de l'époque soviétique<sup>120</sup>.

Enfin, il apparaît que l'appétit nucléaire de Kim Jong-un ne semble pas inquiéter Poutine puisque ce dernier poursuit le renforcement de la coopération par de grands projets. Le plus important comprend un investissement russe de 25 milliards sur 20 ans dans le domaine de l'exploitation du minerai et des infrastructures liées à celle-ci. En échange, la RPDC laisse un accès privilégié à ses ressources aux entreprises russes<sup>121</sup>. Ces éléments correspondent à la nouvelle approche pragmatique de Moscou qui souhaite s'implanter économiquement à long terme dans le paysage nord-coréen en ayant recours à la fois à ses secteurs publics comme privés. Cette technique permet un gain mutuel pour les deux pays et redynamise progressivement la façade est de la Russie mais aussi celle de la RPDC, en retard sur Pyongyang<sup>122</sup>.

Grâce à ses investissements et à la politique non agressive qu'elle a menée avec Pyongyang, la Russie de Vladimir Poutine est parvenue à établir un partenariat intéressant pour le régime qui fait diminuer, même légèrement, la mainmise de Beijing sur le pays tandis qu'elle parvient à se repositionner sur l'échiquier asiatique tout en œuvrant au développement de sa façade extrême-orientale.

---

<sup>118</sup> Liudmila ZAKHAROVA, « Economic cooperation between Russia and North Korea new goals, new approaches », *Journal of Eurasian Studies*, 7, 2016, p.153.

<sup>119</sup> *Op.cit.* Philippe PONS p.549.

<sup>120</sup> Leo BYRNE, "North Korea, Russia, sign Military Agreement" NK News, 13/11/2015. <https://www.nknews.org/2015/11/n-korea-russia-sign-military-agreement/> consulté le 29 mars 2017.

<sup>121</sup> Artyom LUKIN, *Op.cit.* p.3.

<sup>122</sup> *Ibid.* p.11.

Cependant le régime n'est pas naïf et reste conscient du pouvoir que ces partenariats donnent à Moscou. Les leviers sont multiples et principalement économiques. Les travailleurs nord-coréens en Russie en sont un et permettent d'obtenir des devises. Leur nombre est estimé entre 20000 et 26000 en majorité des hommes, appréciés pour leur résistance et leur faible coût. Ainsi, la majorité de ces travailleurs rejoignent la région de Vladivostok souvent pour quelques années avant de rentrer au pays avec de nombreux produits russes prêts à être vendus dans les circuits économiques parallèles toujours existants en RPDC<sup>123</sup>.

Dans ce contexte, les dirigeants nord-coréens savent leurs options limitées et préfèrent privilégier l'amélioration des relations économiques et politiques avec des partenaires non-hostiles plutôt que de choisir l'isolement qui a, par le passé, conduit à de meurtrières famines. Cette position correspond à la volonté de Kim Jong-un de réformer l'économie pour l'amélioration des conditions de vie c'est pourquoi il ramena sur le devant de la scène un ancien premier ministre de son père; Pak Pong Ju écarté en 2007 pour son attirance envers le modèle Chinois et la libéralisation progressive de l'économie. Il est désormais redevenu premier ministre symbolisant la volonté de réforme du jeune leader.

Les premières manifestations de ces changements ont lieu peu après avec les débuts de l'autonomisation des entreprises et coopératives désormais capables de gérer leur production plus librement sans avoir à suivre les directives du pouvoir central<sup>124</sup>.

Par exemple, les entreprises de secteurs non stratégiques ont la possibilité depuis avril 2013 de garder une partie de leurs gains pour les réinvestir par la suite dans des activités à développer. Les ouvriers voient également leurs salaires augmenter.

Les spécialistes considèrent que ce progressif bouleversement du système nord-coréen n'aurait pas été de cette ampleur sans la bienveillance économique russe sur le pays qui agit comme une petite bouffée d'oxygène sur les finances du pays.

Contrairement à la Chine, la Russie ne verrait pas ses intérêts menacés si des troupes américaines venaient à stationner au nord de la péninsule. En effet, la frontière russo – nord-coréenne ne s'étendant que sur 19 km, l'impact d'un tel scénario en cas d'effondrement du régime serait relativement minime pour Moscou.

---

<sup>123</sup> Marcus NOLAND, « North Korean Exports of Labor » *Peterson Institute for International Economics*, 15/12/2014.

<sup>124</sup> Philippe PONS, *Op.cit.* pp.608-609.

En outre, une réunification par absorption profiterait aux affaires russes pour le moment bloquées par le conflit, notamment le projet ferroviaire de rattachement du transsibérien au transcoréen, faisant de Busan le terminus de la ligne, mais aussi plus généralement l'ouverture d'un marché commun de 75 millions de consommateurs demandeurs de produits russes<sup>125</sup>.

La position de Poutine reste cependant ferme envers les différents essais nucléaires et tirs balistiques effectués par Pyongyang. Cela s'explique de par son rôle de garant du TNP mais aussi de la menace sécuritaire représentée pour son flanc extrême-oriental. L'hypothèse d'une course à l'armement en Asie du nord-est est un résultat que Moscou souhaite absolument éviter.

Malgré de légères divergences d'intérêts stratégiques sur le sujet coréen, la Chine et la Russie pourraient être amenées à collaborer ensemble en cas d'implosion du régime ou d'intervention armée des Etats-Unis sur le sol nord-coréen<sup>126</sup>. Les expériences de ces dernières années en Tchétchénie et en Crimée ont montré les capacités russes à mener des opérations militaires classiques aussi bien que de guerre hybride, ce que l'armée chinoise n'a pas fait depuis son offensive de 1979 au Vietnam. De plus, la Russie étant un Etat membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, la coalition sino-russe enverrait plus un message de légitimité internationale qu'une action isolée<sup>127</sup>.

En essayant de balancer les influences de Beijing et Moscou, Pyongyang a réussi, et de façon encore plus marquée depuis l'arrivée de Kim Jong-un, à faire de la RPDC un fort point d'intérêt économique et stratégique pour ces deux grandes puissances. Cela lui a permis de réformer pas à pas l'économie nord-coréenne, auparavant gangrénée par les réseaux officieux et les arrangements véreux. On remarque notamment, le progressif effacement de la ligne public-privé avec la mise en place de plus en plus de partenariats entre entrepreneurs privés et entreprises publiques sous forme de sous-traitance<sup>128</sup>.

---

<sup>125</sup> Artyom LUKIN, *Op.cit.*p.4.

<sup>126</sup> Le président Trump a suggéré que cette option était sur la table en mars 2017.

<sup>127</sup> *Ibid.*p.5.

<sup>128</sup> Philippe PONS, *Op.cit.*p.618.

La limite principale de ce début d'essor économique est l'isolement que connaît le pays, mis à part la relation avec les deux puissances voisines et quelques autres partenariats dans des domaines spécifiques<sup>129</sup>, l'Occident et les Etats-Unis en particulier refusent tout dialogue commercial sans abandon des projets nucléaires et balistiques. La question de la violation des droits de l'homme est également un frein important à toute ouverture) notamment avec l'Union Européenne et le Japon réclamant des poursuites devant la Cour Internationale de Justice pour crimes contre l'humanité<sup>130</sup>.

---

<sup>129</sup> Il s'agit notamment de la Mongolie pour l'élevage.

<sup>130</sup> *Ibid.* p.620.



**TITRE II :**

**LA CONTINUITÉ MILITAIRE COMME MOYEN DE  
DÉFENSE ET DE SURVIE DU RÉGIME.**

---

Il est difficile d'étudier la Corée du Nord sans s'intéresser aux programmes nucléaire et balistique menés par ses dirigeants depuis de nombreuses années.

La genèse des programmes nord-coréens remonte à l'après-guerre de Corée. En effet, dès 1956 des accords de développement furent signés avec l'URSS puis concrétisés en 1965 avec la livraison d'un réacteur de recherche de type IRT2M<sup>1</sup> à la RPDC qui sera mis en service en 1967. Dans le même temps des scientifiques nord-coréens étaient formés en URSS au sein des centres de recherche spécialisés. Face au refus soviétique de livrer un réacteur 100 MW en 1969, Pyongyang commença la construction de son propre complexe à Yongbyon<sup>2</sup>. Au fil du temps, les chantiers de plusieurs réacteurs furent lancés: le 50 MW et un 200 MW alors que le 5 MW fut opérationnel en 1986 soit quelques mois après la signature par Pyongyang du TNP<sup>3</sup>, sous la pression de Moscou<sup>4</sup>. Pour Kim Il Sung, l'existence de ce programme est légitimée par la menace nucléaire américaine sur son pays. Cette menace est d'ailleurs justifiée par la présence en Corée du Sud d'armes nucléaires américaines dont l'utilisation était incluse dans les différents scénarii des exercices conjoints annuels entre les deux alliés jusqu'en 1991, date du retrait de ces armes de la RDC.

Ce retrait généralisé, voulu par George Bush, permit une certaine détente de la part de Pyongyang qui après être entrée à l'ONU en même temps que la RDC signa un pacte de réconciliation, de non-agression et de coopération avec cette dernière. Celui-ci comprend une clause de non-possession d'armes nucléaires ainsi que d'interdiction d'enrichissement d'uranium. Cette attitude de la part de Pyongyang n'est pas désintéressée, le régime souhaite en effet, convaincre Washington de sa bonne volonté afin que l'embargo concernant le pays soit levé<sup>5</sup>. Ce fut un échec qui conduisit à la crise de 1994 entre les Etats-Unis, la RPDC et l'AIEA, sur fond de position hostile de la part de Séoul. L'escalade de la confrontation s'acheva sur la signature d'un accord cadre le 21 octobre 1994<sup>6</sup> à Genève où les américains s'engagent à fournir deux centrales à eau légère<sup>7</sup> contre le gel des activités nucléaires nord-coréennes.

---

<sup>1</sup> Soit 2 mégawatts.

<sup>2</sup> Ce même site était déjà utilisé par les japonais lors de l'époque coloniale pour effectuer des recherches dans le domaine de l'atome.

<sup>3</sup> La RPDC signera le TNP le 12 décembre 1985.

<sup>4</sup> En effet, le Kremlin annonça à Kim Il Sung qu'il ne fournirait une centrale à eau légère que si le régime signait le TNP. Au final, les désaccords mutuels ne permirent pas la mise en place de la centrale.

<sup>5</sup> Celui-ci avait été mis en place à la suite de la désignation de la RPDC comme Etat soutenant le terrorisme en 1988.

<sup>6</sup> Soit quelques mois après le décès de Kim Il Sung en juillet 1994.

<sup>7</sup> Ces centrales fonctionnent pour un usage civil, elles sont très difficiles à détourner vers des activités militaires.

Les années qui suivirent furent plus calmes mais également plus dramatiques avec la grande famine qui pendant plus de trois années durant auraient causé la mort de 2 à 3,5 millions de personnes<sup>8</sup>. Le régime fut alors contraint, pour la première fois de son histoire, à faire appel à l'aide internationale.

Le retour du programme nucléaire sur le devant de la scène mondiale a été encouragé par les menaces de George W. Bush et la désignation de la RPDC dans l'axe du mal de Washington. La persistance de l'administration Bush a conduit la Corée du Nord à expulser les inspecteurs de l'AIEA et à rouvrir le site de Yongbyon. Le Japon a de son côté commencé à envisager une normalisation de ses relations avec le Nord en 2002, tout comme la majorité des nations européennes<sup>9</sup>.

Cependant, le 10 janvier 2003, la RPDC se retire du TNP. L'entrée en guerre en Irak a conforté la volonté nord-coréenne de se doter de moyens de dissuasion importants, d'autant plus que Washington parle d'une possible intervention militaire si la voie diplomatique se montrait inefficace. Bien que la RPDC ne présentait pas une menace réelle et imminente sur les Etats-Unis et ses alliés, Bush a suivi le courant néoconservateur incarné par son vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld<sup>10</sup>.

La Chine inquiète d'une possible confrontation lance l'initiative des pourparlers à six incluant : la RPDC, la RDC, la Russie, le Japon et les Etats-Unis. Les réunions successives n'ont pas permis aux parties d'arriver à un accord commun, Washington campant sur sa position exigeant le démantèlement des installations nucléaires militaires et la RPDC refusant de céder sans avoir des garanties de sécurité ou la signature d'un pacte de non-agression<sup>11</sup>. Le 19 septembre 2005, les américains annoncent finalement lors de nouveaux pourparlers qu'ils n'avaient pas l'intention d'attaquer la RPDC. Un accord est même passé, reprenant les promesses des précédents : abandon du nucléaire militaire contre livraison d'un réacteur à eau légère. Le tout devant mener à une normalisation des relations. Cependant, ce fut, une fois de plus un échec, personne ne souhaitant satisfaire les exigences avant l'autre<sup>12</sup>.

---

<sup>8</sup> Philippe PONS, *La Corée du Nord : état guérilla en mutation*, Collection La Suite des temps, Paris, Gallimard, 2016, p.339.

<sup>9</sup> La France n'en fait pas partie.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.496.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p.497.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p.499.

L'affaire *Banco Delta Asia*, du nom de la banque concernée, poussa Kim Jong-il à réagir de la seule manière dont il était capable : essais balistiques et premier véritable<sup>13</sup> essai nucléaire souterrain en 2006. En effet, Washington souhaite étouffer financièrement le Nord<sup>14</sup> en mettant en lumière ses moyens d'obtention de devises et de vente d'or<sup>15</sup> et en faisant pression sur les entreprises étrangères faisant des affaires avec la RPDC<sup>16</sup>. On comprendra peu après que cette affaire représentait plus une attaque envers la complaisance de Beijing et de Macao qu'envers le régime, mais le mal était fait. Le problème fut que les Etats-Unis ne respectèrent pas le délai initial de 30 jours pour le dégel des fonds de la Banco Delta Asia<sup>17</sup>. Ce n'est qu'après avoir récupéré son argent, en juin 2007, que le régime invita les agents de l'AIEA à inspecter la centrale de Yongbyon. La date arrêtée pour la fermeture des installations nucléaires était fixée au 31 décembre de la même année. Le démantèlement se déroula progressivement sur le début de l'année 2008, mais Washington ne faisant pas confiance au régime refusait de lever les sanctions internationales avant que les inspecteurs de l'AIEA puissent effectuer des visites sans préavis en RPDC, ce que Pyongyang considère comme une violation de sa souveraineté<sup>18</sup>. Dès septembre les inspecteurs sont expulsés. Des missiles et un satellite furent lancés en 2009, et les essais ne cessèrent depuis.

Il apparaît que l'arrivée au pouvoir de Kim Jung-un marquée, depuis, par la recrudescence des tirs de missiles balistiques et essais nucléaires démontre, à la fois, une volonté de continuité militaire sur la seule voie apparente de survie de régime (Chapitre 1) mais aussi la difficile, voire l'impossible, réponse de la communauté internationale face à la menace nord-coréenne (Chapitre 2).

---

<sup>13</sup> Il s'agissait auparavant de test de missiles pouvant transporter des têtes nucléaires mais celles-ci n'étaient jamais présentes.

<sup>14</sup> Tout a commencé par une enquête du département du Trésor américain sur certaines banques de Macao soupçonnées de blanchir de l'argent pour le régime des Kim.

<sup>15</sup> La RPDC est un pays historiquement producteur d'or.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p.504.

<sup>17</sup> Cela est dû à un conflit interne entre le département d'état et le département du trésor.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.523.

## CHAPITRE 1 : La persistance de la menace

---

Une fois au pouvoir Kim Jong-un a entamé un processus de modernisation de l'armée, aussi bien du point de vue humain que matériel. Il se montre alors plus présent lors des exercices militaires mais aussi dans les bases au plus près de son armée. On remarquera que le leader a tendance à de plus en plus privilégier les installations aériennes<sup>19</sup> montrant son attachement à toutes les composantes de son armée, qu'elles soient conventionnelles (Section 1) ou nucléaires et balistiques (Section 2). Bien que ces dernières soient les plus redoutées, il ne faut pas sous-estimer les capacités conventionnelles, qui, elles aussi contribuent à la dissuasion et pèsent dans l'équilibre militaire de la région.

### SECTION 1 : Des capacités militaires significatives et multiples.

Les capacités conventionnelles du régime ont permis, avant le nucléaire, d'assurer une dissuasion suffisante pour garantir la survie de l'Etat. Même si elles semblent avoir perdu de l'importance ces dernières années, elles sont néanmoins toujours aussi nombreuses et variées malgré le faible investissement financier qui leur est destiné (§1). Néanmoins, pour palier à ce retard accumulé en matière d'équipement, le régime a très tôt fait le pari des nouvelles technologies utilisées dans un contexte de guerre asymétrique (§2).

---

<sup>19</sup> Tetsuo MUROOKA, Hiroyasu AKUTSU, « The Korean peninsula: North Korea's advanced nuclear and missile capabilities and South Korea's response », *East Asian Strategic Review*, The National Institute for Defense Studies Japan, 2016, p.87.

## §1- Des forces conventionnelles nombreuses à l'équipement dépassé

Depuis l'ère du président éternel Kim Il Sung, l'armée est au cœur de l'appareil étatique. C'est la nation toute entière qui porte son armée, garante de sa souveraineté et son indépendance face aux oppresseurs du passé<sup>20</sup> et du présent. Ainsi, la politique du *songun*, lancée officiellement par Kim Jong-il dès 1994 entérine la primauté de la défense sur les autres composantes de la société.

Les dirigeants de la RPDC ont repris l'adage millénaire de Sun Tzu qui affirmait que les guerres ne devaient pas devenir des conflits si la force militaire pouvait être utilisée politiquement dans des guerres d'intimidation. Le régime réussit par cette voie l'atteinte de deux objectifs : garantir le soutien de la population envers son pouvoir et maintenir une certaine pression sur ses voisins, en particulier la RDC et son allié américain<sup>21</sup>. Ils ont appris avec le temps qu'avec des ressources limitées mais une grande armée il était préférable de jouer la carte de l'irrationalité et ensuite, si besoin, s'asseoir à la table des négociations.

Bien qu'elle soit traditionnellement adepte d'affrontements asymétriques incluant des opérations clandestines et des attaques de faible intensité, la RPDC possède une importante réserve d'hommes et de matériel.

On peut qualifier l'opposition des forces de la RDC et de la RPDC comme la qualité contre la quantité. En effet, Séoul peut s'appuyer sur son secteur technologique de pointe afin d'améliorer l'équipement de ses forces, alors que Pyongyang de par sa situation d'isolation et les sanctions économiques dont elle fait l'objet ne peut compter que sur du matériel vieillissant et d'importantes capacités humaines.

Cependant, ce fait ne rend pas l'armée nord-coréenne inoffensive. Au contraire, forte de près de 1,2 millions d'hommes elle possède un avantage numérique mais aussi géographique vis à vis du Sud. Celui-ci se traduit par la situation de Séoul, centre névralgique de la RDC et abritant plus de 80 % de la population du pays, à moins de 50 km de la frontière. C'est une des raisons pour lesquelles la DMZ est la frontière la plus militarisée du monde.

---

<sup>20</sup> Cette doctrine trouve ses racines dans les actions de guérilla menées par Kim Il Sung contre l'occupant Japonais dans les années 1930.

<sup>21</sup> Anthony H. CORDESMAN, Charles AYERS, *The Military Balance in the Koreas and Northeast Asia*, Center for Strategic & International Studies, 2016, p.77.

Par ailleurs, les attaques nord-coréennes sur l'île de Yeongpyong et du *Cheonan* en 2010 démontrèrent que le régime détenait les capacités de déstabiliser la région sans faire appel au nucléaire.

Malgré cela, les forces conventionnelles nord-coréennes connaissent des limites. En effet, les différents épisodes de sanctions internationales ont durement touché l'économie du pays et favorisé les réseaux parallèles, dans lesquels l'Etat n'a aucune emprise et ne peut donc prélever aucune taxe. C'est la raison pour laquelle, Kim Jong-un, dans sa réforme économique, a multiplié les mesures d'échelle afin de rendre ces réseaux obsolètes et reprendre le contrôle du commerce<sup>22</sup>. Les difficultés financières du régime ne lui permettent alors pas de moderniser ses forces comme il le souhaiterait. Ainsi, des rapports expliquent que la RPDC ne posséderait pas assez de réserves de carburant pour mener une attaque conventionnelle de grande ampleur, l'entraînement inadapté<sup>23</sup> des troupes est aussi souligné<sup>24</sup>. Les nombres présentés dans les études sur le sujet proviennent en très grande majorité de sources officielles sud-coréennes<sup>25</sup> et ne sont donc pas formellement vérifiées.

Par ailleurs, l'*International Institute for Strategic Studies* expliquait en 2016 que la RPDC feignait des exercices et des avions fraîchement repeints afin de faire croire à du nouveau matériel<sup>26</sup>.

Dans ce contexte, on assiste avec l'arrivée de Kim Jong-un à une volonté de modernisation de l'outil conventionnel nord-coréen. Avec ses moyens limités, la RPDC, 106<sup>ème</sup> PIB mondial<sup>27</sup>, parvient à investir dans le domaine militaire. Ainsi, des rapports du département de la Défense américain de février 2014 montraient que la modernisation nord-coréenne prenait en compte les fragilités précédemment énoncées en procédant à des entraînements plus réalistes et en développant sa production de nouveaux systèmes en particulier dans des secteurs où elle pense obtenir l'avantage stratégique.

Le nouveau leader sait montrer son attachement aux forces conventionnelles en supervisant personnellement les évènements où celles-ci sont mises en avant.

---

<sup>22</sup> Notamment afin de pouvoir réallouer des fonds à l'armée.

<sup>23</sup> En effet, les troupes nord-coréennes n'ont pas combattu depuis le conflit intercoréen et les instructeurs ne sont pas familiers avec les techniques plus récentes de combat.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p.79.

<sup>25</sup> L'infographie détaillée des forces est disponible en annexe II.

<sup>26</sup> International Institute for Strategic Studies, *Military Balance 2016*, 2016.

<sup>27</sup> Soit 28 milliards de dollars en 2013 selon la CIA.

Forte de la quatrième plus grande armée du monde et de 25 à 30 % de réservistes au sein des 24 millions d'habitants, le régime sait que son Armée Populaire Coréenne (APC) est vue comme une menace par Séoul et Washington.

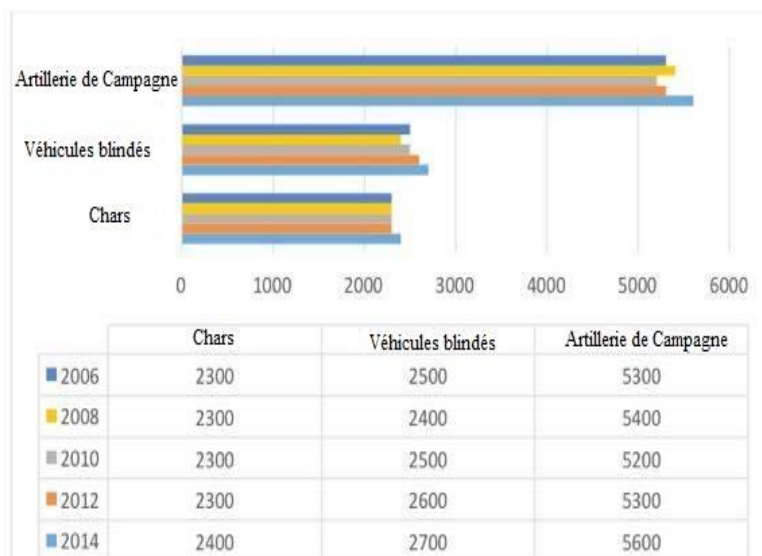
C'est la raison pour laquelle, 70 % des forces terrestres et 50 % des forces aériennes et navales sont postées à moins de 100 km de la DMZ.

Les forces terrestres sont majoritairement composées d'unités d'infanterie classiques et légères complétées par des unités mécanisées et lourdement équipées. Celles-ci sont généralement localisées à des positions avancées et souterraines pour que les canons longue-portée puissent atteindre des cibles déterminées dans Séoul. De plus, l'APC possède de nombreux tanks appuyés par une artillerie comprenant des lance-roquettes multiples de 240 mm et des canons de longue portée 170 mm.

Les parades militaires fortement médiatisées par les médias locaux permettent aux observateurs extérieurs d'apprécier les évolutions matérielles de l'APC. Ainsi, la parade d'octobre 2015 montra de nouveaux lance-roquettes multiples d'un calibre plus important que les classiques 240 mm que le régime possède en nombre. Cela prouve que la RPDC parvient à produire et, ou, améliorer les équipements.



**Graphique 1:** Les évolutions d'équipements des forces terrestres nord-coréennes estimées par la République de Corée.



Source: Ministère de la Défense sud-coréen à travers les livres blancs de 2006, 2008, 2010, 2012 et 2014. Certaines données sont des estimations. Graphique issu de *The Military Balance in the Koreas and Northeast Asia* de Anthony H. Cordesman p.311.

Le graphique ci-dessus, réalisé grâce aux données présentes dans les différents livres blancs sud-coréens, représente l'augmentation progressive du nombre de chars, de véhicules blindés et d'artillerie de campagne au sein de l'APC. On remarque que l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un coïncide avec la fin des années de stagnation et donc la reprise progressive de la production. Cette dernière peut paraître faible aux yeux des occidentaux, mais signifie beaucoup pour un pays avec des moyens financiers et techniques limités, et ne fait que renforcer l'idée selon laquelle le régime souhaite renforcer ses capacités militaires. Ainsi, l'année 2014 montre une hausse dans les trois catégories et plus particulièrement en artillerie de campagne, véritable pièce centrale des forces terrestres nord-coréennes.

Les forces aériennes ne connaissent pas le même phénomène probablement par manque de pièces ou de main d'œuvre qualifiée. L'armée de l'air utilise donc encore les MiG 29 et 23 fournis à la fin des années 1980 par l'URSS. Cependant, ce fait peut s'expliquer par une volonté de prioriser les nouvelles technologies aériennes de type drone, que le régime affirme détenir depuis 2013<sup>28</sup>.

De son côté, la marine nord-coréenne est la plus petite composante de l'APC et comprend de nombreux navires de patrouilles vieillissants.

<sup>28</sup> *Ibid.*p.284.

Sa force réside dans son importante flotte de sous-marins<sup>29</sup> dont la dissuasion en mer est essentielle pour la défense du pays. Les dernières informations relevées sur le sujet montrent que le régime serait en train de produire et tester un sous-marin de classe *Gorae* capable de transporter et lancer des missiles balistiques. Ce type d'essai étant assez risqué pour le sous-marin lui-même, les nord-coréens ont alors construit une plateforme spéciale de test de ces missiles dans la ville de Sinpo à quelques kilomètres du site de construction et d'assemblage des *Gorae*. Les experts affirment que pour obtenir une dissuasion sous-marine efficace, la RPDC devrait au moins posséder six *Gorae*, capables d'être silencieux et de traverser le pacifique pour atteindre les côtes américaines, ce qui ne saurait être envisageable avant 2025<sup>30</sup>.

Face à ce constat matériel moyennement menaçant pour l'ennemi, le régime a entrepris de concentrer ses efforts dans l'éventualité d'une guerre asymétrique, déjà détaillée par Sun Tzu dans L'Art de la Guerre. Ainsi, les meilleurs éléments de l'APC sont réunis au sein des forces spéciales. Ils disposent alors des meilleurs équipements disponibles, sont mieux nourris et présentent la plus grande motivation à la défense du pays. Constituées en plusieurs formations : reconnaissance, commando, troupes aéroportées<sup>31</sup>, spécialistes de l'insertion maritime etc... Ces unités stratégiques sont disséminées en divers endroits du territoire. Elles sont capables d'intervenir rapidement sur zone, en cas d'attaque étrangère, mais aussi, de créer de faibles dommages volontaires en RDC afin de servir la diplomatie coercitive de Kim Jong-un<sup>32</sup>.

En outre, l'étendue des dépenses militaires de la RPDC est difficilement quantifiable. Ses voisins tentent d'établir des ordres de grandeurs mais ceux-ci restent des estimations et ne peuvent être considérées comme des données fiables et véritablement représentatives de la part financière allouée à la défense par le régime. Ainsi, le livre blanc sur la défense japonais de 2014 explique que malgré la dépendance de la RPDC à l'aide internationale<sup>33</sup>, celle-ci parvient à maintenir un investissement dans la défense. D'après les annonces officielles du régime la part « défense » représentait 15,9% du budget national en 2014.

---

<sup>29</sup> La RPDC en posséderait plus de 70.

<sup>30</sup> Damen COOK, « North Korea's Most Important Submarine Base », *The Diplomat*, 27 mars 2017. Disponible sur <http://thediplomat.com/2017/03/north-koreas-most-important-submarine-base/> consulté le 5 avril 2017.

<sup>31</sup> Celles-ci travaillent notamment avec des modèles Antonov An-2 ou des hélicoptères.

<sup>32</sup> Anthony H. CORDESMAN, Charles AYERS, *Op.cit.* p.306.

<sup>33</sup> Notamment en nourriture distribuée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Cependant, compte tenu des différentes annonces et parades, on peut considérer que ce pourcentage n'est pas véritablement caractéristique de l'ensemble des programmes « défense » menés par le pays.

Dans la continuité de ses prédécesseurs, Kim Jong-un est parvenu à maintenir l'existence d'une industrie de défense en RPDC mais aussi à exporter son savoir-faire en la matière à l'étranger et plus particulièrement en Afrique. Si bien que l'entreprise *Mansudae Overseas Projects* a construit des usines de fabrication d'armes légères et de munitions en Ouganda et en Namibie en 2005 grâce à sa succursale *Korea Mining Development Trading Corporation* (KOMID). La coopération matérielle entre la Namibie et la RPDC remonte aux années de l'indépendance namibienne et le pays a toujours entretenu de bons rapports avec Pyongyang. Epinglés par l'ONU et les Etats-Unis, Windhoek se défend de toute violation des sanctions internationales contre le régime. En effet, la KOMID a bien exécuté des contrats gouvernementaux en bâtissant des édifices officiels dans la capitale mais aussi entraîné certaines forces de sécurité du pays, ce qui n'est pas interdit, de même que la fabrication d'armes sur son territoire puisque celles-ci ne sont pas destinées à l'export<sup>34</sup>.

Ces éléments exposent le fait que depuis son accession au pouvoir, Kim Jong-un continue d'entretenir sa force conventionnelle et son industrie de défense au niveau nécessaire pour que celle-ci reste menaçante et en pariant sur l'avenir avec le lancement de nouveaux projets liés aux nouvelles technologies.

---

<sup>34</sup> Oscar NKALA, « Namibia Confirms North Korean-Built Arms and Ammunition Factory », *Defense News*, 17/03/2016. Disponible sur: <http://www.defensenews.com/story/defense/international/2016/03/17/namibia-north-korean-arms-ammunition-factory/81902650/> consulté le 7 avril 2017.

## §2- De nouvelles armes adaptées au monde numérique.

Bien qu'étant un des pays les plus fermés du monde où l'intranet local ne permet la navigation que sur 28 sites officiels, la RPDC a su s'adapter rapidement aux évolutions technologiques contemporaines et sait les utiliser pour la défense de ses intérêts.

Les nord-coréens, conscients que leur arsenal conventionnel, bien qu'important, ne pouvait concurrencer celui de leurs adversaires technologiquement supérieurs, ont décidé de perturber cette même technologie présente sur les systèmes d'armes.

Cette démarche s'inscrit dans une logique d'intégration d'éléments de guerre asymétrique dans des opérations de type conventionnel. Celle-ci est désignée par l'ancien transfuge nord-coréen Kim Heung-kwang<sup>35</sup> comme tactique mixte ou combinée<sup>36</sup> ce que l'on peut assimiler au concept américain de guerre hybride en version nord-coréenne.

A l'intérieur de la stratégie asymétrique de Pyongyang, la stratégie cyber est influencée par deux traditions : l'interruption de l'opposition des opérations conventionnelles et l'utilisation des provocations en temps de paix. Ces traditions s'alignent sur le recours aux outils de guerre électronique et d'information et l'utilisation de la coercition en temps de paix. Ces aspects existaient préalablement aux technologies cyber, mais la façon dont les dirigeants de la RPDC ont appréhendé le phénomène apparaît similaire à ces idées.

Leur transposition s'effectue par le département général de l'APC et le *Reconnaissance General Bureau* (RGB). Le premier cité est généralement associé à la perturbation des opérations conventionnelles de l'ennemi alors que le second est plus associé à la coercition en temps de paix<sup>37</sup>.

En pratique l'arsenal cyber fut véritablement lancé sous Kim Il-sung sur les conseils de son fils en 2009. Les capacités offensives cyber (COC) font alors désormais partie intégrante de l'arsenal militaire nord-coréen.

---

<sup>35</sup> Heung-kwang Kim auparavant professeur de sciences à l'université Kim Il-sung de Pyongyang, a quitté le pays en 2004 et explique désormais l'étendue des capacités cyber de la RPDC.

<sup>36</sup> Heung-kwang KIM, « Responses and Strategies against North Korea's Cyber Information Warfare », *North Korea Intellectuals Solidarity*, Séoul, 2010.

<sup>37</sup> Jenny JUN, Scott LAFOY, Ethan SOHN, "North Korea's Cyber Operations : Strategy & Responses", *Center for Strategic & International Studies*, Décembre 2015, p.24.

En effet, les COC étaient destinées à mener des attaques ciblées mais aussi à la collecte de renseignements, en particulier concernant la RDC et ses plans conjoints avec Washington. Dans cette dynamique le régime a alors entraîné des unités de *hackers* afin de mener des infiltrations cyber et des attaques contre des objectifs précis.

L'unité la plus célèbre est la 121 et dépend du RGB. Pouvant être considérée comme une unité d'élite en *hacking*, elle était composée d'approximativement 5900 personnes en 2014 dans lesquels 1200 seraient de véritables professionnels. Ainsi, la majorité des éléments proviendrait de l'université Mirim qui sortirait 100 connaisseurs chaque année. Le système scolaire nord-coréen étant résolument tourné sur les mathématiques, le vivier de potentiels experts en cryptographie, programmation et cyber sécurité est important. Une des spécialités de la 121 est l'implantation de virus permettant l'espionnage et le cyber vandalisme. L'unité est basée à Pyongyang et quelques membres opèrent également depuis le territoire chinois<sup>38</sup>.

La plupart des actions menées par le régime en matière cyber sont la mise hors service de matériel ou systèmes d'informations et l'exploitation des réseaux. Ce type de missions est très avantageux pour la RPDC car elles sont asymétriques, rentables, niables et comportent un très faible risque de représailles car le réseau nord-coréen existe séparément de l'internet mondial et que les possibles perturbations lancées contre la RPDC n'auraient aucun impact sur son économie. Les attaques les plus notables des cybers soldats nord-coréens sont celles contre *Sony Pictures Entertainment* en novembre 2014, au moment de la sortie d'un film<sup>39</sup> humoristique moquant le régime et Kim Jong-un intitulé *The Interview*. Des milliers de données furent alors effacées et l'accès à l'intranet bloqué pour les employés. En 2013, ce furent près de 32000 ordinateurs appartenant aux deux plus grandes chaînes de télévision publiques sud-coréennes, trois grandes banques et une chaîne d'information en continu qui subirent un piratage depuis une adresse IP chinoise qui fut, par la suite, reliée à Pyongyang.

---

<sup>38</sup> Anthony H. CORDESMAN, Charles AYERS, *Op.cit.*pp.178-180.

<sup>39</sup> Le film relate une tentative américaine d'élimination du jeune leader nord-coréen. Il fut considéré comme du terrorisme par le régime.

Interrogé sur les capacités cyber nord-coréennes, le géant de l'informatique Hewlett-Packard, a expliqué que la situation d'*air gap*<sup>40</sup> du réseau, couplée aux ressources investies dans le domaine militaire permettait la création d'un terrain propice au lancement de cyber attaques tout en empêchant les opérations de reconnaissance ennemies. De plus, l'isolement du réseau nord-coréen par rapport à l'internet mondial force quiconque souhaitant obtenir des informations sur ses systèmes informatiques à déployer d'importants moyens<sup>41</sup> n'entraînant pas automatiquement la collecte de résultats exploitables.

L'attaque a généralement un avantage sur la défense lorsqu'il est question de cyber même si des exceptions peuvent apparaître. Le handicap de la défense est que l'asymétrie de l'information est intransigeante. En effet, l'attaquant a la liberté de choisir quand et comment il souhaite compromettre un système pendant que le défenseur se trouve dans l'obligation de protéger tous les vecteurs et atouts possibles.

Les capacités cyber peuvent représenter un moyen de neutraliser ou supprimer les avantages de l'armement moderne. Ce dernier reposant en grande partie sur le stockage de données et la communication digitale, la destruction ou l'interruption de ces fonctions est cruciale dans une opération<sup>42</sup>. Pour des forces conventionnelles limitées comme celles de l'APC il est plus rentable de neutraliser ces fonctions que d'investir dans la modernisation de son armée. Supprimer les capacités de fonctionnement radar d'un système antimissile par exemple, pourrait mitiger le besoin de lancer un certain nombre de missiles pour éliminer une même cible<sup>43</sup>.

L'emploi du cyber à basse intensité est un choix stratégique judicieux de la part de Pyongyang dont les opérations cyber restent à un niveau toléré avec réticence par les Etats-Unis et Séoul. Cela s'explique notamment par l'absence de moyens légaux et publics de réponses, de même que de potentielles nouvelles sanctions internationales qui pourraient peut-être atténuer les ambitions de la RPDC.

Washington et Séoul se trouvent alors dans une position où elles subissent les attaques sans véritablement avoir les moyens de répondre.

---

<sup>40</sup> L'*air gap* est une technique de sécurité informatique reposant sur l'isolation physique du système de tout réseau. Cela comprend également l'isolation électromagnétique.

<sup>41</sup> *Op.cit.* p.179.

<sup>42</sup> Jenny JUN, Scott LAFOY, Ethan SOHN, *Op.cit.* p.24.

<sup>43</sup> *Ibid. Ibid.*

Le régime peut alors constamment harceler les deux pays et ainsi créer des coûts en millions de dollars pour les entreprises et administrations touchées. En outre, les possibles contre-attaques clandestines américaines et sud-coréennes, si elles étaient menées, s'inscriraient en dehors de tout cadre légal.

L'aspect psychologique des cyberattaques est ici important car les administrations et entreprises peuvent, petit à petit, perdre confiance dans le cyberspace.

La stratégie de Pyongyang est toujours de progressivement transposer ses capacités cyber dans le domaine militaire.

Cependant, les forces conventionnelles et capacités cyber ne contribuant pas à une dissuasion efficace, Kim Jong-un a alors continué et intensifié le recours à des armes nucléaires et des missiles balistiques.

## **SECTION 2 : La continuité nucléaire et balistique comme condition de survie**

La stratégie militaire de la RPDC s'est concentrée sur la vision de la sécurité nationale comme dépendant de capacités asymétriques et armes de destruction massive. Le pays a alors investi dans le développement de missiles balistiques plus longs et la miniaturisation de ses têtes nucléaires. Cette démarche s'inscrit pleinement dans une logique de d'effet compensateur de l'arme (§1) qui nécessite des capacités nucléaires et balistiques avancées (§2) et interroge sur l'avenir (§3).

## §1- Une dissuasion du faible au fort basée sur l'effet compensateur de l'arme.

La dissuasion nord-coréenne est une dissuasion étendue<sup>44</sup> puisqu'elle vise, à la fois, Washington et Séoul et s'inscrit dans une vision réaliste des relations internationales où l'équilibre de la terreur permet d'éviter un conflit frontal entre deux Etats nucléaires.

Ainsi, le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères de la RPDC disait en 2013 :

*« Increasing nuclear threat from outside will only compel the DPRK to bolster up its nuclear deterrent to cope with this <sup>45</sup>»*

Cette justification traduit la sensation de menace que connaît la RPDC depuis sa fondation face à un allié américain de Séoul qui n'a jamais retiré ses troupes de la péninsule après l'armistice du conflit intercoréen. Cependant, la menace américaine sur Pyongyang ne s'est réellement manifestée qu'une fois l'annonce du lancement des programmes nucléaire et balistique, Washington mettant son propre arsenal à disposition de la dissuasion de son allié sud-coréen.

Pyongyang craint particulièrement une attaque conventionnelle de grande ampleur à laquelle ses forces, comme nous l'avons montré précédemment, ne pourraient répondre et voit son salut dans une frappe préemptive. Le pays se trouve dans une stratégie du faible au fort où seuls le balistique et le nucléaire le protègent d'une possible attaque américaine.

La force du régime, avant Kim Jong-un, a été de construire et lancer 12 missiles balistiques et fusées entre 2008 et 2010, de conduire deux essais nucléaires, d'obtenir et de vendre certaines technologies à l'étranger et surtout de couler une corvette moderne sud-coréenne<sup>46</sup> avec une torpille sous-marine<sup>47</sup>, tout ceci sans recevoir de réponse plus forte que des sanctions économiques et une coopération accrue entre alliés japonais, sud-coréens et américains. En effet, toute réponse plus radicale, comme l'interception d'un missile ou une riposte directe, entraîneraient très probablement une réaction encore plus violente de la part de la RPDC.

---

<sup>44</sup> Conformément au travail de Huth en 1999.

<sup>45</sup> Anthony H. CORDESMAN & Charles AYERS, *Op.cit.* p.490.

<sup>46</sup> Il s'agit du *Cheonan*.

<sup>47</sup> Un acte de cette nature est d'ailleurs considéré comme un acte de guerre par le droit international.



L'absence de répartie après le *Cheonan* a perturbé l'équilibre de la dissuasion qui aurait dû se remettre en place grâce à une réponse de type graduée comme celle définie par Robert MacNamara lors de la Guerre Froide.

Kim Jong-un alors dans l'antichambre du pouvoir, a su dès son arrivée, tirer les enseignements de ce manquement de la part de son ennemi et utiliser la « patience stratégique » de Barack Obama à son avantage, en multipliant les essais et provocations sachant qu'il n'y aurait que de faibles répercussions pour son pays par la suite.

Les concepts appartenant aux théories classiques de la dissuasion, principalement élaborées au temps de la confrontation Etats-Unis / URSS, ne permettent pas d'éclairer les derniers événements relatifs à la RPDC.

On peut cependant faire exception de l'américain Thomas Schelling qui dès 1960 offre une vision transposable aujourd'hui. En effet, dans son ouvrage *The Strategy of Conflict*, il expose le fait qu'en situation de coercition nucléaire, les acteurs peuvent, menacer de manière crédible ou s'orienter sur une voie, qui conduirait la situation à échapper à tout contrôle. Dans ce cas, c'est l'Etat le plus déterminé qui se montrera plus enclin à se rapprocher du point de non-retour et consentira plus de risques pour prendre l'avantage dans la crise. En suivant la logique des théories de dissuasion rationnelle, l'Etat le plus déterminé est celui ayant les plus grands intérêts en jeu<sup>48</sup>.

Si l'on suit ce raisonnement, c'est bien la RPDC qui se trouve en position d'Etat déterminé puisqu'il s'agit ici de la survie de son régime voire même de son existence.

Ainsi, alors que les tensions autour de la péninsule ne cessent de croître, la parade militaire du 15 avril 2017 marquant le 105<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance du « président éternel » Kim Il Sung a vu l'exhibition par le régime de nouveaux missiles balistiques qui ne rassurent pas la communauté internationale. En effet, pour la première fois dans ce genre d'évènement, le régime a dévoilé ce que des experts sud-coréens considèrent comme un nouveau missile balistique intercontinental<sup>49</sup> (ICBM).

---

<sup>48</sup> Thomas C. SCHELLING, *The Strategy of Conflict*, Harvard University Press, Cambridge, 1960, p.87.

<sup>49</sup> YONHAP NEWS, « La Corée du Nord exhibe un missile semblant être un nouveau ICBM », 15 avril 2017, disponible à : <http://french.yonhapnews.co.kr/northkorea/2017/04/15/0500000000AFR20170415000600884.HTML> consulté le 16 avril 2017.

## §2- Des capacités nucléaires et balistiques en constante progression

Il faut savoir que Pyongyang possède déjà une gamme fournie d'armes balistiques complétée par des infrastructures développées et un soutien institutionnel à la poursuite des recherches dans le domaine. En mai 2012, le régime avait à sa disposition pas moins de neuf types de missiles guidés différents déjà disponibles ou en développement. Ainsi, les principaux missiles constitutifs de l'arsenal nord-coréen sont : les *Hwasong* 5 et 6 de courte portée (entre 300 et 500 km), le *Nodong* de moyenne portée (entre 1300 et 1500 km), le *Musudan* généralement lancé depuis des navires et sous-marins, d'une portée estimée entre 2500 et 4000 km ; le *Taepodong-1* également de portée intermédiaire jusqu'à 5500km et le *Taepodong-2*, missile intercontinental pouvant atteindre les 10 000 km<sup>50</sup>.

Comme expliqué précédemment, l'idée d'une dissuasion balistique et nucléaire n'est pas le fruit de Kim Jung-un mais de ses prédécesseurs et en particulier son grand-père Kim Il Sung.

C'est ce dernier qui permit l'avènement du premier missile balistique de fabrication nord-coréenne<sup>51</sup> mais toujours d'inspiration soviétique en 1982. Celui-ci était une version modifiée du missile *Scud*. Nommée *Hwasong* cette gamme de missiles nord-coréenne est le début d'un progressif développement de ce type d'armement mais pour des raisons quelques peu différentes que celles que l'on connaît aujourd'hui.

En effet, bien que les missiles servent la dissuasion du régime, ils sont avant tout un excellent produit à l'exportation.

Une dynamique fut alors lancée avec un certain nombre de pays également hostiles aux Etats-Unis comme la Syrie, l'Egypte, le Pakistan ou l'Iran. C'est avec ce dernier pays que la RPDC établira sa plus importante coopération, et ce, également dans le domaine nucléaire par la suite. La première commande de missiles fut entre 90 et 100<sup>52</sup> *Hwasong-5* en 1987 pour 500 millions de dollars<sup>53</sup>.

Aujourd'hui, Pyongyang est extrêmement limitée dans ces capacités d'exportation, d'une part par les différentes sanctions internationales dont elle fait l'objet, mais aussi par la disparition de régimes lui étant préalablement favorables.

---

<sup>50</sup> L'annexe III reprend les différentes caractéristiques des missiles nord-coréens.

<sup>51</sup> Les autres étaient auparavant des missiles livrés directement par l'URSS.

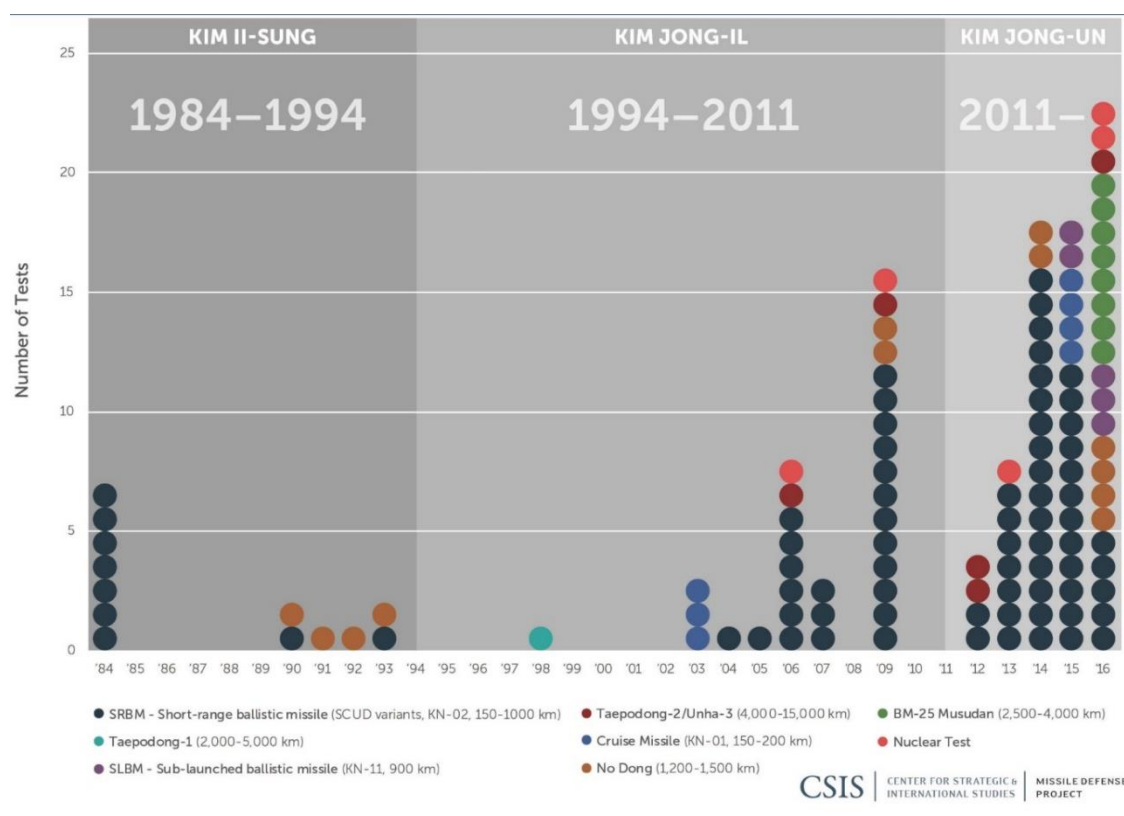
<sup>52</sup> Le nombre exact n'a pas été communiqué.

<sup>53</sup> Anthony H. CORDESMAN & Charles AYERS, *Op.cit.* p.181.

Néanmoins, elle y parvient toujours grâce à la subsistance d'un noyau de pays désirant commercer avec elle. Ainsi, l'Iran, la Syrie ou le Myanmar continuent d'acheter son matériel y compris des équipements nucléaires, ceci accentuant la rupture du régime avec l'occident et le TNP duquel il est sorti en 2003<sup>54</sup>.

C'est pourquoi, on peut caractériser l'ère Kim Jong-un comme nouvelle dans l'utilisation des missiles balistiques puisqu'elle répond désormais à des objectifs de dissuasion et d'attaque potentielle. Ce dernier objectif, apparu récemment, fait écho à l'escalade des tensions entre les Etats-Unis de Donald Trump et la RPDC qui se dit prête à attaquer<sup>55</sup>.

De ce fait, on remarque à l'aide du graphique ci-dessous, réalisé par le *Center for Strategic & International Studies*, que c'est bien sous le dernier des Kim que les tirs de missiles balistiques se sont intensifiés. En effet, on observe dès sa nomination par son père en 2009, une recrudescence importante des tirs de *Hwasong*, qui s'est poursuivie lors de ses premières années au pouvoir. L'année 2016 se distingue par une diversification notable du matériel utilisé avec le recours à la gamme *Musudan* et *Taepodong-2*.



<sup>54</sup> Et ceci même si une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU considère que la RPDC doit continuer à satisfaire aux obligations du TNP.

<sup>55</sup> Interview de PAK Jong Hak (directeur général du Ministère des Affaires Etrangères de la RPDC) par Jeremy KOH, *Channel News Asia*, 15 avril 2017.

Cela s'explique notamment par le contexte international marqué par les élections présidentielles américaines mais aussi du point de vue intérieur à une démonstration de la puissance du régime face à un étiolement idéologique qui gagne peu à peu certaines couches de la population<sup>56</sup>. Il faut aussi prendre en compte la volonté du leader d'afficher au grand jour le développement de son programme. C'est la raison pour laquelle il s'est personnellement rendu sur le terrain en 2014 pour assister à des exercices de lancement lors desquels le pays a propulsé simultanément son plus grand nombre de missiles<sup>57</sup>.

Au-delà des apparences données par les tirs balistiques réguliers, l'arsenal nord-coréen utilise le mystère planant autour de ses capacités réelles pour cacher les limites de sa force de frappe. Ainsi, si l'on considère que le pays possède environ 1000 missiles ceux-ci ne pourraient pas tous être opérationnels en même temps puisque le personnel chargé des manœuvres de lancement existant est restreint et peu entraîné. Ce dernier élément se montre capital dans la gestion des incidents techniques pouvant survenir et auxquels les techniciens ne sauraient faire face. Cependant, consciente de ses lacunes, la RPDC ne cesse de chercher à améliorer ses compétences balistiques notamment en matière de guidage car elle dépend encore sur ce point de technologies étrangères.

Il n'est pas possible pour le moment de savoir si des tests si peu nombreux ont pu conduire ou non à l'élaboration d'un ICBM réellement capable d'atteindre les côtes américaines. Il est néanmoins confirmé que les SLBM de type KN ont atteint un niveau avancé<sup>58</sup> et font peser une menace supplémentaire sur les voisins directs de la RPDC : le Japon et la RDC.

Bien que l'arsenal balistique fasse office de dissuasion, Kim Il Sung a souhaité développer dans le même temps une force nucléaire afin de mieux faire face à l'ennemi américain<sup>59</sup> qui avait déjà démontré sa puissance à Hiroshima et Nagasaki et avait presque pris le dessus lors de la guerre de Corée avec les troupes onusiennes.

Dès lors, la RPDC a toujours eu un programme plus ou moins actif dans le domaine au gré des dirigeants et surtout de la communauté internationale.

---

<sup>56</sup> Les nouvelles générations ayant eu une enfance pendant la grande famine sont les premiers porteurs de cette remise en cause, leur passé marqué par la privation et la mort puis la réalisation de la place de l'argent de la société nord-coréenne basée sur l'économie parallèle et les visions de l'extérieur données par les DVD de contrebande. Des études de l'Institut Coréen pour l'Unification Nationale montrent que les jeunes se sentent moins attachés à leurs leaders que leurs aïeux et tentent de se soustraire aux obligations d'endoctrinement prévues par le régime.

<sup>57</sup> Anthony H. CORDESMAN & Charles AYERS, *Op.cit.* p.196.

<sup>58</sup> *Ibid.* p.197.

<sup>59</sup> Les Etats-Unis ont également commencé à déployer des armes nucléaires en RDC dès 1958.

C'est Kim Jong-il qui conduisit le premier test en 2006, puis en 2009, les deux entraînant de fortes réprobations internationales y compris chinoises.

Kim Jong-un a pour sa part fait procéder à l'extension du site de Yongbyon dès son arrivée au pouvoir. Il a également officialisé le fait que la déclaration commune de 1992 sur la dénucléarisation de la péninsule Coréenne était aux yeux de la RPDC caduque et invalide. Quelques mois plus tard, il fit de même avec l'armistice<sup>60</sup> de 1953<sup>61</sup>. Cette escalade de déclarations est accompagnée par le lancement de la politique de « double poussée » alliant affaires militaires et économiques dans le but de mieux développer le pays.

Cette dynamique est à prendre en considération quand on aborde le nucléaire puisque la nouvelle stratégie du régime repose sur le fait qu'une dissuasion nucléaire efficace permettrait la réduction des dépenses militaires et par conséquent, le réinvestissement de cet argent dans l'industrie légère et l'agriculture. Il effectue par la même occasion un tour de force vis-à-vis de l'APC et de ses cadres dont il reste méfiant. Une fois au pouvoir, il a, en effet, fait inscrire dans la Constitution que la RPDC était un Etat nucléaire et a décrété que la « force stratégique<sup>62</sup> » serait commandée par le PTC via la Commission Centrale Militaire qu'il dirige directement et non l'armée.

Il faut aussi prendre en compte l'effet indirect qu'a pu avoir le printemps arabe sur la RPDC. En effet, la chute de Kadhafi précipitée par l'OTAN a été interprétée à Pyongyang comme la conséquence de l'abandon du programme nucléaire par Tripoli. A ce sujet les médias d'état ont précisé le 4 avril 2013 que :

*« Les armes nucléaires de la Corée du Songun ne sont pas de l'affichage et la RPDC est très différente de l'Irak, de la Libye et des Balkans. »<sup>63</sup>*

Il est clair que le régime utilise à son avantage l'effet compensateur de l'arme dans sa confrontation avec les Etats-Unis. Dans cette logique, il est dans l'intérêt de la RPDC de s'assurer également de posséder une capacité de deuxième frappe en cas d'attaque.

---

<sup>60</sup> Depuis de nombreuses années, la RDC accuse la RPDC de violer l'armistice notamment en envoyant des espions armés à travers la DMZ, des sous-marins dans les eaux sud-coréennes ou encore en procédant à des enlèvements. Il a été estimé par les armées américaine et sud-coréenne, au milieu des années 90, que la RPDC avait violé l'armistice plus de 42 000 fois.

<sup>61</sup> *Ibid.* p.250.

<sup>62</sup> Celle-ci était nommée au moment de sa création: « Commande de fusées stratégiques »

<sup>63</sup> KCNA, « GFTUK Spokesman Supports New Strategic Line », 4 avril 2013.

C'est pourquoi un nouveau site a été ouvert dans ce but, supposément fin 2010, en plus des sites souterrains déjà existants. L'essai de 2013, le premier sous Kim Jong-un a été interprété par certains experts comme une manifestation de la volonté de s'établir comme puissance et donc comme Etat nucléaire au même titre que l'Inde, le Pakistan ou Israël, nations reconnues implicitement par la communauté internationale sans être reconnues formellement dans le cadre du TNP<sup>64</sup>.

Malgré les avancées certaines du programme nord-coréen, il est difficile d'évaluer si le pays est déjà parvenu à installer un dispositif nucléaire pouvant être déployé sur un missile balistique. Cette question est essentielle pour évaluer la réalité de la menace nord-coréenne, car bien qu'elle puisse avoir recours à des avions, navires ou tout autre véhicule pouvant servir de support à une charge nucléaire, ceux-ci restent vulnérables ou non fiables.

La miniaturisation des têtes nucléaires est donc au cœur des préoccupations du régime et de ses opposants. Les services de renseignement sud-coréens pensent que la RPDC aurait installé dès 2009 des têtes nucléaires sur les missiles *Nodong* dans le nord-est du pays alors que des sources américaines croient que le régime n'aurait eu la capacité d'en déployer qu'en 2013 ou 2014<sup>65</sup>. Il est cependant précisé qu'un tel engin avait de faibles chances de remplir sa mission compte tenu du nombre limité d'essais conduits préalablement à sa conception. Par ailleurs, le développement de cette technologie est soutenu logistiquement par le réseau du physicien pakistanais Abdul Quadeer Khan, connu comme trafiquant de matériel nucléaire qui aurait fourni des plans chinois aux ingénieurs nord-coréens.

Afin de garder de la crédibilité face aux Etats-Unis, le régime cherche sans cesse à reproduire les évolutions qui permettront l'élaboration d'une arme dissuasive efficace et ayant un coût limité. C'est pourquoi, contrairement à la tendance mondiale de bombes au plutonium, la RPDC désire favoriser la production de celles à l'uranium. Il n'existe pas de différence significative de puissance entre les deux mais le premier est généralement plus facile à produire dans des centrales. Cela est valable pour la majorité des pays produisant des armes nucléaires mais pas pour la RPDC.

---

<sup>64</sup> Anthony H. CORDESMAN & Charles AYERS, *Op.cit.* p.230.

<sup>65</sup> *Ibid.*p.233.

En effet, Pyongyang a tout intérêt à favoriser l'uranium pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'il lui donne une deuxième manière de fabriquer une bombe mais aussi que l'uranium est plus facile à dissimuler que le plutonium<sup>66</sup>. Enfin, le pays a un sous-sol riche contenant de l'uranium, ce qui lui permet de faire des économies mais aussi des affaires en contribuant à la prolifération horizontale avec certains Etats précédemment cités. Par ailleurs, le régime a entrepris la construction d'une installation d'enrichissement d'uranium au sein du site de Yongbyon.

Il est possible que le test de 2013 ait été réalisé en utilisant de l'uranium plutôt que du plutonium. Cependant, les capteurs sensés mesurer et analyser les gaz radioactifs n'ont pas permis de faire la distinction. L'organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires a, de son côté, conclu qu'il s'agissait bien d'un essai nucléaire sans pour autant déterminer la nature précise du combustible utilisé<sup>67</sup>.

Les experts estiment, compte tenu des stocks d'uranium et de plutonium, que la RPDC posséderait entre 13 et 21 armes nucléaires<sup>68</sup>, qui peuvent être utilisées sans le concours des missiles balistiques par le biais de sous-marins miniatures ou encore des forces spéciales.

### **§3- Projections de l'évolution des arsenaux à l'horizon 2020**

Alors que la modernisation continue, plusieurs facteurs vont s'avérer déterminants dans la disposition qu'aura la RPDC à mener son programme nucléaire dans les années à venir. On peut notamment penser aux compétences techniques des ingénieurs et scientifiques nord-coréens, le niveau d'aide étrangère dont elle bénéficiera et l'appui politique donné par les dirigeants<sup>69</sup>. Les experts de la question nucléaire ont établi plusieurs projections pour 2020. Elles ont toutes pour point commun le fait que le régime continuera, s'il existe encore, au développement de ses capacités nucléaires comme Kim Jong-un l'annonçait le 31 mars 2013, lors de l'assemblée du PTC<sup>70</sup>. Il insista notamment sur l'amélioration de la précision des armes ainsi que leur puissance.

---

<sup>66</sup> En effet, les installations traitant l'uranium peuvent être contenues dans entrepôt classique alors que les centrales au plutonium sont facilement identifiables par satellite à cause de leur taille.

<sup>67</sup> *Ibid.* p.250.

<sup>68</sup> David ALBRIGHT, *Future Directions in the DPRK's Nuclear Weapons Program: Three Scenarios For 2020*, North Korea's Nuclear Futures Series, US-Korea Institute at SAIS, 2015.

<sup>69</sup> John K. WARDEN, « North Korea's Nuclear Posture », *Proliferation papers*, IFRI, mars 2017.

<sup>70</sup> David ALBRIGHT, *Op.cit.* p.23.

L'objectif ici, est de pouvoir atteindre des cibles définies en particulier sur la côte ouest des Etats-Unis, ce qui sous-entend que Pyongyang pourrait également toucher où elle le souhaite en Asie, et, plus encore, se rapprocher de l'Europe.

Les différents *scénarii* partent de postulats sur la situation actuelle du pays. En l'absence d'informations fiables sur l'étendue actuelle du programme nord-coréen, les projections suivantes ont été établies à partir des données jugées « sûres ».

Ainsi, le scénario le moins avancé, table sur des progrès lents en raison de contraintes techniques et économiques. Comme en 2014, les centrifugeuses se montrent peu efficaces et permettent une production annuelle de l'ordre de 2 à 3 kilos de plutonium militaire. Les spécialistes ne projettent pas de nouvel essai à cause de la pauvreté des stocks et le risque qu'une diminution pourrait jouer sur la posture dissuasive du pays<sup>71</sup>.

Cependant, cette version apparaît comme une des moins probables au regard de la dynamique impulsée, à la fois, par la personnalité, et, par la volonté de Kim Jong-un.

Cela permettrait néanmoins une accalmie pour la région après l'escalade des tensions qu'elle a connue après l'investiture du président Trump.

La projection intermédiaire prend le parti d'un fonctionnement efficace du réacteur de 5 MW ainsi que de celui à eau légère sensé être opérationnel en 2018. A eux deux, ils produiraient jusqu'à 14 kilos de plutonium de qualité militaire. Ce dernier pourrait désormais être couplé à de l'uranium afin de créer une arme d'une puissance explosive proche des 50 kilotonnes.

Cependant la majorité de l'arsenal nucléaire garderait une capacité moyenne comprise entre 10 et 20 kilotonnes. La différence notable avec le scénario précédent est l'accomplissement de la miniaturisation des têtes dorénavant transposables sur tout type de missiles : ceux de courte portée des champs de batailles comme les intercontinentaux de la gamme *Musudan* ou KN-08. Les essais resteraient à la même fréquence qu'actuellement soit environ un tous les trois ans<sup>72</sup>. De la même manière, l'aide étrangère au développement du programme se résumerait toujours aux liens avec l'Iran mais les évolutions technologiques seraient majoritairement les fruits des scientifiques nord-coréens.

---

<sup>71</sup> *Ibid. Ibid.*

<sup>72</sup> *Ibid.p.24.*



On peut considérer que cette projection dépeint la poursuite d'un certain *statu quo* avec la poursuite des provocations régulières envers les Etats-Unis et la RDC et la modernisation progressive de l'armement du pays.

Enfin, le scénario le plus ambitieux sur les capacités de la RPDC semble le moins probable de se réaliser sans une intervention de la communauté internationale en particulier les Etats-Unis qui craignent pour l'intégrité de leur territoire mais aussi la Chine, à qui un voisin puissant nucléairement et imprévisible, perturbe fortement les équilibres régionaux en Asie. Les estimations tablent en effet, sur des essais nucléaires annuels et surtout sur le développement d'une bombe thermonucléaire rassemblant du tritium, du deutérium et du lithium dans du composite de plutonium et une quantité importante d'uranium militaire pour une puissance proche des 100 kilotonnes<sup>73</sup>.

En somme, la seule certitude pour l'avenir est que l'arrêt du programme nucléaire n'est pas envisageable car celui-ci est un instrument vital sans lequel le pays n'existerait peut être plus. Ce principe était déjà valable du temps de l'URSS qui a pendant de nombreuses années contribué matériellement et formé les scientifiques nord-coréens. Par la suite, le jeune leader, comme ses prédécesseurs, compte jouer sur l'effet égalisateur de l'arme pour compenser la supériorité quantitative et qualitative de l'arsenal américain. C'est pourquoi bien que les essais soient moins nombreux que les tirs balistiques, ils ont une signification bien plus importante pour le régime. En effet, en dehors de la garantie de survie qu'il apporte, c'est également un moyen d'existence et de négociation sur la scène internationale. Sur ce point le pays se trouve en position de force face à une communauté internationale divisée sur son sort.

---

<sup>73</sup> *Ibid.*p.27.

## CHAPITRE 2 : La difficile réponse internationale

---

Face aux provocations continues des Kim et à la menace qu'elles représentent pour la région, la communauté internationale s'est saisie du dossier nord-coréen il y a de nombreuses années déjà. Cependant, la poursuite du développement de l'arsenal nucléaire montre l'échec des Nations Unies dans l'apaisement des tensions sur la péninsule coréenne.

Il s'agira de montrer l'inefficacité du système onusien (Section 1) et la place centrale qu'a la Chine de la gestion internationale du « cas » nord-coréen (Section 2).

### SECTION 1 : L'inefficacité du système onusien

La défiance de la RPDC envers l'ONU n'est pas récente puisqu'elle remonte aux premières années de leurs existences respectives. Depuis l'affrontement de leurs troupes lors du conflit nord-coréen<sup>74</sup>, la méfiance s'est installée et a évolué au fil des décennies. Bien que la question spécifique des armes nucléaires soit plus le fait de traités spécifiques comme le TNP ou encore le Traité de Moscou sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, dans et sous l'eau ou dans l'espace extra-atmosphérique signé en 1963, la sécurité collective nécessite l'encadrement de l'usage de la force tel que défini par la Charte des Nations Unies. Dans le monde post 11 Septembre et la proclamation d'un « axe du mal » par Washington l'idée d'une non-prolifération coercitive s'est renforcée et a servi de justification pour l'invasion de l'Irak malgré l'opposition onusienne et les conséquences que nous connaissons. Le fiasco iraquien a contribué à un nombre conséquent de sanctions prises à l'encontre du régime. Il ne nous sera pas possible de les évoquer toutes ici.

Avant de se pencher plus particulièrement aux sanctions de l'ère Kim Jong-un (§2) et les améliorations possibles à l'avenir (§3), il est intéressant de revenir sur la résolution qui a suivi le premier essai nucléaire de son père en 2006 (1§).

---

<sup>74</sup> L'engagement des troupes onusiennes s'est fait après décision du Conseil de Sécurité que boycottait alors l'URSS.

## §1- La mise en place d'un régime de sanctions structuré sous Kim Jong-il

Le 9 octobre 2006 alors que le pays faisait déjà l'objet de sanctions, Kim Jong-il procéda au tout premier essai nucléaire de la RPDC. L'ambassadeur du régime auprès de l'organisation déclara alors que le Conseil de Sécurité ferait mieux de féliciter la RPDC plutôt que de prendre des résolutions inutiles<sup>75</sup>. La résolution 1718 sera adoptée 5 jours plus tard à l'unanimité, ce qui poussa Pyongyang à dire qu'il existait différentes sortes de traitement au sein du Conseil de sécurité, celui pour les amis des Etats-Unis et celui pour les adversaires. La teneur du texte est ferme et exige que la RPDC revienne dans le TNP et précise dans l'article 6 que son retrait ne la dédouane pas des obligations de respect du traité. Elle est donc appelée à s'y conformer au plus vite et à reprendre la voie des négociations au sein des Pourparlers à Six.

Cette résolution se distingue des précédentes car le Conseil de sécurité dans sa totalité envoie un signal fort, à la fois à Pyongyang, mais aussi aux pays qui souhaiteraient suivre sa voie en matière de prolifération et d'essais nucléaires. Comme les précédentes, cette résolution comporte une liste, intégrée dans son article 8, de nouvelles restrictions sur les armes (chars, avions de combat...), les produits de luxe, les services et l'assistance liés aux produits précédemment cités, le gel des actifs financiers et de toutes les ressources économiques se trouvant dans des banques des Etats membres et l'interdiction d'entrée sur le territoire des Etats membres de personnes liées au programme nucléaire cités en annexe.

De plus, le Conseil de sécurité crée, par le biais de la résolution dans son article 12, un comité des sanctions<sup>76</sup> conformément à l'article 28 du règlement intérieur provisoire de l'organisation. Ainsi, ce comité, toujours actif aujourd'hui<sup>77</sup>, est composé des 15 membres du Conseil de Sécurité qui ont pour missions principales d'effectuer un suivi de l'application des sanctions et de leurs possibles violations, mais aussi de rédiger des rapports réguliers<sup>78</sup> sur l'état général de la situation et des sanctions en cours.

<sup>75</sup> « US asks for tough UN sanctions on North Korea » *Voice of America*, 9 Octobre 2006.

<sup>76</sup> Appelé officiellement Comité des Sanctions du Conseil de Sécurité mis en place par la résolution 1718.

<sup>77</sup> Il est présidé jusqu'au 31 décembre 2017 par Son Excellence M. Sebastiano Cardi (Italie) et les Vice-présidences pour 2017 sont l'Egypte et l'Ukraine.

<sup>78</sup> La résolution précise la fréquence de 3 mois, mais en pratique, il s'agit d'un rapport annuel.

La réaction du régime n'alla pas au-delà des déclarations habituelles de complot des grandes nations contre les petites orchestré par les Etats-Unis mais la signification de la résolution pour le pays n'en est pas moins importante. En effet, Kim Jong-il, est parvenu à donner à la RPDC, par le nucléaire, un pouvoir de négociation accru. Pour Pyongyang, cette démonstration de ses capacités lui permet d'obtenir une victoire stratégique puisque sa voix a désormais plus de poids dans les relations avec Tokyo et Washington<sup>79</sup>. On remarque par ailleurs, que les mois suivants l'essai et la résolution furent marqués par une certaine accalmie, ce qui conforta la RPDC dans sa volonté de poursuivre sur la voie du nucléaire.

On peut alors considérer que l'absence de réponse plus ferme sur cet essai a condamné par la suite les tentatives d'interposition et de négociation menées par les Nations Unies. Ce moment crucial a permis à Pyongyang de tester les limites tolérables par la communauté internationale dans le cadre de sa stratégie de dissuasion. Ainsi, la non-prolifération n'est en réalité pas un principe universel car tout dépend de l'équilibre régional que le nucléaire vient perturber. Dans le cas de la RPDC, sa position géopolitique lui donne une certaine marge de manœuvre qui lui permet de consolider petit à petit son arsenal nucléaire. En outre, cette situation profitait également aux grandes familles d'*apparatchiks* proches de Kim Jong-il, qui consentent à certaines restrictions imposées par les sanctions, contre un accroissement de leur pouvoir à l'intérieur comme à l'extérieur du pays avec l'aide de l'atome<sup>80</sup>.

Le tir d'un missile balistique au-dessus du Japon le 5 avril 2009 puis le deuxième essai nucléaire souterrain du 25 mai conduisirent le Conseil de Sécurité à condamner une fois de plus les agissements du régime en adoptant la résolution 1874 sous chapitre VII. On observe que les Etats européens ont particulièrement contribué à l'élaboration du texte<sup>81</sup> et à l'instar de la France ont souhaité que les sanctions visent directement les autorités et préservent la population. Cette position a été notamment soutenue par la Russie et la Chine qui précisèrent cependant que les sanctions devraient être levées une fois que Pyongyang coopérerait<sup>82</sup>. Cet investissement commun de la part des français et des britanniques met fin à de nombreux désaccords entre les deux pays sur la position à adopter face à la RPDC mais surtout face au comportement américain dans le dossier.

---

<sup>79</sup> Eduardo Zachary ALBRECHT, « North Korea & the UN Security Council: Action, reaction, trust, and mistrust », *International Peace Institute*, New York, 2013, p.14.

<sup>80</sup> *Ibid.Ibid.*

<sup>81</sup> Ici se dessine la renaissance de la PESC alors que le traité de Lisbonne était sur le point d'entrer en vigueur.

<sup>82</sup> *Ibid.*p.16.

En effet, ils étaient particulièrement convaincus de la violation par Pyongyang de l'accord-cadre de 1994<sup>83</sup> et n'ont cessé d'adopter une posture hostile lors des négociations ce qui rappela aux Européens le fiasco de l'intervention en Irak. La résolution vient, par ailleurs, compléter la 1718 en instituant un groupe d'experts chargé d'assister le comité des sanctions 1718 en collectant et analysant les informations transmises par les Etats membres au sujet de l'application des sanctions prononcées contre la RPDC et d'en identifier les éventuelles violations. Les experts sont nommés par le Secrétaire général.

La réaction de la RPDC est, à ce moment, significative car contrairement à 2006, Kim Jong-un fait désormais partie de l'Etat-major de son père depuis sa nomination au Comité de la défense nationale en mars 2009 et sa désignation comme successeur officiel du régime. Alors qu'une accalmie avait suivi l'adoption de la résolution 1718, le contraire se produisit pour la 1874. En effet, la réponse nord-coréenne se manifesta de manière graduée dans les mois suivants avec le lancement de 4 missiles de courte portée et l'annonce du développement d'un nouveau programme d'enrichissement d'uranium. Ce type de riposte s'inscrit dans une stratégie de grande ampleur visant à jauger la capacité de la communauté internationale à se mettre d'accord sur son sort avant d'aller plus loin sur l'échelle des provocations.

Ceci arriva dès 2010 avec l'attaque du *Cheonan* et le bombardement de l'île de Yeonpyeong.

## §2- Kim Jong-un face à l'ONU

Ces deux résolutions citées, ont été renforcées progressivement par d'autres comme la 2087 en 2013 qui demande notamment aux Etats membres de saisir et détruire le matériel susceptible de contribuer au programme de recherche nord-coréen. On comprend donc bien l'objectif poursuivi par le Conseil de Sécurité : utiliser les sanctions pour faire augmenter le prix de la continuation du dessein nucléaire et balistique du régime. Le problème des sanctions comprises dans ces différentes résolutions est qu'elles se trouvent inadaptées au contexte nord-coréen. En effet, il est très peu probable que le régime abandonne la seule possession qui lui procure légitimité interne et externe à cause de frais plus élevés.

---

<sup>83</sup> Cet accord prévoyait notamment le démantèlement des installations nucléaires militaires du régime en échange de la livraison par Washington des centrales à eau légère en plus d'une aide économique.

Le calcul coût/bénéfice ne laisse pas de doutes sur la voie à adopter pour la perpétuation du pouvoir en place. Pour que les sanctions soient efficaces, elles doivent se montrer menaçantes pour la survie même de l'Etat nord-coréen tel qu'il existe aujourd'hui.

L'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, fut marquée par la signature d'un accord le 29 février 2012 avec Washington impliquant la livraison de 240 000 tonnes d'aide alimentaire sur l'année 2013 en échange de l'arrêt total des essais nucléaires et tirs balistiques. Cependant les espoirs d'amélioration des relations américano - nord-coréennes furent réduits à néant avec le lancement du satellite *Kwangmyongsong-3* à l'aide d'une fusée *Unha-3*.

Par la suite, les provocations et essais nucléaires se sont intensifiés et la mise en place de la politique du développement parallèle, censée relancer l'économie ne semble pas avoir été touchée par les sanctions.

Face à la montée en puissance manifeste de la RPDC, les Nations Unies gardent le même cap en élargissant toujours plus les sanctions contre le régime et se préoccupant dans le même temps de la question des droits de l'Homme dans le pays. Il existe néanmoins une légère avancée remarquable depuis la fin de l'ère Kim Jong-il, la Chine et la Russie ont cessé de s'abstenir lors du votes des résolutions sous chapitre VII condamnant les différents essais et tirs de missiles. Il est important de préciser que cette unanimité ne s'opère que dans ce cadre car le 22 décembre 2014, pour la première fois, une réunion du Conseil de sécurité fut entièrement consacrée à la situation des droits de l'Homme dans le pays. Le vote pour la mise à l'ordre de jour, demandée par l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'Homme, a rencontré les oppositions farouches de Moscou et Beijing. Le procès-verbal de la séance nous expose les arguments des deux camps.

Pour Beijing, représentée par son Excellence Liu Jieyi, les droits de l'Homme ne servent que de bouc émissaire à une mise à l'ordre du jour de la RPDC par le Conseil de sécurité. Or il rappelle que la mission assignée au Conseil par la Charte des Nations Unies dans son article 24 est : « [le] maintien de la paix et de la sécurité internationale ». Il dénonce la politisation du sujet et appelle les autres Etats membres à se focaliser sur la dénucléarisation de la péninsule<sup>84</sup>.

---

<sup>84</sup> Procès-verbal de la 7353<sup>ème</sup> séance du Conseil de sécurité, le 22 décembre 2014, New-York.p.2. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/PV.7353](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/PV.7353) consulté le 28 avril 2017.

La Chine joue également la carte du médiateur en mettant en garde sur la possible escalade des tensions que pourrait déclencher le vote d'une résolution sur le sujet et éloigner la RPDC de la table des pourparlers à six qui n'ont plus eu lieu depuis 2009.

La Russie de son côté renvoie le Conseil des droits de l'Homme à ses responsabilités et à sa légitimité à traiter du sujet contrairement au Conseil de sécurité. Elle craint notamment, comme la Chine, les conséquences néfastes que pourrait avoir le traitement de ces questions, en particulier un repli de Pyongyang qui avait depuis quelques mois repris le dialogue<sup>85</sup> au sein de l'ONU<sup>86</sup>. Ces deux positions furent appuyées par le Tchad et le Nigeria, qui bien que reconnaissant la nécessité de débat sur le sujet, ne croient pas en la compétence et la légitimité du Conseil de sécurité en la matière.

Malgré cela, une seconde réunion eut lieu sur le même thème le 10 décembre 2015 et vit la cristallisation des positions précédentes avec l'addition des oppositions d'Etats entrants : le Venezuela et l'Angola. Ces divisions marquées et l'absence d'enquête de terrain font les affaires du régime qui peut poursuivre ses objectifs stratégiques tout en continuant de plaider l'acharnement occidental à son encontre pour justifier son besoin de défense.

Au-delà de cette problématique, le Comité des sanctions 1718 poursuit toujours actuellement son travail, appuyé par le groupe d'experts instauré par la résolution 1874. Chaque année, les Etats membres ont l'obligation de remettre un rapport d'application des sanctions par leurs autorités au Comité qui, par la suite, en produit un également, synthétisant ses activités sur l'année écoulée qu'il adresse au Conseil de sécurité. Le rapport de l'année 2016 formalise les comptes rendus des différentes séances ainsi que les échanges entretenus avec les Etats membres. Celui-ci n'apporte pas d'informations précises sur l'application des sanctions et l'avancée de la défiance du régime, c'est pourquoi nous allons nous focaliser sur le rapport du groupe d'expert, qui offre une vision très détaillée des failles et des réussites des sanctions sur une période allant du 6 février 2016 au 1<sup>er</sup> février 2017.

Il est bon de rappeler que c'est au cours de cet intervalle que Pyongyang a effectué le plus grand nombre d'essais et de tirs<sup>87</sup> allant à l'encontre de la paix et de la sécurité internationale et violant le régime de sanctions mis en place par les Nations Unies.

---

<sup>85</sup> En effet, pour la première fois en plusieurs années, un représentant du régime rencontra la Secrétaire général dans une démarche de rétablissement du dialogue.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p.22.

<sup>87</sup> Soit 2 essais nucléaires et une série de tirs de missiles balistiques dont des ICBM.

Ce constat, sans appel, confronte, une fois de plus, les experts aux preuves manifestes de l'inefficacité de l'organisation à contenir la volonté nucléaire nord-coréenne. Pour tenter d'y remédier le groupe a accentué les pressions sur les Etats membres ne s'étant pas acquittés de leur devoir de rédaction de rapports nationaux de mise en œuvre des sanctions. Les premiers résultats sont encourageants même s'il demeure encore un certain nombre de parties réticentes à communiquer sur le sujet, notamment sur le continent africain, qui constitue toujours<sup>88</sup> une plaque tournante importante des activités nord-coréennes à l'international. Ces dernières sont, bien entendu, totalement contraires à toutes les sanctions actuellement en place<sup>89</sup>.

Il apparaît clairement que la RPDC a su mettre en place des voies de contournement à celles-ci contre lesquelles l'ONU et ses membres doivent agir. Les principales sources de revenus étrangers pour le régime sont la vente de technologies militaires et les activités illicites. Kim Jong-un a poursuivi l'implication de son pays dans la production et le trafic de drogue<sup>90</sup>, en particulier les opiacés et la méthamphétamine, déversés par la suite sur les marchés du sud-est asiatique<sup>91</sup>.

Une grande partie des opérations est déléguée aux représentations diplomatiques du pays répandues de par le monde, qui doivent elles-mêmes couvrir leurs couts de fonctionnement depuis 1975 et peuvent agir impunément sous couvert de l'immunité diplomatique. Cependant, cette pratique étant connue de la communauté internationale, les agents font appel à des citoyens de pays tiers pour effectuer les tâches les plus exposées. C'est la raison pour laquelle, Rex Tillerson, secrétaire d'Etat américain a annoncé le 27 avril 2017 que son pays pourrait demander aux Nations Unies d'intégrer la fermeture des représentations diplomatiques de Pyongyang afin d'accentuer son isolement<sup>92</sup>.

---

<sup>88</sup> Le lien entre la RPDC et le continent

<sup>89</sup> Rapport du comité d'experts créé par la résolution 1874 du Conseil de sécurité.p.4. Disponible à l'adresse suivante : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/024/97/PDF/N1702497.pdf?OpenElement> Consulté le 29 avril 2017.

<sup>90</sup> C'est son père Kim Jong-il qui s'était lancé dans ce commerce alors que les tensions avec les Etats-Unis étaient fortes et que la grande famine guettait.

<sup>91</sup>Anthony H. CORDESMAN & Charles AYERS, *Op.cit.*p.167.

<sup>92</sup> Agence de Presse Yonhap, « Washington pourrait demander à l'ONU la fermeture des missions diplomatiques du Nord », 28 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://french.yonhapnews.co.kr/northkorea/2017/04/28/0500000000AFR20170428000700884.HTML> Consulté le 29 avril 2017.



L'inefficacité des sanctions s'explique aussi notamment par l'accès permanent qu'a le régime au système bancaire international lui permettant d'effectuer des transferts d'or ou de liquidités.

Maitres dans l'art de la dissimulation, les nord-coréens parviennent à utiliser les grands centres financiers mondiaux via des sociétés écrans implantées dans d'autres pays ce qui rend la traçabilité longue et difficile<sup>93</sup>.

Par ailleurs, le caractère vague de certaines mesures prises par le Conseil de sécurité contribue au manque d'harmonisation dans l'application des sanctions, ce qui crée des failles exploitables à la fois par la RPDC et les Etats membres proches de Pyongyang. Ce point est particulièrement valable dans le cadre des résolutions 2270 et 2321 prises en 2016 et concernant les minéraux dont l'importation était interdite. Ainsi, les codes minerais définis par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) font figure de références pour le groupe d'experts. Cependant, le Conseil de sécurité ayant laissé libre la définition des catégories et sous catégories, la Chine, la Russie et l'Union Européenne ont parfois interprété trop largement ou, au contraire, étroitement les résolutions. Les incohérences étant plus nombreuses au sujet des minerais transformés, la RPDC a encouragé l'exportation de ceux-ci en priorité<sup>94</sup>. C'est ce type de ressources rares dont le régime continue l'échange avec sa voisine chinoise.

Ces différentes failles au sein même des résolutions du Conseil de sécurité constituent un handicap de départ pour leur bonne mise en œuvre et laissent une ouverture au régime de les transgresser. De plus, les experts relèvent que d'une manière assez paradoxale, l'assistance humanitaire distribuée par les agences des Nations Unies dans le pays est, elle, devenue plus difficile à apporter ce qui pénalise les populations les plus fragiles comme les enfants de moins de 5 ans dont la mortalité reste élevée<sup>95</sup>.

---

<sup>93</sup>Eduardo Zachary ALBRECHT, *Op.cit.*p.5.

<sup>94</sup> *Ibid.*p.97.

<sup>95</sup> *Ibid.*p.102.

### §3- Quelles améliorations possibles pour une plus grande efficacité ?

Les échecs du multilatéralisme onusien sur le dossier nord-coréen appellent à la définition d'une autre stratégie. Il n'est plus possible aujourd'hui d'attendre la chute du régime pour adopter une véritable politique nord-coréenne. Les inconnues sont trop grandes et le futur difficilement prévisible. Sur la question de la NLL, par exemple, il est temps que les parties se mettent d'accord sur le tracé exact de la frontière maritime, qui n'est d'ailleurs plus en conformité avec le droit maritime depuis les années 1990<sup>96</sup>. Les positions sud-coréenne et américaine sont ambiguës et n'encouragent pas la RPDC au dialogue. Par ailleurs, les discussions dans le cadre plus restreint des Pourparlers à Six sont à l'arrêt depuis des années.

Dans ce contexte, de plus en plus de spécialistes s'accordent pour dire que l'Union Européenne pourrait avoir un rôle de médiation dans le dossier. En effet, introduire l'UE comme nouvel acteur pourrait réduire les tensions car, en dehors des relations diplomatiques que 26 Etats membres entretiennent déjà avec Pyongyang, ils peuvent par l'intermédiaire de l'Union atteindre un consensus politique et mener des actions coordonnées sur le sujet. Ces liens bilatéraux existant entre pays européens et la RPDC sont cruciaux pour cette dernière qui est toujours en quête de reconnaissance internationale. En outre, l'UE possède une certaine expertise en matière d'affaires de prolifération et a d'ailleurs été partie des négociations avec l'Iran en 2015<sup>97</sup>. Une majorité de ses membres se sont également investis dans l'Initiative de de sécurité contre la prolifération en mer Méditerranée et tous ont coopéré afin d'élaborer une stratégie commune de mesures restrictives visant, à la fois, les entités civiles et militaires du programme nucléaire et les secteurs économiques liés à celles-ci<sup>98</sup>.

Les avantages que pourraient apporter l'UE aux négociations sont multiples. Dans un premier temps, elle possède un certain recul par rapport à d'autres pays asiatiques, membres de l'ASEAN, qui ont souvent des positions changeantes sur les sujets relatifs à la RPDC, au gré de leurs intérêts. Ensuite, les capacités de la Commission à aboutir au consensus entre des parties fortement opposées peuvent s'avérer déterminantes dans la relance des Pourparlers à Six.

---

<sup>96</sup> Avec l'apparition de la règle des 12 milles marins comme limite d'un territoire maritime.

<sup>97</sup> L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni y siégeaient aussi de manière propre.

<sup>98</sup> Boris TOUCAS, « North Korea: The European Union could help break the diplomatic stalemate », *Center for Strategic and International Studies*, Washington DC, 5 Janvier 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://beyondparallel.csis.org/north-korea-the-european-union-could-help-break-the-diplomatic-stalemate/> Consulté le 30 Avril 2017.

La raison principale pour laquelle l'UE n'est pas intervenue dans le dossier est la déconvenue de l'Organisation de Développement Énergétique Coréenne (KEDO) prévue dans l'accord cadre de 1994 et ayant pour but la construction de réacteurs à eau légère en RPDC. La Communauté Européenne de l'Énergie Atomique avait investi 122 millions de dollars dans le projet qui n'avait jamais abouti. Dès le début des années 2010, l'Union s'est réinvestie isolation dans le cadre des Nations Unies sur la question des droits de l'Homme dans le pays, les spécialistes considèrent qu'elle peut faire plus.

Pour ce faire, elle pourrait d'abord envisager d'élaborer une analyse propre sur le dossier nord-coréen en tissant des liens avec les instituts spécialisés à Séoul ou Washington afin d'avoir accès aux données concernant Pyongyang et d'établir son propre vivier de recherche. Enfin, les Etats membres eux-mêmes doivent définir une vision commune de ce qu'ils considèrent comme violation et les réponses qu'ils devront donner à celles-ci. Nous pouvons penser ici à une rupture du lien diplomatique, qui compte aux yeux de Pyongyang. Cette arrivée dans les affaires coréennes ne pourra se faire sans concerter les autres parties engagées, notamment les Etats-Unis, la RDC et le Japon qui devront partager les informations qu'ils possèdent afin de traiter le problème nord-coréen comme une menace non plus régionale, mais mondiale à la paix et la sécurité internationales<sup>99</sup>.

En ce qui concerne les Nations Unies, plusieurs *scenarii* se dessinent dans le traitement du cas nord-coréen. Afin d'orienter de meilleure manière l'action de l'organisation, ses membres et en particulier le Conseil de sécurité doivent s'interroger sur la finalité poursuivie. Le problème, ici encore, est que les parties en ont de très différentes. Les Etats-Unis de Donald Trump visent, dans l'absolu, un changement de régime en RPDC en éliminant purement et simplement Kim Jong-un, mais cette voie paraît pour le moment extrêmement difficile à réaliser car même si l'occasion se présentait cette option buterait sur les oppositions de Moscou et Beijing. Ces derniers adoptent une position favorable au contrôle du programme nucléaire suivi de la dénucléarisation du pays. C'est une voie que la diplomatie peut prendre mais celle-ci ne pourra se montrer fructueuse que si elle agit sans ombre militaire menaçante pour Pyongyang.

---

<sup>99</sup> *Ibid.*

Ce processus de dialogue pourrait s'inspirer du cas Iranien avec un moratoire sur les essais nucléaires ou encore un plafond de production de matière fissible. Cependant, l'isolement du pays pose la question des inspections et laisse cette option dans l'impasse<sup>100</sup>.

En somme, les sanctions existantes atteignent peu le régime qui arrive toujours à avoir une longueur d'avance pour les contourner et ne sont pas adaptées à la réalité stratégique du terrain. Elles ont néanmoins le mérite d'exister parfois après de longs débats au sein du Conseil de sécurité. Comment les améliorer pour les rendre plus efficaces ? Il faudrait tout d'abord appliquer à la lettre les recommandations du groupe d'experts publiées chaque année en étant vigilants à renseigner précisément les différentes catégories et sous-catégories des matières premières et produits visés.

Ensuite, le Conseil de sécurité pourrait trouver le consensus et la volonté politique nécessaires à l'élaboration de sanctions radicales ou « coup de poing » qui, sans être militaires, ne laissent pas le choix au régime, Joseph Dethomas<sup>101</sup> pense notamment à un arrêt des livraisons de carburant et à l'interdiction des investissements étrangers dans le pays. Ce type de sanctions servirait de dissuasion aux agissements les plus graves alors qu'en retour l'allègement des sanctions les plus minimales pourrait être décidé si Pyongyang acceptait de se remettre à la table des négociations<sup>102</sup>. Cette idée s'inscrit dans la définition même du *hard power* de Joseph Nye où il faut savoir manier, à la fois, la carotte et le bâton. Il est cependant clair que ces hypothèses ne pourront voir le jour sans le soutien et la totale coopération de la Chine, pièce centrale au cœur de l'échiquier coréen.

---

<sup>100</sup>Joseph M. DETHOMAS, « Sanction's role in dealing with the North Korean problem », *US-Korea Institute*, Université John Hopkins, Janvier 2016.p.13.

<sup>101</sup> Ancien ambassadeur américain, il fut l'assistant du secrétaire d'Etat à la non-prolifération de 1999 à 2001 et a notamment travaillé sur l'Iran, l'Irak, la Corée du Nord et le Pakistan, il est professeur à l'Université de Pennsylvanie.

<sup>102</sup> *Ibid.*p.17.

## **SECTION 2 : La Chine acteur central du dossier coréen**

La Chine regarde d'un œil inquiet les progrès technologiques et balistiques de l'armement nord-coréen. Non pas qu'il soit dirigé contre lui, mais plutôt que son utilisation pour des essais dans une logique de provocation ne mène à la prolifération de ce type d'armes dans la région pouvant arriver jusqu'à Taiwan<sup>103</sup>. C'est l'une des raisons pour laquelle le pays s'est fortement investi dans les Pourparlers à Six et n'a pas hésité à prendre des sanctions contre Pyongyang après les premiers essais nucléaires de 2006 et 2009 (§1) mais aussi un tir en 2016 (§2) et interroge sur la voie à adopter pour mener la RPDC à la dénucléarisation (§3).

### **§1- Une relation entre médiation et sanctions**

Les pourparlers à six, instaurés en 2003, ont pour but de mener la RPDC à se conformer au TNP et de respecter les visites des inspecteurs envoyés par l'AIEA. En signe de compensation, le gouvernement Américain s'engage à ne pas envahir le pays et la Corée du Sud à ne pas développer ou accueillir d'installations militaires nucléaires sur son sol. Ces rencontres multilatérales réunissant, les deux Corées, le Japon, les Etats-Unis, la Russie et la Chine n'ont pour le moment pas abouti à des résultats concrets. Elles représentent cependant un cadre de dialogue privilégié entre les principaux intéressés dans ce dossier. C'est un théâtre important pour Beijing qui compte sur cette structure pour faire valoir son *leadership* dans la région de par sa relation privilégiée avec le régime de Pyongyang. Cela se retrouve dans l'investissement consenti par les autorités chinoises particulièrement en préparation des discussions multilatérales par le biais de rencontres préalables avec les négociateurs nord-coréens. On peut alors dire qu'elle est la principale artisanne des accords conclus en septembre 2005 et février 2007, un temps porteurs d'espoirs avant que Kim Jong-il ne reprenne les essais entraînant la colère de Beijing.

En guise de représailles, celle-ci a voté en faveur des résolutions 1718 et 1874 d'octobre 2006 et juin 2009 du Conseil de sécurité. Ce vote induit le fait qu'elle soit prête à mettre en vigueur des sanctions contre le régime.

---

<sup>103</sup> Sébastien COLIN, « Péninsule et incertitudes coréennes : quels enjeux géopolitiques pour la Chine » *Hérodote*, 2011, p.77.

Celles-ci prirent la forme d'un embargo sur les composantes nucléaires, les équipements militaires lourds, les produits de luxe, une réduction sur les approvisionnements pétroliers et un gel des avoirs et des transactions financières. Des actions de contre-prolifération furent également menées de concert avec les Etats-Unis comme le contrôle de navires suspectés de transporter des armes de destruction massive ou l'interdiction de survol du territoire chinois pour les avions nord-coréens en direction d'Iran où la suspicion de cargaison de nature nucléaire est forte<sup>104</sup>.

Il faut cependant garder à l'esprit le fait que les intérêts chinois sont dans le dialogue et non la crispation avec la RPDC. C'est pour cela que les sanctions prises relèvent plus du symbolique que du pragmatique. Elle se place en médiateur dans les affaires entre la communauté internationale et Pyongyang. Ainsi, elle n'a pas condamné l'attaque du *Cheonan* ou le bombardement de l'île de Yeonpyeong mais a appelé Séoul et Washington à des pourparlers d'urgence, qu'ils refusèrent.

Les intérêts chinois résident dans le maintien du régime. Dans l'hypothèse où le pays s'effondrerait les conséquences pour Beijing s'avèreraient trop importantes : afflux de réfugiés via les zones frontalières, présence militaire américaine à ces portes ou résurgence d'un nationalisme coréen pouvant déstabiliser les régions voisines abritant une forte minorité coréenne. Ces raisons expliquent également les vues chinoises d'une potentielle unification, leur principal souhait est qu'elle soit 100 % coréenne et indépendante de toute influence ou intervention militaire étrangère notamment celle des Etats-Unis. Les Elites militaires du pays admettent cependant que les forces américaines les servent en contenant un retour de la puissance japonaise mais ils demeurent menacés par la tendance hégémonique de Washington dans la région.

Beijing tente de prendre en considération la valeur stratégique qu'ont chacune des deux Corées pour elle: d'un côté la RPDC est le partenaire historique du pays et sert désormais d'Etat tampon avec les troupes américaines stationnées en territoire sud-coréen, de l'autre la RDC est devenue au fil des années un partenaire économique majeur pour la Chine avec des échanges atteignant 228,9 milliards de dollars en 2013<sup>105</sup>.

---

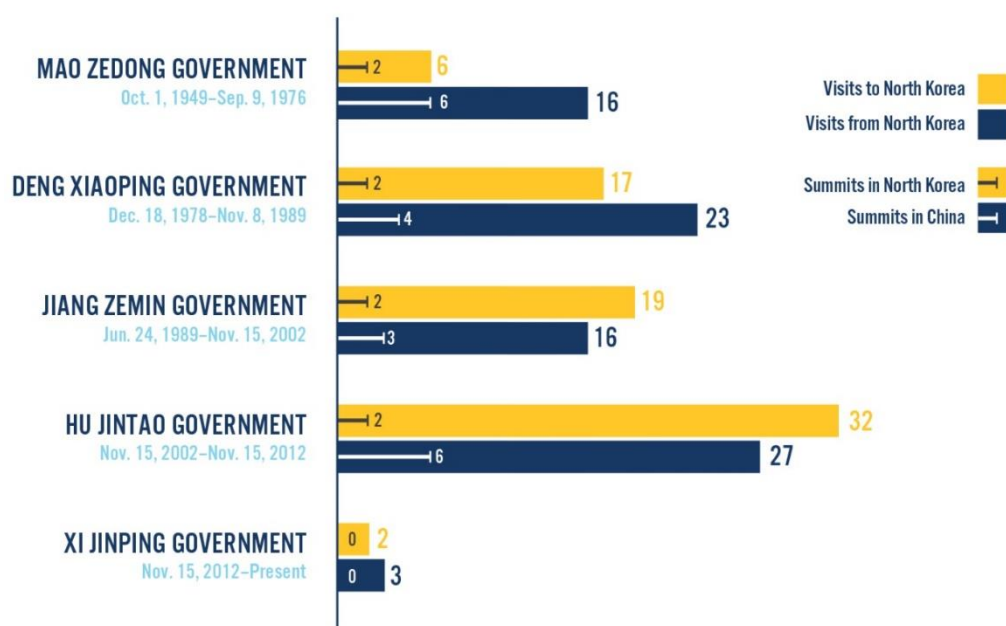
<sup>104</sup> *Ibid.*p.80.

<sup>105</sup> *Ibid.*p.82.

L'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un et l'accentuation des provocations envers les Etats-Unis et ses alliés, a placé la Chine au centre des débats coréens. Et pourtant, le jeune dirigeant coréen n'a pas ménagé ses partenaires chinois en effectuant son 3<sup>ème</sup> essai nucléaire lors de la période de transition à la tête de l'Etat chinois. Le président nouvellement en place, Xi Jinping, a par la suite adopté une position plus ferme envers sa voisine nord-coréenne. Un autre élément significatif du glissement de la relation sino – nord-coréenne est l'importante réduction des visites officielles de hauts-cadres et des deux chefs d'Etat.

Cette différence est représentée dans le graphique<sup>106</sup> ci-dessous, réalisé par le *Center for Strategic and International Studies* faisant état des visites mutuelles depuis la fondation de la République Populaire de Chine. On retrouve l'investissement du gouvernement de Hu Jintao dans les Pourparlers à Six avec ses nombreuses visites en RPDC et les six sommets organisés en Chine. Cette position contraste avec celle de son successeur avec Kim Jong-un qui, en cinq ans, n'ont pas effectué la moitié des rencontres que leurs prédécesseurs ont mené en dix ans.

### HIGH LEVEL VISITS\* UNDER CHINESE LEADERS



\* "High level visit" is defined as a meeting between Chinese and North Korean officials at the level of the Minister of Foreign Affairs or above

CSIS | CENTER FOR STRATEGIC & INTERNATIONAL STUDIES

<sup>106</sup> Graphique disponible à l'adresse suivante : <http://beyondparallel.csis.org/china-dprk-high-level-visits-since-1953/> Consulté le 1 mai 2017.

Ainsi, Liu Yunshan, membre du comité permanent du Parti Communiste chinois, fut le plus haut dirigeant à visiter la RPDC en assistant aux célébrations du 70<sup>ème</sup> anniversaire du PTC en octobre 2015. Il était néanmoins porteur d'un message du président Xi qui exprimait sa volonté de renforcer les liens entre les deux pays alors que Kim Jong-un lançait au même moment un appel de nature similaire en direction de Moscou. Cette volonté de diversification des échanges et d'émancipation vis-à-vis de Beijing ne lui est pas inconnue puisque comme expliqué au début de cette étude, elle possède un ancrage important en RPDC et constate l'arrivée progressive de capitaux et entreprises russes sur le terrain.

Petit à petit, la Chine perd son monopole sur l'économie du pays mais son influence perdure. Cependant les deux essais nucléaires effectués en 2016 la mettent dans l'embarras sur la scène internationale où elle doit concilier sa relation historique avec la RPDC et ses liens économiques importants avec la RDC. Devant l'insistance nord-coréenne de s'affirmer en tant qu'Etat nucléaire, Beijing apporta son soutien aux résolutions du Conseil de sécurité condamnant l'activité militaire du régime. Officiellement, la Chine œuvre en faveur de la dénucléarisation de la péninsule et l'application des sanctions internationales, mais elle poursuit, en coulisses, son engagement économique pour la stabilité du régime et une ouverture progressive du pays sur le monde extérieur.

Cette position peut interroger sur la réelle portée des sanctions et la détermination chinoise de les voir appliquées. La réaction aux essais nucléaires de 2016 a entraîné, pour la première fois, un soutien chinois aux restrictions d'exportations de charbon comprises dans la résolution 2321. Ce choix fut critiqué par certains experts chinois opérant dans la région frontalière de la RPDC, convaincus que l'ouverture économique est la seule voie possible vers la dénucléarisation du régime<sup>107</sup>.

---

<sup>107</sup> Fei SU, Lora SAALMAN, « China's engagement of North Korea: Challenges and Opportunities for Europe », *Stockholm International Peace Research Institute*, Février 2017.p.2.



## §2- Le tournant de la résolution 2321

La résolution 2321 comprend, à ce jour, le régime de sanctions le plus adapté et sévère jamais mis en place pour la RPDC. L'élaboration du projet de résolution a duré plus de 2 mois et démontre à quel point les intérêts des Etats impliqués divergeaient sur le dossier. Il s'agissait notamment des positions de Beijing et Washington, et à la lecture du texte final on remarque que la vision de la première y est bien ancrée puisque les sanctions décidées n'ont pas vocation à toucher le quotidien de la population et les échanges liés à sa subsistance.

La Chine a néanmoins ses propres inquiétudes sur le bon équilibre à trouver dans les sanctions pour faire revenir Pyongyang à la table des négociations tout en préservant le régime des Kim, garant de la stabilité du pays. Cette résolution plafonne notamment les exportations de charbon et dérivés depuis la RPDC vers l'étranger à 400,87 millions de dollars ou 7 500 000 tonnes, estimation faite pour maintenir certains revenus nécessaires à la survie du peuple nord-coréen. En mars 2017, 2 680 327 tonnes de charbon avaient déjà été achetées selon le comité des sanctions 1718, chargé d'assurer le contrôle du respect du plafond défini<sup>108</sup>. Tout Etat achetant à la RPDC doit se signaler au comité et les dérogations doivent également lui être adressées.

Au-delà du commerce, la résolution vise aussi un certain nombre de hauts cadres et diplomates nord-coréens soupçonnés de trafics divers via les représentations diplomatiques de la RPDC à travers le monde. C'est pourquoi, les représentations ainsi que les diplomates ne pourront désormais être titulaires que d'un seul compte en banque. La résolution demande par ailleurs aux Etats membres de :

*« réduire le nombre d'agents dans les missions diplomatiques et les postes consulaires nord-coréens sur leur territoire <sup>109</sup>»*

Ceci est une demande et non une décision, les Etats membres sont libres de choisir d'agir ou non sur la question. On peut interpréter cette liberté d'action comme l'expression de la volonté chinoise de rappeler Pyongyang à la table des négociations.

---

<sup>108</sup> Comité des Sanctions 1718, « Achat de Charbon de la République populaire démocratique de Corée par les Etats Membres ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1718/procurement-of-dprk-coal-by-member-states> Consulté le 1 Mai 2017.

<sup>109</sup> Résolution 2321 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 30 novembre 2016. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2321\(2016\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2321(2016)) Consulté le 1 mai 2017.

Or affaiblir le réseau diplomatique de la RPDC la pousserait certainement à un niveau de repli supérieur où aucun dialogue ne serait possible.

Par ailleurs, la résolution fait allusion, pour la première fois, au sort des travailleurs nord-coréens, main d'œuvre bon marché, qui permet au régime d'obtenir des devises étrangères. Ici aussi pas d'obligation, mais un appel à la vigilance car les revenus de ce travail sont très probablement réemployés par le régime dans le développement de l'arsenal nucléaire. Une fois de plus, la Chine a fait barrage à une interdiction<sup>110</sup> sur cette question car cette main d'œuvre est nécessaire à ses entreprises, et leur demande prévaut sur de potentielles sanctions. En signe de bonne volonté, le gouvernement chinois a alors mis en place une procédure plus stricte pour l'obtention des visas de travail, mais garde une certaine flexibilité dans son application effective pour mieux répondre aux demandes de main d'œuvre<sup>111</sup>. Elle utilise pour cela à son avantage le caractère vague de la résolution sur le sujet.

Il est intéressant de se pencher sur les sanctions unilatérales décidées par les Etats-Unis après l'adoption de la résolution car elles incluent certainement des dispositions rejetées par les diplomates chinois lors des négociations au Conseil de sécurité. Ainsi, Washington va plus loin en matière de lutte contre l'accumulation de devises étrangères par le régime en ajoutant sur sa liste des « Ressortissants spécialement désignés » 7 personnes et 16 entités avec lesquels les citoyens et entreprises américaines n'ont pas le droit de faire affaire. Celles-ci sont principalement liées aux domaines de l'énergie, du transport, de la finance ou encore du commerce de main d'œuvre<sup>112</sup>. Le but est de limiter que de l'argent américain arrive entre les mains du régime et du PTC via des entreprises peu regardantes dans les contrats qu'elles passent avec l'étranger. La problématique énergétique soulevée par le gouvernement américain a obtenu le soutien de certains experts chinois qui voient en ce type de restrictions, un moyen de forcer Pyongyang à la négociation. La question est cependant loin d'être transposée dans une résolution du Conseil de sécurité puisque la Russie et la Chine sont les principaux fournisseurs de la RPDC.

---

<sup>110</sup> Il est cependant interdit d'employer des équipages nord-coréens.

<sup>111</sup> Fei SU, Lora SAALMAN, *Op.cit.* p.15.

<sup>112</sup> Specially Designated Nationals And Blocked Persons List (SDN) Human Readable Lists, US Department of the Treasury. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.treasury.gov/ofac/downloads/ctrylst.txt> Consulté le 1 mai 2017.

Dans son rapport sur l'application de la résolution, la Chine expose sa volonté de reprise des négociations à six et les différentes mesures internes prises pour stopper les importations de charbon nord-coréen.

Le 18 février 2017, le ministère du commerce a interdit toutes les importations de charbon jusqu'au 31 décembre, cela représente un manque à gagner conséquent pour Pyongyang.

Enfin, après avoir développé les différentes mesures internes pour la bonne application des sanctions, la représentation permanente de la Chine auprès des Nations Unies rappelle la vision initiale de Beijing :

*« Les sanctions ne sont pas un but en soi, et les résolutions du Conseil de sécurité ne sauraient apporter de solution fondamentale aux problèmes de la péninsule coréenne. Seuls le dialogue et la négociation peuvent les résoudre. [...] La Chine s'oppose au déploiement du système antimissile balistique THAAD sur la péninsule. La Chine continuera de favoriser la communication et la coordination avec toutes les parties intéressées et de contribuer de façon positive et constructive à la réalisation, le plus tôt possible, d'une paix et d'une sécurité durables sur la péninsule coréenne <sup>113</sup>»*

La référence au déploiement du THAAD est intéressante car elle montre que la Chine n'est pas dupe de l'escalade des provocations entre Donald Trump et Kim Jong-un. L'installation d'un tel système ne fait que renforcer l'idée de menace qui pèse sur la RPDC et la conforte dans ses ambitions nucléaires et balistiques. Par ailleurs, le THAAD représente un point de friction avec les Etats-Unis pour la Chine. En effet, Beijing craint qu'en plus de protéger la RDC d'une attaque du nord, Washington utilise le système pour affaiblir ses propres capacités militaires et prendre la main en Asie nord-est.

Cette question, liée à celle des sanctions, a animé le débat national en Chine. En juillet 2016, alors que le gouvernement sud-coréen annonçait le déploiement du THAAD dans un futur proche, le *Global Times* journal chinois connu pour exprimer les opinions du gouvernement, publiait un éditorial contenant 5 contremesures à mettre en place. Les possibles conséquences de l'application des sanctions sur la sécurité de la région sont également évoquées<sup>114</sup>.

---

<sup>113</sup> Note verbale datée du 15 mars 2017, adressée au Président du Comité par la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/AC.49/2017/33](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/AC.49/2017/33) Consulté le 1 mai 2017.

<sup>114</sup> Fei SU, Lora SAALMAN, *Op.cit.* p.10.

Le sujet divise les spécialistes chinois qui cherchent l'équilibre entre les sanctions contre la RPDC et la riposte vis-à-vis du THAAD. Ainsi, certains prônent, à court terme, l'exécution des sanctions puis progressivement les modeler aux intérêts de Beijing. D'autres sont en faveur d'un plus grand rapprochement avec Pyongyang pour contrer Washington. La stratégie apparaissant comme la plus profitable au pays, est celle qui permette, à la fois, de stopper le développement nucléaire nord-coréen tout en empêchant les Etats-Unis de se servir de la situation de la RPDC pour atteindre les intérêts chinois. Pour ce faire, il est précisé qu'il faut poursuivre les efforts de dialogue et de négociation avec Kim Jong-un pour la dénucléarisation du pays, et, en retour, rendre les sanctions plus flexibles à la volonté de coopérer du jeune dirigeant<sup>115</sup>.

L'analyse du volume du commerce bilatéral à cette période montre que Beijing a choisi en représailles de resserrer ses liens avec Pyongyang puisque les échanges dépassent les 600 millions de dollars entre juillet et septembre 2016, volume qui n'avait plus été atteint depuis 2014<sup>116</sup>. Cette position n'est cependant pas partagée par la totalité de la communauté universitaire chinoise. Certains craignent que cette utilisation des sanctions dans le bras de fer sur le THAAD n'envoie le mauvais message à la RPDC sur la vision chinoise de son programme nucléaire et qu'elle continue sur sa lancée de provocations. De plus, les sanctions relèvent des obligations de Beijing envers l'ONU alors que le THAAD est une affaire de sécurité nationale<sup>117</sup>.

La mise en place du système en RDC s'est accompagnée d'une riposte de la part de la Chine sous la forme d'une baisse drastique des voyages organisés vers le pays. Les chinois étant les plus nombreux à visiter le Sud, l'économie des régions touristiques comme l'île de Jeju va connaître un important manque à gagner. En outre, certains groupes nationalistes appellent à boycotter les produits sud-coréens présents sur le marché chinois avec en premier lieu la chaîne de magasin Lotte.

---

<sup>115</sup> *Ibid.* p.11.

<sup>116</sup> Pour l'évolution voir le graphique en annexe IV.

<sup>117</sup> *Ibid.* p.12.

### §3- Quelles possibilités pour conduire Pyongyang à la dénucléarisation ?

En dehors des considérations internationales, la Chine demeure inquiète de l'accélération du programme nucléaire nord-coréen et de ce qu'il signifie pour sa sécurité. Bien qu'elle sache qu'elle n'est pas la cible de Pyongyang, ce sont les représailles potentielles de Washington, Tokyo et Séoul qui pourraient par ricochet avoir une incidence sur sa sécurité. Afin d'éviter ce scénario, Beijing a suivi d'un œil inquiet les différentes déclarations du nouveau président américain qui exprimait clairement la possibilité d'une frappe préemptive sur la RPDC<sup>118</sup>. Cela remettrait en question les propos de février 2016 du ministre des affaires étrangères, Wang Yi, qui déclarait que traiter les affaires coréennes par une option militaire était inacceptable pour son pays<sup>119</sup> notamment parce qu'elle aurait de directes répercussions, précédemment évoquées, que Beijing souhaite à tout prix éviter.

Pour ce qui est des sanctions, les experts chinois s'accordent sur leur nécessité mais une partie affirme qu'elles ne sauraient être suffisantes pour mener le régime à la dénucléarisation. Elles doivent être intégrées dans une stratégie globale d'engagement et de dialogue avec les parties à la manière des Pourparlers à Six. Cependant, il est nécessaire que Séoul, Washington et Tokyo soient en mesure de fournir des garanties de sécurité à Pyongyang qui a bâti son arsenal nucléaire et balistique sur la menace qui pesait sur elle. Il serait par ailleurs, très ambitieux d'espérer aboutir à la dénucléarisation totale de la RPDC, c'est pourquoi les objectifs chinois sont gradués et tablent tout d'abord sur un gel des activités. La Chine souhaite aussi aborder la problématique du règlement formel du conflit intercoréen avec la signature d'un traité de paix avec les Etats-Unis. Alors que la communauté internationale débat sur la possibilité d'un effondrement du régime<sup>120</sup>, la Chine maintient sa position de garante de la stabilité de la région et défend l'idée d'une RPDC ouverte avec Kim Jong-un au pouvoir.

---

<sup>118</sup> William M. ARKIN, « U.S. may launch strike if North Korea reaches for nuclear trigger » *NBC News*, 13 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.nbcnews.com/news/world/u-s-may-launch-strike-if-north-korea-reaches-nuclear-n746366> Consulté le 2 mai 2017.

<sup>119</sup> Fei SU, Lora SAALMAN, *Op.cit.* p.13.

<sup>120</sup> Cette option est alimentée par de nombreuses associations, souvent religieuses, au Sud qui procèdent à des lancers de ballons remplis de tracts dénonçant les dérives du régime ainsi que du passage de DVD de contrebande de l'autre côté de la frontière.

Cette ouverture se manifeste peu à peu avec les réformes portées par le régime dans le domaine économique avec notamment le développement des ZES et un meilleur rendement de l'agriculture, de la même manière que celle de la Chine dans les années 1980. Il faut néanmoins nuancer cette comparaison car la RPDC connaît des réformes pour l'amélioration des conditions de vie et l'établissement d'une sécurité alimentaire alors que la Chine œuvrait à son développement économique. Cependant, les réguliers échanges entre Donald Trump et le président Xi à son sujet semblent agacer Kim Jong-un, qui, pour la première fois a adressé un message hostile à Beijing le 4 mai 2017. Il est mécontent des « remarques imprudentes » de la Chine au sujet de son programme nucléaire et affirme qu'elles pourraient avoir de « graves conséquences ». Il ajoute enfin que Pyongyang ne suppliera jamais pour l'amitié chinoise alors que Beijing, s'investit de plus en plus dans les sanctions<sup>121</sup>.

La poursuite par la Chine de l'objectif d'une Corée du Nord stable pourrait la conduire à se rapprocher de l'Union Européenne, qui, comme nous l'avons montré aspire à avoir un plus grand rôle dans la gestion du dossier nord-coréen. Bien que son agenda soit orienté sur la protection des droits de l'Homme et les sanctions, Bruxelles souhaite également mener des actions pour la non-prolifération et la stabilité de la région.

Ces points communs pourront, quand la situation se présentera, servir de fondation à une coopération approfondie sur la meilleure stratégie à adopter pour conduire Pyongyang à l'abandon de son programme<sup>122</sup>.

L'UE a tout intérêt à s'investir dans ce projet qui lui permettrait de gagner en influence en Asie mais aussi de se placer comme un acteur clé des questions de non-proliférations après l'accord iranien de 2015.

---

<sup>121</sup> Han-soo LEE, « Don't test our patience: North Korea implies damaged alliance with Beijing » The Korea Times, 4 mai 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.koreatimes.co.kr/www/common/vpage-pt.asp?categorycode=103&newsidx=228814> Consulté le 4 mai 2017.

<sup>122</sup> Fei SU, Lora SAALMAN, *Op.cit.* p.50.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

---

Alors que Kim Jong-un fête en cette année 2017 sa 5<sup>ème</sup> année au pouvoir, les tensions n'ont jamais été aussi vives autour de la péninsule coréenne. En effet, les différents tirs de missiles et essais nucléaires conjugués avec l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis ont engendré une escalade de la confrontation entre Pyongyang et Washington. Relativement préservé lors de ces premières années au pouvoir par l'administration Obama<sup>123</sup>, Kim Jong-un a pu prouver aux membres du parti qu'il avait les capacités et le charisme nécessaire à la conduite des affaires du pays et en particulier à la poursuite de ses activités nucléaires et balistiques garantes de sa dissuasion.

L'inefficacité onusienne et les positions ambiguës de la Chine ont poussé le nouveau président américain à prendre ses responsabilités. Sa personnalité et son sens particulier de la diplomatie déconcertent aussi bien à Beijing qu'à Séoul et Tokyo. Néanmoins, après un mois d'avril où le déclenchement du conflit semblait imminent, le mois de mai apporte des rebondissements avec à la fois l'élection du social-libéral Moon Jae-in à la Maison Bleue<sup>124</sup>, favorable à une ouverture à la RPDC, et les dernières déclarations du président américain où il évoque une possible rencontre avec Kim Jong-un<sup>125</sup>.

Ces différents changements marquent l'entrée dans une nouvelle manière d'appréhender le dossier nord-coréen. Il ne suffit plus d'essayer d'étouffer le régime par des sanctions en attendant que celui-ci s'effondre mais de réellement travailler de concert avec Beijing et Moscou à une ouverture progressive du pays. Comme évoqué dans cette étude, l'Union Européenne pourrait constituer un médiateur dans de possibles dialogues à venir et aider à enfin apporter la paix sur la péninsule coréenne. C'est seulement après une période de coexistence pacifique que l'on peut imaginer voir émerger la possibilité d'une réunification.

---

<sup>123</sup> Le président Obama malgré sa politique de « pivot vers l'Asie » a concentré la majorité de ses efforts de politique étrangère sur le Proche et le Moyen-Orient.

<sup>124</sup> La demeure du président sud-coréen à Séoul.

<sup>125</sup> Jeremy DIAMOND, Zachary COHEN, « Trump: I'd be 'honored' to meet Kim Jong Un under 'right circumstances' », *CNN*, 2 Mai 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://edition.cnn.com/2017/05/01/politics/donald-trump-meet-north-korea-kim-jong-un/> Consulté le 10 mai 2017.

## **TABLES DES ANNEXES**

---

**Annexe I :** Les mouvements de population à la frontière sino-nord-coréenne.

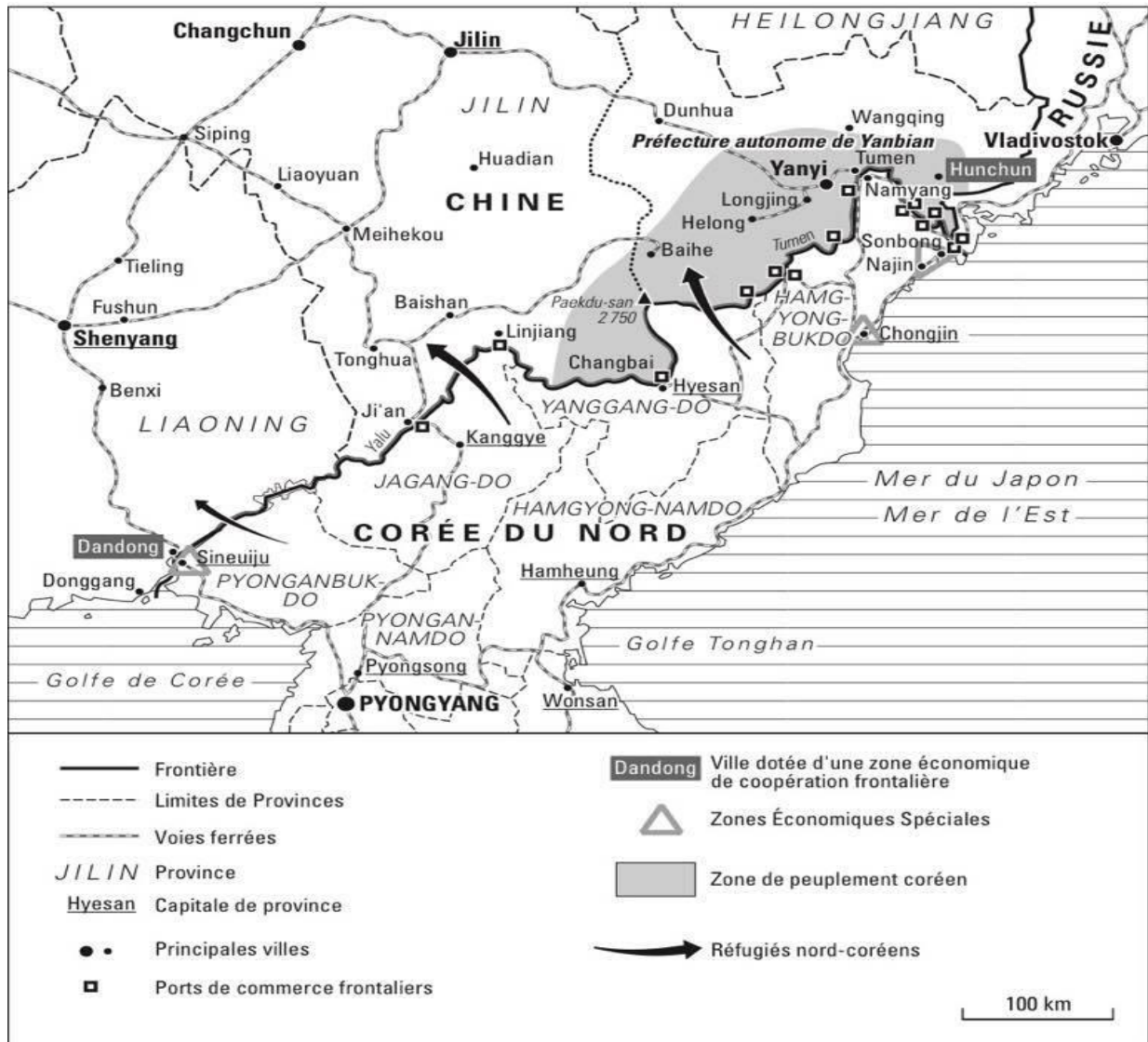
**Annexe II :** Estimations sud-coréennes de l'équilibre des forces intercoréennes

**Annexe III :** Portée des principaux missiles nord-coréens

**Annexe IV :** Evolution du volume du commerce sino – nord-coréen entre 2014 et 2016

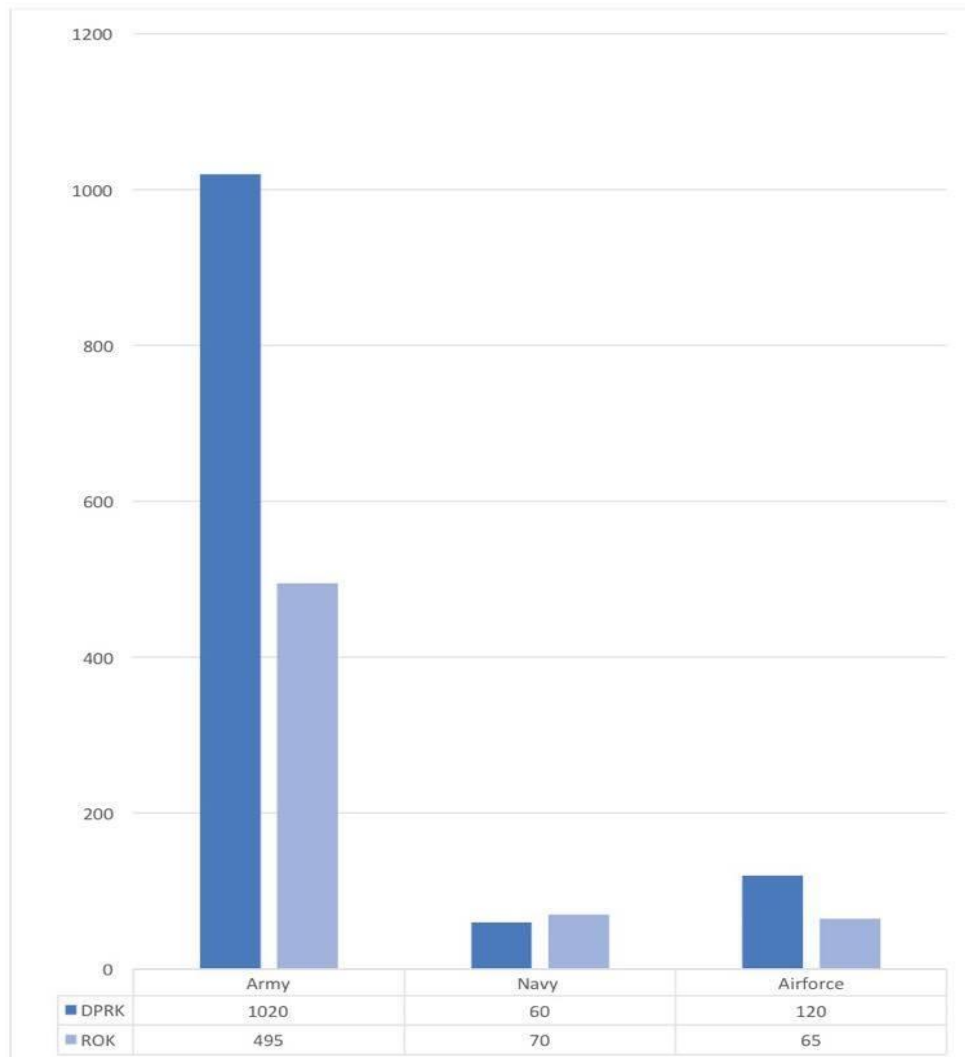


## ANNEXE I : Les mouvements de population à la frontière sino-nord-coréenne.



**Source:** Sébastien COLIN, « Péninsule et incertitudes coréennes : quels enjeux géopolitiques pour la Chine » *Hérodote*, La Découverte, 2011, p.90.

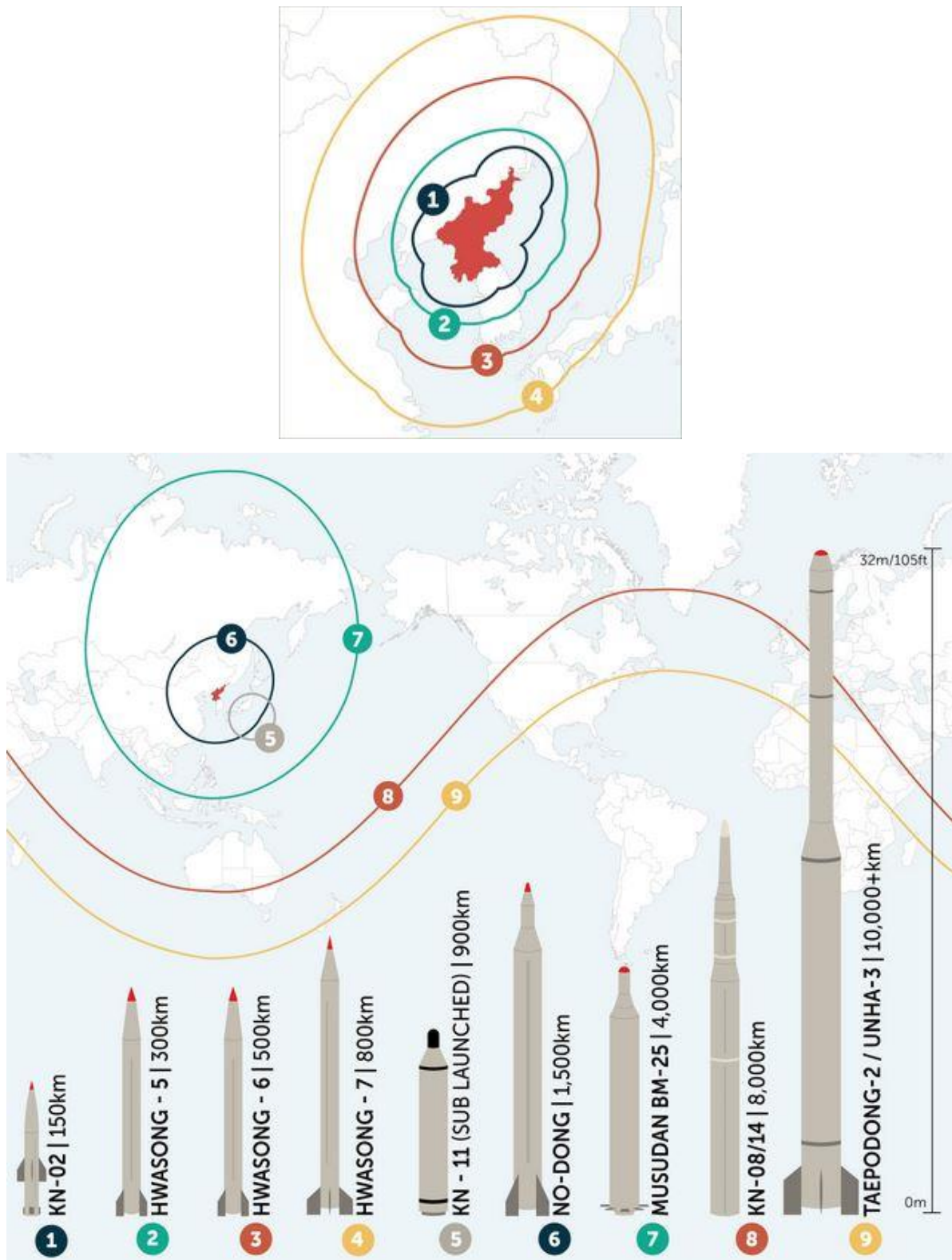
## ANNEXE II : Estimations sud-coréennes de l'équilibre des forces intercoréennes



**Source :** Anthony H. CORDESMAN & Charles AYERS, « The Military Balance in the Koreas and Northeast Asia », *Center for Strategic International Studies*, Washington DC, 17 Novembre 2016, p.89.

Ce graphique a été élaboré grâce aux données présentes dans le livre blanc sur la défense sud-coréen de 2014.

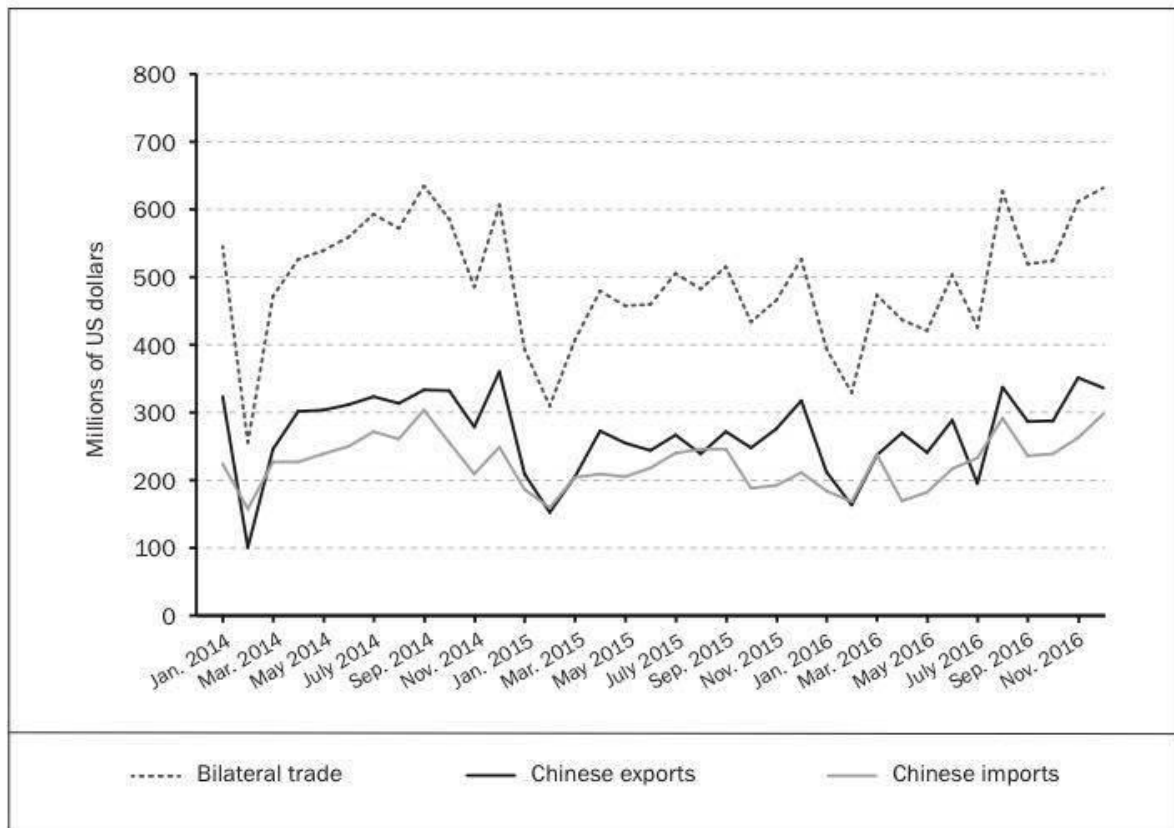
### ANNEXE III : Portée des principaux missiles nord-coréens



**Source :** *Missile threat*, une initiative du *Center for Strategic & International Studies*.

Disponible à l'adresse suivante : <https://missilethreat.csis.org/country/dprk/>

**ANNEXE IV : Evolution du volume du commerce sino – nord-coréen  
entre 2014 et 2016**



**Source :** Fei SU, Lora SAALMAN, « China's engagement of North Korea: Challenges and Opportunities for Europe », *Stockholm International Peace Research Institute*, Février 2017, p.10.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Ouvrages :

Claude HELPER, *Corée du Nord : dénucléarisation et Succession de KIM Jong-il*, Points sur l'Asie, Paris, L'Harmattan, 2011.

David C. KANG, «The security of the Korean peninsula », *The Routledge Handbook of Asian Security Studies*, 2013.

Philippe PONS, *Corée du Nord un Etat guérilla en mutation*, Paris, Gallimard, 2016.

Thomas C. SCHELLING, *The Strategy of Conflict*, Harvard University Press, Cambridge, 1980.

### Périodiques :

Naoko AOKI, « Korea's Third KIM: Will Anything Change ? », *World Affairs*, Vol.174, No. 6 Mars- Avril 2012.

Peter M. BECK, « North Korea in 2010 Provocations and Succession », *Asian Survey* Vol. 51, No. 1, Janvier – Février 2011, University of California Press.

Adam CATHCART, Steven DENNEY, « North Korea's cultural diplomacy in the early Kim Jong-un era », *North Korean Review*, Vol. 9, No 2, Automne 2013.

Kwang-Ho CHUN, « Approches Multiniveaux Du Dilemme De La Question Nucléaire en Corée du Nord Et De La Sécurité En Asie Du Nord-Est », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 19, Mars 2012.

Sébastien COLIN, « Péninsule et Incertitudes Coréennes : Quels Enjeux Géopolitiques Pour la Chine ? », *Hérodote*, No 141, Février 2011, La Découverte.

Béatrice GIBLIN, « Corée du Sud – Corée du Nord : Des Relations Influencées Par les Enjeux Géopolitiques Locaux et Régionaux », *Hérodote*, No 141, Février 2011, La Découverte.

Bruce KLINGER, « Obama's evolving North Korean policy », *Samsung Economic Research Institute*, SERI Quarterly, Séoul, Juillet 2012.

Seung-Keun LEE, « La Crise Nucléaire Nord-Coréenne : Le Bilan et La Résolution », *Hérodote*, No 141, Février 2011, La Découverte.

Jin-Mieug LI, « La Question Territoriale Dans les Relations Internationales en Asie du Nord Est », *Hérodote*, No 141, Février 2011, La Découverte.

Liudmila ZAKHAROVA, « Economic cooperation between Russia and North Korea new goals, new approaches », *Journal of Eurasian Studies*, Vol. 7, 2016.

## Rapports:

Eduardo Zachary ALBRECHT, « North Korea & the UN Security Council: Action, reaction, trust, and mistrust », *International Peace Institute*, New York, 2013.

David ALBRIGHT, *Future Directions in the DPRK's Nuclear Weapons Program: Three Scenarios For 2020*, North Korea's Nuclear Futures Series, US-Korea Institute at SAIS, 2015.

Anthony H. CORDESMAN & Charles AYERS, « The Military Balance in the Koreas and Northeast Asia », *Center for Strategic International Studies*, Washington DC, 17 Novembre 2016.

Joseph M. DETHOMAS, « Sanction's role in dealing with the North Korean problem », *US-Korea Institute*, Université John Hopkins, Janvier 2016.

International Crisis Group, « Fire at the City Gate: Why China Keeps North Korea Close », in Asia report n°254, Bruxelles, 09/12/2013.

Jenny JUN, Scott LAFOY, Ethan SOHN, « North Korea's Cyber Operations : Strategy & Responses », *Center for Strategic & International Studies*, Décembre 2015.

Heung-kwang KIM, « Responses and Strategies against North Korea's Cyber Information Warfare », *North Korea Intellectuals Solidarity*, Séoul, 2010.

Tetsuo MUROOKA, Hiroyasu AKUTSU, « The Korean peninsula: North Korea's advanced nuclear and missile capabilities and South Korea's response », *East Asian Strategic Review*, The National Institute for Defense Studies Japan, 2016.

Scott A. SNYDER, « Korean peninsula policy of the Obama administration : focus on security issues », *Deterrence and dialogue : the Korean peninsula after the Cheonan Incident*, The National Institute for Defense Studies, international synopsis on Security affairs 2010, Tokyo, 2010.

Scott A. SNYDER, « Confronting the North Korean threat: reassessing policy options », *Council on Foreign Relations*, 31 janvier 2017. Disponible à l'adresse suivante: [https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/013117\\_Snyder\\_Testimony.pdf](https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/013117_Snyder_Testimony.pdf) Consulté le 22 Avril 2017.

Fei SU, Lora SAALMAN, « China's engagement of North Korea: Challenges and Opportunities for Europe », *Stockholm International Peace Research Institute*, Février 2017.

John K. WARDEN, « North Korea's Nuclear Posture », *Proliferation papers*, IFRI, mars 2017.

## Documents Officiels:

Note verbale datée du 15 mars 2017, adressée au Président du Comité par la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/AC.49/2017/33](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/AC.49/2017/33)  
Consulté le 1 mai 2017.

Procès-verbal de la 7353<sup>ème</sup> séance du Conseil de sécurité, le 22 décembre 2014, New-York.p.2. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/PV.7353](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/PV.7353) consulté le 28 avril 2017.

Rapport du comité d'experts créé par la résolution 1874 du Conseil de sécurité, disponible à l'adresse suivante : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/024/97/PDF/N1702497.pdf?OpenElement> Consulté le 29 avril 2017.

Résolution 2321 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 30 novembre 2016. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2321\(2016\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2321(2016)) Consulté le 1 mai 2017.

Specially Designated Nationals And Blocked Persons List (SDN) Human Readable Lists, US Department of the Treasury. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.treasury.gov/ofac/downloads/ctrylst.txt> Consulté le 1 mai 2017.

## Articles :

Charlotte ALTER, « President Trump is blaming North Korea for behaving very badly », *TIME Magazine*, 17 Mars 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://time.com/4705140/donald-trump-twitter-north-korea/> Consulté le 23 Avril 2017.

William M. ARKIN, « U.S. may launch strike if North Korea reaches for nuclear trigger » *NBC News*, 13 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.nbcnews.com/news/world/u-s-may-launch-strike-if-north-korea-reaches-nuclear-n746366> Consulté le 2 mai 2017.

Joshua BERLINGER, « Murder of North Korea's Kim Jong nam : Timeline of intrigue », *CNN*, 3 Mars 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://edition.cnn.com/2017/02/20/asia/kim-jong-nam-death-timeline/> Consulté le 21 Avril 2017.

Sang-hun CHOE, David E. SANGER, « Korea Execution Is Tied to Clash Over Businesses », *The New York Times*, 23 Décembre 2013. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.nytimes.com/2013/12/24/world/asia/north-korea-purge.html> Consulté le 20 Novembre 2016.

Jeremy DIAMOND, Zachary COHEN, « Trump: I'd be 'honored' to meet Kim Jong Un under 'right circumstances' », *CNN*, 2 Mai 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://edition.cnn.com/2017/05/01/politics/donald-trump-meet-north-korea-kim-jong-un/> Consulté le 10 mai 2017.

James GRIFFITHS, Paula HANCOCKS, « Tillerson on North Korea : military action is an option », *CNN*, 17 mars 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://edition.cnn.com/2017/03/17/politics/tillerson-south-korea-dmz/> Consulté le 23 Avril 2017.

Maggie HABERMAN, David E. SANGER, « Donald Trump Expounds on his Foreign Policy Views », *The New York Times*, 26 Mars 2016. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html?\\_r=0](https://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html?_r=0) Consulté le 22 Avril 2017.

Bruce JENTLESON, « Coercive diplomacy : scope and limits in the contemporary world », *The Stanley Foundation*, Policy Analysis Brief, Décembre 2006. Disponible à l'adresse suivante : <http://stanleyfoundation.org/publications/pab/pab06CoerDip.pdf> Consulté le 21 Avril 2017.

Min Noh JUNG, « China Extends North Korean Border Fences to Bolster Security », *Radio Free Asia*, 05 Août 2013: <http://www.rfa.org/english/news/korea/fences-08052013162858.html> Consulté le 27 Mars 2017

KCNA, « GFTUK Spokesman Supports New Strategic Line », 4 Avril 2013.

Jeremy KOH, « A wake-up call at 4am in Pyongyang », *Channel News Asia*, 14 Avril 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.channelnewsasia.com/news/asiapacific/a-wake-up-call-at-4am-in-pyongyang-8719612> Consulté le 20 Avril 2017.



Jeremy KOH, Interview de PAK Jong Hak (directeur général du Ministère des Affaires Etrangères de la RPDC), *Channel News Asia*, 15 avril 2017.

Maya KOSOFF, « Trump taunts North Korea, Twitter chaos ensues », *Vanity Fair*, 3 Janvier 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.vanityfair.com/news/2017/01/trump-taunts-north-korea-twitter-chaos-ensues> Consulté le 23 Avril 2017.

Han-soo LEE, « Don't test our patience: North Korea implies damaged alliance with Beijing » *The Korea Times*, 4 mai 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.koreatimes.co.kr/www/common/vpagept.asp?categorycode=103&newsidx=228814> Consulté le 4 mai 2017.

Seema MODY, «China lashes out as South Korea puts an American anti-missile system in place », *CNBC*, 17 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.cnbc.com/2017/03/17/thaad-anti-missile-system-makes-china-lash-out-at-south-korea.html> consulté le 27 mars 2017.

Oscar NKALA, « Namibia Confirms North Korean-Built Arms and Ammunition Factory », *Defense News*, 17 Mars 2016. Disponible sur: <http://www.defensenews.com/story/defense/international/2016/03/17/namibia-north-korean-arms-ammunition-factory/81902650/> consulté le 7 Avril 2017.

Marcus NOLAND, « North Korean Exports of Labor » *Peterson Institute for International Economics*, 15 Décembre 2014.

Ankit PANDA, «Straight From the US State Department: The 'Pivot' to Asia Is Over », *The Diplomat*, 14 mars 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://thediplomat.com/2017/03/straight-from-the-us-state-department-the-pivot-to-asia-is-over/> consulté le 27 mars 2017.

John SUDWORTH, « Fanfare in Pyongyang over new business development », *BBC News*, 14 Avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.bbc.com/news/av/world-asia-39586872/kim-jong-un-opens-new-street> Consulté le 20 Avril 2017.

Ysana TAKINO, « MOAB, un message clair de Trump à la Corée du Nord », *Courrier International*, 15 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.courrierinternational.com/article/vu-du-japon-moab-un-message-clair-de-trump-la-coree-du-nord> Consulté le 23 Avril.

Harold THIBAUT, « Donald Trump découvre la menace nord-coréenne et la géopolitique de l'Asie », *le Monde*, 13 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/13/donald-trump-decouvre-le-probleme-nord-coreen\\_5110970\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/13/donald-trump-decouvre-le-probleme-nord-coreen_5110970_3210.html) Consulté le 20 Avril 2017.

Boris TOUCAS, « North Korea: The European Union could help break the diplomatic stalemate », *Center for Strategic and International Studies*, Washington DC, 5 Janvier 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://beyondparallel.csis.org/north-korea-the-european-union-could-help-break-the-diplomatic-stalemate/> Consulté le 30 Avril 2017.

- **Agences de Presse**

AFP, « « Femmes de réconfort » : Tokyo rappelle son ambassadeur à Séoul », 6 Janvier 2017. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2017/01/06/femmes-de-reconfort-tokyo-rappelle-son-ambassadeur-a-seoul\\_5058438\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2017/01/06/femmes-de-reconfort-tokyo-rappelle-son-ambassadeur-a-seoul_5058438_3216.html) Consulté le 5 mars 2017.

Le Monde, Reuters et AFP ; « Un porte-avions américain et sa flotte font route vers la péninsule coréenne », *LeMonde.fr*, 9 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/09/un-porte-avions-americain-et-sa-flotte-font-route-vers-la-peninsule-coreenne\\_5108334\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/09/un-porte-avions-americain-et-sa-flotte-font-route-vers-la-peninsule-coreenne_5108334_3210.html) Consulté le 23 Avril 2017.

Agence de presse YONHAP, « La Corée du Nord exhibe un missile semblant être un nouveau ICBM », 15 Avril 2017, disponible à : <http://french.yonhapnews.co.kr/northkorea/2017/04/15/0500000000AFR20170415000600884.HTML> consulté le 16 avril 2017.

Agence de Presse YONHAP, « Washington pourrait demander à l'ONU la fermeture des missions diplomatiques du Nord », 28 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante : <http://french.yonhapnews.co.kr/northkorea/2017/04/28/0500000000AFR20170428000700884.HTML> Consulté le 29 avril 2017.

## TABLES DES MATIERES

---

<b>TABLE DES ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE.....</b>	<b>6</b>
SECTION 1 : UNE CONFRONTATION HISTORIQUE.....	7
§1- <i>Une division héritée de la Guerre Froide</i> .....	7
§2- <i>Une existence internationale entre isolement et dialogue</i> .....	9
SECTION 2: KIM JONG-UN, VERITABLE HERITIER DE LA DYNASTIE DES KIM .....	11
§1- <i>« L'héritier du pays de Kim Il Sung »</i> .....	12
§2- <i>Une légitimité confortée par des purges au sein du parti</i> .....	14
<b>TITRE I :.....</b>	<b>17</b>
<b>UNE AFFIRMATION SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE MELANT DIPLOMATIE COERCITIVE ET RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LES PARTENAIRES HISTORIQUES .....</b>	<b>17</b>
<b>CHAPITRE 1 : LA CONFRONTATION AVEC LES ENNEMIS TRADITIONNELS, SOURCE D'UN REGAIN DE TENSION DANS LA REGION.....</b>	<b>19</b>
SECTION 1 : UNE POLITIQUE ETRANGERE ENTRE DIPLOMATIE COERCITIVE ET « NATIONALISME VICTIMAIRE ».....	19
§1- <i>Des débuts sous l'égide de son père.</i> .....	19
§2- <i>La mise en place de sa propre politique</i> .....	22
§3- <i>Nouveau président américain, nouvelle stratégie</i> .....	24
SECTION 2 : DES RIPOSTES AMERICAINES ET SUD-COREENNE FAVORABLES AU REGIME ..	28
§1- <i>La rupture de la « patience stratégique » de Barack Obama par le candidat Trump</i> .....	28
§2- <i>La politique nord-coréenne du président Trump ou la (non) diplomatie du Tweet</i>	31
§3- <i>Un contexte tendu nécessitant une amélioration des capacités de détection sud-         coréennes</i> .....	34
<b>CHAPITRE 2 : LE RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LES PARTENAIRES HISTORIQUES DU PAYS.....</b>	<b>37</b>

SECTION 1 : LA PERMANENCE DU LIEN CHINOIS .....	37
§1- <i>Une histoire entremêlée et tumultueuse</i> .....	37
§2- <i>La RPDC position stratégique: enjeu de sécurité nationale et économique pour Beijing</i> .....	40
A) <i>Un Etat tampon crucial face aux Etats-Unis</i> .....	40
B) <i>Une équation nord-coréenne à double tranchant : investissements économiques contre stabilité du régime</i> .....	42
C) <i>La question des réfugiés comme variable à prendre en compte</i> .....	45
SECTION 2 : LE RENFORCEMENT DE LA RELATION AVEC LA RUSSIE .....	48
§1- <i>La reprise d'une relation mutuellement bénéfique</i> .....	48
§2- <i>Nouvelle politique étrangère et nouveau leader: une conjonction en faveur d'une plus grande coopération</i> .....	51
<b>TITRE II : .....</b>	<b>56</b>
<b>LA CONTINUITÉ MILITAIRE COMME MOYEN DE DÉFENSE ET DE SURVIE DU RÉGIME.....</b>	<b>56</b>
<b>CHAPITRE 1 : LA PERSISTANCE DE LA MENACE .....</b>	<b>60</b>
SECTION 1 : DES CAPACITES MILITAIRES SIGNIFIANTES ET MULTIPLES .....	60
§1- <i>Des forces conventionnelles nombreuses à l'équipement dépassé</i> .....	61
§2- <i>De nouvelles armes adaptées au monde numérique</i> .....	67
SECTION 2 : LA CONTINUITÉ NUCLEAIRE ET BALISTIQUE COMME CONDITION DE SURVIE	70
§1- <i>Une dissuasion du faible au fort basée sur l'effet compensateur de l'arme</i> .....	71
§2- <i>Des capacités nucléaires et balistiques en constante progression</i> .....	73
§3- <i>Projections de l'évolution des arsenaux à l'horizon 2020</i> .....	78
<b>CHAPITRE 2 : LA DIFFICILE REPOSE INTERNATIONALE.....</b>	<b>81</b>
SECTION 1 : L'INEFFICACITE DU SYSTEME ONUISIEN .....	81
§1- <i>La mise en place d'un régime de sanctions structuré sous Kim Jong-il</i> .....	82
§2- <i>Kim Jong-un face à l'ONU</i> .....	84
§3- <i>Quelles améliorations possibles pour une plus grande efficacité ?</i> .....	89
SECTION 2 : LA CHINE ACTEUR CENTRAL DU DOSSIER COREEN .....	92
§1- <i>Une relation entre médiation et sanctions</i> .....	92
§2- <i>Le tournant de la résolution 2321</i> .....	96
§3- <i>Quelles possibilités pour conduire Pyongyang à la dénucléarisation ?</i> .....	100

<b>CONCLUSION GÉNÉRALE .....</b>	<b>102</b>
<b>TABLES DES ANNEXES .....</b>	<b>103</b>
<i>ANNEXE I : Les mouvements de population à la frontière sino-nord-coréenne. ....</i>	<i>104</i>
<i>ANNEXE II : Estimations sud-coréennes de l'équilibre des forces intercoréennes ...</i>	<i>105</i>
<i>ANNEXE III : Portée des principaux missiles nord-coréens .....</i>	<i>106</i>
<i>ANNEXE IV : Evolution du volume du commerce sino – nord-coréen entre 2014 et     2016.....</i>	<i>107</i>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>108</b>
<b>TABLES DES MATIERES .....</b>	<b>114</b>